

**A L'ÉTRANGER :** Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 S CAN; Antilles-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 485 CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 150 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 120 I; Italie, 2.200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 fl.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KSE; Suisse, 90 FS; USA NYI 2 \$; USA (other), 200 P.

## DÉBATS

## Un entretien avec M. André Glucksmann

« Si nous ne réussissons pas à développer l'Est, nous irons vers le chaos moral, ethnique et nucléaire »

« Vous rentrez d'URSS. En dehors du constat de la confusion, que retirez-vous de ce séjour ? »

— Il y a l'angoisse du présent : comment passer l'hiver ? Un nouveau putsch, plus sérieux, se prépare-t-il ? Le camp démocratique va-t-il éclater ? Mais les Russes pensent plus large et plus profond. Les relations entre Eltsine et Gorbatchev, les obsèdent moins que nous. Quelques mots de Pouchkine circulent sur toutes les lèvres : « Dieu nous garde de la révolte du peuple russe, elle serait horrible et vain ! ». Les armes abondent, les ouvriers les fabriquent en douce sur les chaînes, ils les échangent contre aliments et boissons, les entrepôts militaires participent à ce marché noir. Les Russes se savent sur un volcan. On ne sort pas indemne de soixante-quatre ans de communisme. D'où leur prudence, patience et inquiétude.

— Ici, justement, on parle de « syndrome yougoslave ».

— La menace n'est pas ignorée. Lorsque, après le putsch, Eltsine souleva la question des frontières, Elena Bonner, Timofeev, Afanassiev, etc., protestèrent publiquement, lui intimant de geler la question, ce qui fut fait. Pour les intellectuels démocrates, le renversement du parti inaugure une grande révolution, laquelle ne fait que débiter. Une première sphère est bouleversée, celle de la gestion centrale. Reste, dans une perspective brève, à transformer la sphère des échanges, la vie économique au sens large. Là, l'appareil militaire-industriel, inentamé, paralyse toute réforme (80 % de la production, selon l'académicien Rykov, conseiller de Gorbatchev). Reste, enfin, à révolutionner le niveau trois, celui des mœurs, des us et des coutumes, pour que la population puisse se débarrasser du communisme. Il convient donc de démanteler les conflits ethniques qui bloquent tout.

— Tout de même, la rapidité avec laquelle un mouvement émancipateur peut devenir répressif risque d'être une nouvelle fois de se vérifier. Dans vos écrits, vous opposez d'ailleurs la société aux communautés, lesquelles resurgissent et mettent en péril la société.

— L'intégrisme est la maladie spécifique des périphéries en ébullition. L'Allemagne du dix-huitième siècle se sentit séduite et agressive par les « Lumières » venues de France et d'Angleterre. La réaction nationale, intellectuelle et populaire, prôna l'Etat « fermé » à la Fichte. Même réflexe en Russie tout au long du dix-neuvième siècle. Aujourd'hui, situation géopolitique analogue pour les « tiers-mondes ». L'Occident suscite sur ses marges des révolutions conservatrices, hostiles mais fascinées par les métropoles qu'elles revendent de « rattraper et dépasser ». Pour la première fois, en Russie, le désir de s'occidentaliser est devenu une volonté massive. Un adolescent sur cinq, d'après un récent sondage, préférerait quitter son pays pour vivre en Europe de l'Ouest ou aux Etats-Unis. Les

André Glucksmann, cinquante-trois ans, philosophe, rentre d'URSS. Venus du communisme, et devenu critique passionné du marxisme et d'une philosophie allemande inspiratrice du totalitarisme, il s'était fait connaître comme l'un des chefs de file des « nouveaux philosophes » après avoir, comme beaucoup d'intellectuels de sa génération, transité par le marxisme.

Ses livres (« La Cuisine et le Mangeur d'hommes », « Les Maîtres penseurs », et aujourd'hui « Onzième Commandement ») ont été ou sont encore des événements (le Monde du 27 septembre).

Moraliste, esprit libre, sans cesse aux aguets, il évoque dans l'entretien qu'il nous a accordé les leçons qu'il tire de la nouvelle révolution russe et interpelle vivement les élites françaises, responsables à ses yeux de la déprime collective actuelle.



Russes craignent de moins en moins un Occident satanique censé (en instaurant la libre circulation des biens, des idées, des images) désintégrer et « humilier » les communautés traditionnelles. Le rejet du communisme l'emporte sur le rejet de l'Occident, or toute pulsion intégriste se veut profondément anti-occidentale, en se réclamant d'une fraternité supposée saine, sainte et pure. La communauté allemande, celle du sang, de la race, la communauté prolétarienne, celle de la classe, la communauté des fidèles, ou la communauté nationale, sont glorifiées comme des unités compactes, capables de régénérer la civilisation.

« La question des Russes aujourd'hui est : comment devenir bourgeois ? »

tion et de se préserver de la corruption. Au nom de la communauté, on construit les murs.

— Y a-t-il, sous nos yeux, l'édification de nouveaux murs, en URSS ?

— L'échec du putsch entraîna la fracture du Mur des Murs, le Saint Empire soviétique ne passe plus pour intangible. Neuf mois auparavant, présentant un visa purement lituanien (numéro : 9, s'il vous plaît !), je fus refoulé sur l'aéroport de Vilnius. Méprisant le tampon apposé par le ministre des affaires étrangères de Lituanie lui-même, l'officier soviétique avait franchement rigolé : « Chacalons Republic ! » Il piétronnait : la

Lituanie, combien de divisions ? Imaginez son désarroi désormais.

« Bien entendu, la faculté d'ériger de nouveaux murs subsiste. L'exemple géorgien, où un authentique dissident menace d'instaurer une dictature nationaliste, ne laisse pas d'inquiéter les uns et de servir de modèle à d'autres, en particulier aux nomenklaturistes en mal d'idéologie de rebroussement. A Moscou, on oppose le national intégrisme (à variante nationale-communiste ou nationale-religieuse) et un nationalisme démocratique respectueux des droits des minorités et des individus.

« Face au chaos, il est naturel de faire appel à des sentiments de solidarité municipale, régionale, historique et culturelle. La ligne de partage ne passe pas entre un cosmopolitisme utopique, inexistant et l'intégrisme, mais entre l'« démocratie » et l'intégrisme. L'éclatement de l'Empire, au grand dam de Gorbatchev, s'est avéré condition sine qua non de la démocratie. Reste à inaugurer la seconde étape : on appelle « gauche » en Russie les partisans de l'établissement urgentissime de la propriété privée ! La « gauche » russe veut le capitalisme avec les droits de l'homme. L'an dernier, l'URSS connut la meilleure récolte depuis dix ans, six mois plus tard, la plus grande pénurie dans les magasins depuis vingt ans. Hors la privatisation des circuits commerciaux point de salut !

— Comment expliquez-vous ce peu d'attrait de la société-démocratie, dont on pouvait penser qu'elle pouvait retrouver sa place ?

— Avant le putsch, Gorbatchev se réclamait d'une telle option : « Plutôt me passer sur le corps ! Jamais je n'abandonnerai le socialisme », proclama-t-il. Les atermoiements, hésitations et compromissions conservatrices du numéro un ont pour le moins permis le coup d'Etat, œuvre de ses proches collaborateurs. D'honnêtes ambiguïtés grevaient le modèle réformiste du socialisme à visage humain,

voyage en Russie ? Parce que, d'un côté, le démocratisme triomphe, de l'autre nous vivons une véritable dépression nerveuse.

— Méfiez-vous, peut-être suis-je prisonnier d'une illusion d'optique, la tête prise par le livre que je viens d'achever, en expliquant avec le Onzième Commandement l'entrée russe en un Dallas capitaliste. A moins qu'il ne s'agisse d'un rendu pour un prêt, puisque Soljenitsyne et la pensée dissidente nourrissent ma réflexion depuis près de vingt ans. Quant à la dépression, elle est l'effet, à l'Est, d'une glasnost (traduisons lumière, mais depuis Tchernobyl) : lumière sur les horreurs et les dévastations) dépourvue de la panacée gorbatchévienne des perestroïkas (restructuration, reconstruction). La dépression russe est le prix d'une nouvelle lucidité. La dépression française semble s'épuiser dans le regret nostalgique d'anciens aveuglements.

obliger à camper dans leurs déjections. Exception numéro deux : 14 000 « Roumains » dont l'intrusion incite les autorités de Bonn à modifier les règles constitutionnelles du droit d'asile. En fait, il s'agit de Tziganes. Peut-être revendiquent-ils un droit de séjour sur une terre où fut proclamée la solution finale qui gaza leurs grands-parents et parents. Vous souvient-il ?

« Dans la course à la déprime, le pompon revient aux élites françaises »

— Pour répondre à cette dépression, on entend dire, par un certain nombre d'hommes politiques, que la société française manque d'un « grand dessein ». Dans votre livre, vous mettez en cause cette démarche.

— Le « grand dessein » soviétique s'est terminé au Goulag. Le grand dessein allemand donna Hitler le grand dessein islamique fit le entre Khominy et Saddam. Le grand dessein « bl » évoque la ghettoïsation des Juifs de Brooklyn, de Boston, vingt ans après M. King. Faut-il continuer ?

— Comment faire coïncider les politiques qu'ils font route ?

— En les incitant à se contenter de risques au lieu de s'engager dans des promesses. Si nous ne réussissons pas à développer l'Est, nous irons vers le chaos moral, ethnique, nucléaire. La révolution d'aujourd'hui, à l'horizon d'une ou deux générations, la perspective d'une Russie démocratique dans l'Europe, à la Emmanuel Kant, républicaine et pacifique. Pour la première fois depuis trois siècles, ne parions pas sur l'échec en nous paralyisant par l'évocation des « grandes invasions à venir ».

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

« Dans la course à la déprime, le pompon revient aux élites françaises »

— On cherche à retrouver une société close.

— A droite comme à gauche, panique : les Japonais sont des « fourmis », les Anglo-Saxons des « bœufs », les Américains des « cochons », les immigrés des « chiens ».

— Donc, on exagère le « danger » que représenterait l'immigration venue de l'Est ?

— Pour l'instant, l'Europe de l'Est ne nous envahit pas, elle réclame au contraire que nous l'envahissions, avec notre savoir, nos capitaux, etc. Depuis 1989, 110 millions d'Européens se sont libérés. Maintenant, 280 millions de « Soviétiques ». Constatons qu'ils ne déferlent pas ! Si nous manquons de considération pour les gens de l'Est, eux respectent nos usages et nos règles de droit, par exemple l'obligation du visa. Exception numéro un, les 20 000 Albanais qu'on aurait dû, au minimum, raccompagner avec décence et civilité au lieu de les

La question des Russes, aujourd'hui, est comment devenir bourgeois ? Comment accepter les risques, les inégalités et les insécurités du capitalisme ? Leur réponse, me semble-t-il, est qu'on s'européanise à reculons, plus par rejet que par projet. En élargissant la critique du communisme à toutes les tentatives intégristes de sauter par-dessus le présent en sauvant un passé rêvé idyllique au nom d'un avenir promis radieux.

— Votre regard sur nos démocraties a-t-il été changé par ce

**Le Monde**

édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cinquante ans, à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
SARL Le Monde  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société d'édition  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprise  
M. Jacques Lesourne, gérant

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806 F

**Le Monde PUBLICITE**  
Jacques Lesourne, président  
François Hugues, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc. : MONDPUB 634 128 F  
Téléc. : 40-65-25-71 - Société Générale  
et Le Monde et de Régie Presse SA

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 281.311 F

**ABONNEMENTS**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Unité	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	468 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 628 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

111 MON 03 PP Paris RP

**LA FASCINATION DES FORMES PURES**

**ETERNA**

LES MONTRES  
58, rue Bonaparte  
75006 PARIS  
6, rue Gustave-Courbet  
75016 PARIS

ELIN LARCEBROU  
11, rue Voltaire  
33000 BORDEAUX  
Tél. : 56-48-17-88

هنا من الأخبار



YUGOSLAVIE : malgré le cessez-le-feu

## Les combats ont redoublé d'intensité en Croatie

La CEE pourrait décider, lundi 30 septembre, à Bruxelles, où étaient réunis les douze ministres européens des affaires étrangères, de renforcer la mission des deux cents observateurs en Yougoslavie en les faisant accompagner d'hommes armés, a-t-on indiqué de sources diplomatiques, relevant qu'il

s'agissait du « maximum » que pouvait faire l'Europe après l'échec d'une tentative franco-allemande d'envoi d'une force d'interposition.

Par ailleurs, rapporte notre correspondant à La Haye, Christian Chartier, une nouvelle séance plénière de la conférence sur la You-

goslavie sera convoquée vendredi 4 octobre. Lord Carrington espère que les trois groupes d'experts constitués lors de la dernière réunion de la conférence (le Monde du 28 septembre) pourront faire rapport dès ce jour-là de leurs travaux.

confirmés par l'armée. Enfin, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ne se déplacent plus en Croatie après l'attaque, vendredi, de l'un de leurs convois qui évacuait des malades d'un hôpital pris sous les tirs serbes. Trois membres suisses du CICR ont été blessés lors de cette attaque. (AFP, Reuters)

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qui était indiqué dans notre article de La Haye publié dans nos éditions du samedi 28 septembre, les deux commissions de la Conférence sur la Yougoslavie qui fonctionnent depuis le début des travaux de cette instance, d'une part sur la question des droits de l'homme et des minorités, d'autre part sur les questions économiques et constitutionnelles — sont présidées respectivement par le diplomate néerlandais Carlo Barkman et le diplomate espagnol Nuno Aguiar de Carcer.

Alors que, dimanche, les combats avaient redoublé d'intensité, une nouvelle colonne de l'armée fédérale a pris position, lundi matin 30 septembre, à la frontière serbo-croate. Près de quatre cents véhicules militaires, dont une soixantaine de blindés, des dizaines de camions ainsi que des canons tractés sont arrivés à Sidi, à 130 kilomètres à l'ouest de Belgrade. La colonne comprend également de nombreux véhicules de transmission et des unités sanitaires, une dizaine de bus ainsi que plusieurs dizaines de camions transportant des soldats, drapeau yougoslave flottant au vent.

Malgré le nouveau cessez-le-feu, conclu le 22 septembre entre l'armée fédérale et les armées croates, les combats ont repris en intensité ces derniers jours en Croatie, faisant au moins vingt-quatre morts en vingt-quatre heures. Dans un entretien diffusé samedi par la télévision yougoslave, le vice-ministre de la défense, le général Marko Negovanovic, a indiqué que l'armée serait amenée à prendre « les mesures nécessaires » si le blocus de ses casernes par les

forces croates se poursuivait en Croatie, en dépit de l'accord du 22 septembre.

De son côté, Radio-Zagreb a annoncé que les forces croates s'étaient emparées dimanche d'une caserne de l'armée fédérale à Bjelovar (70 kilomètres à l'est de Zagreb), faisant quatre cents prisonniers. Trois personnes ont été tuées et vingt-deux blessés dans les combats qui ont précédé la chute de la caserne, selon la radio croate. En outre, quinze personnes blessées samedi dans les bombardements d'artillerie de l'armée fédérale et des forces serbes sur Pakrac (ville croate située à 100 kilomètres à l'est de Zagreb) sont décédées dimanche, a-t-on précisé de même source.

## Lourdes pertes matérielles

Tandis que de nombreux témoignages concordants font état d'importantes pertes matérielles de l'armée au cours des deux dernières semaines, le quotidien croate *Vjesti* en a ainsi établi le bilan : 41 avions

abattus par les Croates, 132 chars et 76 transports de troupes détruits et près de 200 chars et transports de troupes pris à l'armée yougoslave. Au cours des combats qui les opposent à l'armée et aux autonomistes serbes, les Croates se sont également emparés de 15 000 tonnes de munitions et d'explosifs ainsi que de plusieurs dizaines de lance-roquettes, selon le journal. Par ailleurs, les autorités de Bosnie-Herzégovine ont lancé dimanche un véritable défi à l'armée yougoslave en appelant tous les réservistes de cette République (où vit une majorité de musulmans et une importante communauté serbe et croate) à désertir les camps de batailles de Croatie. Nombre d'entre eux auraient déjà déserté ou se seraient rendus aux forces croates. Cet appel intervient alors que se multiplient les désertions au sein de l'armée : Tanjug, qui avait annoncé samedi que 600 réservistes serbes avaient déserté en Bosnie-Herzégovine, a fait état dimanche de la désertion de 250 autres réservistes serbes envoyés en Bosnie — deux informations

ROUMANIE : les suites de la crise politique

## M. Petre Roman déclenche l'offensive contre le président Iliescu

La capitale roumaine a renoué, lundi 30 septembre, avec les défices de la cuisine politique pour former le gouvernement d'« ouverture », d'« union » ou de « transition » nationale qui doit mettre un terme à la crise déclenchée par les trois jours de sanglants affrontements entre les forces de

l'ordre et les mineurs en grève descendus à Bucarest. Selon un dernier bilan officiel, ces heurts se sont soldés par 5 morts (2 jeunes et 3 policiers) et plus de 130 blessés graves (dont 23 mineurs et 83 policiers).

Les négociations à l'issue encore incertaines avaient débuté vendredi à Cotroceni

sur le palais du président Ion Iliescu. Elles se sont poursuivies samedi, quand les « gueules noires » reprennent le train pour la vallée houlleuse du Jiu. Mais pour cause d'« épuisement » et de retour à la normale, les pourparlers étaient interrompus dimanche.

## BUCAREST

Dans son palais de la Victoire aux vitres brisées encore entouré par des blindés de l'armée, l'ex-premier ministre, M. Petre Roman, qui expédie les affaires courantes, a profité de cette trêve dans les négociations pour la formation d'un gouvernement d'« union » pour déclarer la guerre. Parce que le président Iliescu avait signé vendredi avec l'énigmatique leader des mineurs, M. Miron Cosma, un « accord communiqué » qui consacrait sa perte. Ainsi, M. Roman a « regretté », lors d'un entretien à TF1, que le président Iliescu « soit allé jusqu'à signer des documents avec les hors-la-loi ». « Il fallait sauvegarder jusqu'au bout la dignité des institutions », a ajouté M. Roman.

À la télévision roumaine qui, les temps ont changé — ne lui accordait qu'un créneau après 22 heures, sur un ton plus doux, l'ex-premier ministre disait combien cette « triste page » lui avait « laissé un goût amer ». Assurément qu'il ne serait pas premier ministre

du gouvernement d'ouverture pour une « question de dignité », qu'il ne « cédait pas devant la force » mais « trouvait une solution politique », M. Roman promettait pour bientôt son retour dans le gouvernement, « le pays décidera ». « Je suis le leader du premier parti de Roumanie », répétait l'ex-premier ministre qui, sage précaution, avait fait main basse sur le Front de salut national (FSN) le 17 mars dernier. Le FSN est « une force à deux visages », déclarait-il, « celui de la gauche et celui de la droite ». M. Roman, qui estimait pouvoir en « assurer la suprématie » dans les urnes.

## A nouveau la Sécurité

M. Petre Roman, à qui le président Iliescu refusait, il y a peu, des élections anticipées, s'est déjà positionné pour la prochaine campagne. Se présentant comme « ceux qui veulent maintenir le vieux système » et notamment des hommes de la Sécurité, « qui ont employé tous les moyens contre nous quand ils ont compris que notre chemin était irrévocable »,

M. Roman s'est posé en garant de « la démocratie, de la réforme », tout en avançant l'idée d'« unité nationale, de peuple et de consciences ». Car, pour l'ancien premier ministre le prochain gouvernement, né dans « des conditions non démocratiques », « une légitimité fragile », et il ne peut être que « transitoire pour très peu de temps », parce que « nous avons besoin d'élections rapidement ».

M. Roman, dont le parti risque de perdre de sa puissance s'il est trop longtemps isolé des structures de l'Etat dans lesquelles il s'était coulé après la disparition du PC roumain, rejoignait de cette façon les formations les plus intransigeantes de l'opposition. Comme le Parti paysan ou l'Alliance civique, qui demandent la formation d'un gouvernement de « techniciens » pour organiser les élections au plus vite.

Alors que le président Iliescu semble moins pressé que jamais, une autre partie de l'opposition emmenée par M. Radu Campeanu, le président du Parti libéral qui avait fait le meilleur score contre M. Iliescu (10 %), préfère, elle, un véritable gouvernement d'« union

## « Il faut accélérer les réformes »

nous déclare M. Adrian Severin, vice-premier ministre sortant

Vice-premier ministre, chargé des réformes économiques et des relations avec le Parlement, dans le gouvernement Roman, M. Adrian Severin, trente-huit ans, était considéré comme le moteur de la réforme dans l'équipe sortante. Dans un entretien accordé dimanche 29 septembre au *« Monde »*, il tire les leçons de la crise de la semaine dernière.

« Comment jugez-vous le rôle du président Iliescu pendant cette crise ? »

« Je citerai à son propos le mot de Talleyrand : « Plus qu'un crime, c'est une faute ». (...) Il a cru qu'en sacrifiant le gouvernement il sauvait la situation. Ce n'était pas réaliste, puisque les troubles ont continué après la démission du gouvernement, et que c'est finalement le gouvernement qui y a mis fin en décidant d'utiliser les forces

de l'Etat. Sacrifier le gouvernement n'a pas seulement été inutile, cela a aussi porté un coup à la crédibilité de la nouvelle démocratie et à la confiance de la population dans les institutions de l'Etat. Il va être d'autant plus difficile maintenant de former un gouvernement fort. Iliescu reste président ; ce qui me préoccupe, c'est la capacité du gouvernement à poursuivre les réformes, l'aide financière va être ralentie, sinon stoppée.

« Pourquoi la décision de faire intervenir les forces de l'ordre n'a-t-elle pas été prise plus tôt ? »

« Parce que certains d'entre nous, essentiellement les conseillers du président (Iliescu), pensaient que l'on pouvait résoudre cette crise par la négociation. Or les représentants syndicaux des mineurs n'étaient pas parmi les manifestants, et on ne négocie pas avec des gens qui se mettent hors la loi. Les réticences à faire appel aux forces de l'ordre ont

eu ensuite un effet sur l'efficacité de ces forces.

« Quelles sont les chances du général Stanculescu (1) de devenir premier ministre ? »

« Cela me paraît improbable, dans la mesure où le premier ministre doit être approuvé par le Parlement, où le FSN est majoritaire ; beaucoup de gens au FSN préfèrent quelqu'un de plus jeune, et pas seulement en termes d'âge... Samedi après-midi, la direction du FSN s'est réunie et s'est exprimée le souhait que le futur premier ministre ne soit pas un militaire. A défaut de la base, la direction du FSN, dont le leader est Petre Roman, est dominée par les réformateurs.

« Quelles leçons pour les réformes tirez-vous de cette crise ? »

« La seule leçon à tirer, c'est qu'il ne faut pas ralentir la réforme mais au contraire l'accélérer. Les démissions d'aujourd'hui, la transition doit être réalisée aussi vite que possible ; nous nous déplaçons d'une chaise à

l'autre, et la position entre les deux chaises est la plus inconfortable. Le coût de la transition est d'autant plus élevé que la réforme n'est pas assez rapide, que ce soit dans le domaine économique, politique ou social. L'autre leçon à retenir, c'est que l'on ne doit pas négocier avec des hors-la-loi, mais seulement avec les syndicats et les organisations légales. Si l'on est déterminé à utiliser avec fermeté les moyens étatiques et démocratiques, alors le pays peut être dirigable. Le fait que le gros de la population ne se soit pas jointe aux mineurs est encourageant. En revanche, la manière dont le gouvernement a été « démissionné » n'est pas de bon augure.

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

(1) Ministre de l'Industrie après avoir occupé le portefeuille de la défense, le général Victor Stanculescu était déjà actif du temps de Ceausescu.

## Rupture des négociations entre le pouvoir et l'opposition en Géorgie

TBILISSI

de notre envoyé spécial

Les négociations menées durant le week-end entre le pouvoir et l'opposition ne devaient pas reprendre, lundi 30 septembre, a annoncé le président Zviad Gamsakhourdia, lors d'une conférence de presse. Les principaux responsables de l'opposition, gardés par plusieurs centaines de membres armés de la garde nationale, étaient toujours emprisonnés dans le bâtiment de la télévision, qui a été ébranlé, dimanche soir, par une forte explosion.

Selon l'opposition, elle a été causée par un projectile antichar tiré contre l'immeuble, qui aurait fait cinq blessés. M. Gamsakhourdia, en revanche, a accusé l'opposition d'avoir « fait exploser cette bombe elle-même », affirmant qu'elle « ne sait plus que faire et voit que la catastrophe est proche ».

Les opposants n'ont pas pu en effet obtenir satisfaction sur les quatre points qu'ils jugent essentiels : la possibilité pour les « rebelles » de la garde nationale de quitter leur réduit sans être inquiétés, la libération des prisonniers politiques, l'instauration d'une véritable liberté d'information et la convocation d'une session extraordinaire du Parlement.

## Pas de garanties

Les négociateurs du président semblent avoir tout refusé d'accorder un sauf-conduit à la garde nationale cantonnée à la télévision. « C'est inacceptable... Il est évident que les autorités veulent que la garde nationale soit dissoute pour pouvoir réprimer l'opposition », a déclaré M. Tengiz Sigua, l'ex-premier ministre, qui a pris la tête des opposants. Ce dernier a en outre démenti que des divergences soient apparues au sein de l'opposition. La négociation semblait en tout cas d'autant plus hypothétique que M. Gamsakhourdia n'a apparemment donné aucune caution à ses négociateurs et qu'il pourra toujours, le cas échéant, revenir sur un éventuel accord.

C'est en tout cas ce que craignent les opposants, dans la mesure où ce sont la personnalité du président et ses méthodes autoritaires qui se trouvent au centre du débat politique.

M. Gamsakhourdia a toutefois laissé entendre qu'il ne serait pas défavorable à l'organisation de nouvelles élections. La rentrée universitaire, lundi, risque d'aggraver les tensions, puisque de nombreux étudiants pourraient rejoindre le camp retranché de la télévision. Les opposants qui s'y trouvent auraient reçu du matériel en provenance des pays baltes et devraient être capables d'entraîner de diffuser leurs propres émissions.

L'agence Tass affirmait, lundi, de Tbilissi, avoir constaté que des éléments de la garde nationale rebelle s'étaient aussi installés sur une colline dans le centre de la ville, avec des positions d'artillerie, des abris et un poste de transmission. En revanche, les forces fidèles au président étaient renforcées par des volontaires regroupés en unités paramilitaires, venus, selon l'agence, de l'ouest de la Géorgie.

JOSE-ALAIN FRALON

Deux morts en Ossétie du sud. — Une nouvelle nuit d'affrontements inter ethniques en Ossétie du sud — une région dont l'autonomie a été supprimée par le pouvoir nationaliste géorgien — a fait deux morts. Des blessés et des personnes ont été prises en otage, a annoncé, dimanche 29 septembre, l'agence de Russie R.I.T. (AFP)

ALLEMAGNE : aux élections régionales à Brême

## Le débat sur l'immigration a profité à l'extrême droite

L'extrême droite, sous la bannière de l'Union du peuple allemand (DPU) de l'éditeur Gerhard Frey, a fait une percée marquante lors des élections régionales, dimanche 29 septembre, à Brême. Elle a obtenu 6,5 % des voix et 6 sièges (+5) à la Diète locale. Ce succès s'explique par le durcissement du débat sur l'immigration en Allemagne, thème qui sert de cheval de bataille depuis des années déjà à cette formation proche du NPD (Nationaldemokratische Partei Deutschland) et qui avait été l'un des sujets dominants de la campagne électorale. Les sociaux-démocrates du SPD ont perdu leur majorité absolue au Parlement.

BERLIN

de notre correspondant

Le Parti social-démocrate (SPD) du bourgmestre sortant, M. Klaus Wedemeyer, a essuyé un revers cuisant, perdant 11,7 % des voix et une majorité absolue qu'il détenait depuis vingt-et-un ans. Avec 38,8 % des voix, il obtient même son plus mauvais résultat depuis la guerre et devra maintenant chercher des partenaires, chez les Verts ou les libéraux, pour former une coalition. M. Wedemeyer s'est vu reprocher d'avoir jeté de l'huile sur le feu en lançant cet été le débat sur l'immigration avec des prises de position plus dures que celles de son parti. Il a été dépassé par les surenchères de l'extrême droite et du Parti chrétien-démocrate. Le SPD perd plus de 13 points dans ses fiefs ouvriers traditionnels au profit de la CDU et de plus de 13 points dans ses fiefs ouvriers traditionnels au profit de la CDU et de la DPU, qui réalise 10 % des voix dans les quartiers populaires et 9,2 % dans les cités.

La DPU, qui représente une extrême droite traditionaliste, réclame un arrêt total de l'immigration. Elle avait déjà obtenu lors des élections de 1987 plus de 5 % des

voix dans le port de Bremerhaven et un siège à la Diète de Brême. Un sondage publié par l'hebdomadaire *Der Spiegel* avait montré à la mi-septembre que plus de 30 % des Allemands, surtout à l'Ouest, avaient de la compréhension pour l'attitude de l'extrême droite sur l'immigration. Depuis, le débat s'est considérablement durci, suscitant une brusque flamme de violence contre les foyers d'accueil, à l'Ouest comme à l'Est. L'affaire d'Hoyerswerda, en Saxe, où les autorités ont, la semaine dernière, fait évacuer les foyers d'immigrés sous la pression de quelques dizaines de casseurs soutenus par une partie de la population, a révélé la gravité de la situation.

L'inquiétude grandit et le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a condamné, dimanche, la montée de la xénophobie. A Brême, le résultat des élections a provoqué, dans la soirée, une manifestation spontanée contre l'extrême droite devant l'hôtel de ville. A Hoyerswerda, une marche contre le fascisme a eu lieu dans la journée. Quelques milliers de personnes, venues pour beaucoup de Berlin et de l'Ouest, y ont participé. Des affrontements ont eu lieu entre les forces de sécurité et des manifestants d'extrême gauche masqués qui brisaient des vitrines et des voitures.

La police, restée très en retrait lors des attaques de l'extrême droite contre les foyers d'immigrés et de demandeurs d'asile, avait cette fois reçu des renforts d'unités spécialisées équipées de canons à eau. Le ministre de l'Intérieur de Saxe, M. Krause, a remis sa démission, dimanche, au ministre-président, le chrétien-démocrate Kurt Biedenkopf. Mis en cause depuis quelques temps déjà pour ses anciennes relations avec la Stasi communiste, il avait été accusé ces derniers jours d'avoir laissé la situation s'envenimer. Son successeur aura pour tâche notamment de réorganiser la police saxonne, dont l'état d'esprit est particulièrement malsain et dont une partie des membres sont soupçonnés d'être souvent complices des activistes de droite.

HENRI DE BRESSON



## DIPLOMATIE

## Les réductions de l'armement nucléaire annoncées par M. Bush

Les initiatives de désarmement prises vendredi 28 septembre par M. George Bush ont été saluées dans le monde par un concert de louanges. Le chancelier Kohl a remercié en termes particulièrement chaleureux le président américain, « au nom de tous les Allemands ». Les armes nucléaires à courte portée dont M. Bush a annoncé l'élimination, pour la plupart stationnées en Allemagne, faisaient en effet l'objet depuis plusieurs années d'une vive contestation.

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a lui aussi souligné la portée particulière de cette décision pour son pays et rappelé que les missiles à courte portée étaient braqués « sur d'autres Allemands », ceux de l'ex-RDA.

La SPD de son côté a de nouveau appelé la France à arrêter la construction des missiles Hadée, par la voix notamment du président de sa

commission des affaires étrangères, M. Karstens Voigt. « La France et la Grande-Bretagne devraient maintenant reconsidérer leur potentiel nucléaire » a pour sa part estimé le président du SPD, M. Björn Engholm.

Dans un communiqué publié samedi à l'issue d'une réunion spéciale des ambassadeurs, l'OTAN affirme que les mesures américaines sont appuyées par tous les Etats membres et qu'elles vont « dans le sens de l'actuelle rénovation » de l'Alliance atlantique.

Le projet de réforme de l'OTAN actuellement en cours d'élaboration prévoit cependant le maintien d'armes nucléaires en Europe; les décisions de M. Bush ricanent, selon certains experts, de remettre plus tôt que prévu sur le tapis la question du nouveau missile aéroporté (TASM) que les

Etats-Unis envisagent de déployer en 1995 et qui fait l'objet d'une controverse dans l'Alliance.

Pékin a réagi tardivement aux mesures américaines. Dimanche le Quotidien du peuple en faisait état sans commentaires. Un peu plus tard, le ministre des affaires étrangères manifestait sa satisfaction, tout en exprimant certaines réserves. Les Etats-Unis et l'URSS, estimait-il notamment, « doivent montrer la voie vers la fin des essais, de la production et du déploiement des armes nucléaires et réduire d'une manière substantielle » leurs arsenaux.

Conformément à sa position traditionnelle, la Chine n'envisage toujours pas de s'engager dans la voie du désarmement avant des réductions plus amples des armements américains et soviétiques.

Le président sud-coréen Roh Tae-Woo s'est félicité de la décision américaine d'éliminer les armes nucléaires tactiques déployées dans son pays et a « vivement encouragé tous les pays voisins de la péninsule coréenne et d'Asie du Nord-Est à retirer leurs armes nucléaires », selon un porte-parole. Il a également appelé la Corée du Nord à cesser immédiatement le développement d'armements nucléaires et à soumettre ses installations aux inspections internationales.

« M. Bush doit jouer son rôle pour faire de l'Asie du sud une zone dénucléarisée », a pour sa part déclaré le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif. Il en a profité pour lancer un appel à son homologue indien, M. Narasimha Rao: « engageons-nous vers la non prolifération nucléaire et réglons nos problèmes pacifiquement ».

## Les Etats-Unis mettent fin à l'état d'alerte de certains de leurs armements stratégiques

WASHINGTON

de notre correspondant

Sans même attendre la réponse soviétique à l'initiative de réduction des armements du président Bush, l'état-major américain a commencé les 28 et 29 septembre à désarmer ses bombardiers stratégiques nucléaires, plusieurs centaines de fusées et certains de ses missiles de croisière. Cette action sans précédent depuis l'ère de la dissuasion nucléaire: de gros engins de plusieurs mégatonnes ont été précautionneusement mis au hangar sans que les Soviétiques aient eu simultanément à faire de même. Dans cette affaire, ce n'est pas tant la promptitude de l'état-major qui frappe; elle fait partie de l'orchestration médiatique de l'initiative présentée vendredi 27 septembre par M. Bush (le Monde daté 29-30 septembre).

Dès samedi matin, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, montrait à la presse une copie de l'ordre de « relâche » adressé à certaines des unités assurant vingt-quatre heures sur vingt-quatre la « garde nucléaire » du monde libre. Ce qui frappe davantage, c'est le côté unilatéral de la décision américaine, qui constitue l'élément le plus symbolique de l'ensemble annoncé par le président.

L'une des deux superpuissances nucléaires va ainsi, pour la première fois, procéder à l'amputation d'une partie de son arsenal atomique sans avoir la garantie que l'autre agira de même. M. Bush l'a voulu ainsi pour marquer que le processus du désarmement entre les deux Grands n'obéissait plus aux mêmes règles des lors que l'on était dans l'après-guerre froide.

## De l'affrontement à la gestion en commun

Jusqu'à présent, le désarmement avait progressé par le biais de longues et laborieuses négociations d'accords prévoyant de complexes et minutieuses procédures de contrôle. C'était le « on vous fait confiance, mais on vérifie », pour reprendre une formule chère au président Ronald Reagan. La règle valait pour les périodes de détente, ces phases d'accalmie dans l'affrontement Est-Ouest.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'affrontement, plus de menace soviétique contre l'Europe, a dit M. Bush, et le président américain traite l'URSS - du moins le pouvoir qui prend place à Moscou - comme un allié dans la gestion des arsenaux nucléaires.

D'où la décision de procéder unilatéralement, comme un geste de confiance, une belle manière faite à MM. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, dont on ne doute pas qu'ils rendront la pareille. « C'est le désarmement par l'exemple », écrit justement le New York Times.

Dans un registre, moins angélique, les experts à Washington faisaient aussi remarquer que cette décision s'imposait pour des motifs plus terre à terre. Les bouleversements intervenus dans le paysage politico-stratégique en Europe, notamment l'effondrement du pacte de Varsovie, rendent des missiles à courte portée (850 fusées Lance) et obus d'artillerie à charge nucléaire (1 300 unités) quelque peu inutiles.

Ces armes étaient destinées à compenser la supériorité en forces conventionnelles d'un pacte de Varsovie qui n'existe plus. Entamer une négociation sur leur élimination aurait été une affaire longue et complexe. Or les Etats-Unis avaient tout intérêt à aller vite pour placer les Soviétiques au pied du mur, c'est à dire leur donner le prétexte idéal afin de démanteler à leur tour les engins du même type en leur possession et dans la dissuasion dans les Républiques donne des cauchemars aux responsables occidentaux.

## Parer à la dissémination dans les Républiques

Ce sont les milliers d'armes nucléaires tactiques - de courte portée - entreposées en Biélorussie, en Ukraine et au Kazakhstan, voire dans d'autres Républiques, qui nourrissent les scénarios-catastrophe du Pentagone: engins nucléaires échappant au contrôle du pouvoir central, utilisés dans un chantage politique quelconque, voire vendus à des pays ou à des groupes aux intentions peu pacifiques. Les Soviétiques disposaient d'au moins 12 000 armes de ce type.

S'ils accèdent aux demandes de M. Bush, qui a souhaité la réciprocité, ils devront détruire 10 000 armes nucléaires de courte portée: aux termes de l'initiative américaine, il ne devrait plus rester, en effet, que quelque 2 000 engins tactiques à la disposition des Etats-Unis (notamment bombes nucléaires aéroportées, maintenant les seules armes à assurer le « couplage » ou « lien » stratégique entre l'Europe et les Etats-Unis).

Ces considérations relativisent sans doute la décision américaine de procéder à un désarmement partiel unilatéral. Il reste

qu'elle n'a peut-être pas été prise très facilement. Si l'on en croit le quotidien Washington Post et la chaîne de télévision ABC, certains hauts responsables militaires, comme le général John Galvin, en charge du secteur Europe, très réticents, auraient préféré un traité en bonne et due forme avec des procédures de vérification. La démarche de M. Bush a, en revanche, été saluée par une presse américaine à peu près unanime et, en général, par les experts.

## Démobilisation des bombardiers stratégiques

Dès samedi, et en soignant sa préparation médiatique, l'état-major américain a donc commencé à mettre en œuvre l'initiative de M. Bush. Les premières mesures concernent surtout l'échelon stratégique du programme. Les 40 bombardiers stratégiques à très long rayon d'action B-52 ou B-1B - sur une flotte de 280 appareils de ce type - qui assurent en permanence la « veille nucléaire », équipages aux commandes et bombes dans les soutes, ont été démobilisés: ils ne sont plus en état d'alerte. Les équipages sont au repos et les bombes au hangar. Précision: il ne faudrait que 24 heures pour revenir à l'état d'alerte de la « veille nucléaire » permanente, a souligné M. Cheney.

La même mesure a été prise concernant les sites ébruitant 450 missiles intercontinentaux Minuteman-2 équipés d'une tête nucléaire. Cela veut dire que les missiles vont être désarmés et que leurs servants - deux hommes entrés dans un bunker pour chaque fusée - ne sont plus mobilisés vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Précision: le traité START prévoit de toute façon le démantèlement de ces engins qualifiés de « missiles » par les experts.

Enfin, toujours au chapitre stratégique, les Etats-Unis abandonnant unilatéralement les projets destinés à accroître la mobilité de leurs missiles MX (devant être placés sur rail) et Midetman (sur camion). Précision: l'administration avait relativement peu de chance d'obtenir le feu vert du Congrès pour le financement de ces deux projets.

L'élimination des armes de courte portée prendra plus de temps. Selon M. Cheney et son chef d'état-major, le général Colin Powell, il faudra de dix-huit mois à trois ans pour neutraliser les quelque 2 400 armes

tactiques visées par l'initiative de M. Bush. Pour discuter de l'ensemble de l'initiative, des experts américains devraient incessamment se rendre en URSS, cependant qu'une réunion des quatre puissances nucléaires de l'Europe (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France) pourrait prochainement avoir lieu, conformément aux souhaits de M. Mitterrand.

Le reste du programme relève de la procédure habituelle du désarmement. M. Bush propose une négociation avec les Soviétiques pour éliminer les missiles à terre équipés de têtes nucléaires multiples, encore dits à ogives multiples (MIRV pour Multiple Independently Targeted Re-entry Vehicle). Au même titre que les armes nucléaires tactiques soviétiques, ces engins sont considérés comme particulièrement dangereux, mais pas pour les mêmes raisons. Ce n'est pas le contrôle du pouvoir central sur ces fusées qui fait problème mais le fait que leur extrême précision et puissance en font des cibles tentantes de première frappe.

## Difficiles négociations en vue

La proposition américaine ne concerne que les fusées « mirvées » basées à terre, secteur dans lequel les Soviétiques ont l'avantage; M. Bush a exclu de son initiative les fusées « mirvées » armant les sous-marins, secteur dans lequel les Etats-Unis dominent. Si une négociation s'engage, elle risque donc d'être particulièrement ardue sur ce point. Elle ne sera pas plus facile sur la question des systèmes de défense antimissiles que M. Bush veut développer, proposition qui suppose une renégociation du traité ABM (limitant lesdits systèmes) auquel les Soviétiques sont très attachés.

Si les Etats-Unis vont au bout de ce programme, ce qui suppose un certain degré de réciprocité à Moscou, et si s'engage une négociation sur les MIRV, il restera tout de même plusieurs milliers de têtes nucléaires sur des vecteurs stratégiques dans les arsenaux des deux pays, même en tenant compte des coupes prévues par le traité START. Le conseiller de la Maison Blanche pour les questions de sécurité, le général Brent Scowcroft, l'a rappelé dimanche: la base de la dissuasion des Etats-Unis reste la dissuasion nucléaire, pour le bon et simple raison que l'URSS est toujours la seule puissance au monde capable de détruire les Etats-Unis.

ALAIN FRACHON

Malgré une réponse prudente de M. Gorbatchev

## L'URSS s'appête à prendre des mesures de réciprocité

MOSCOU

de notre correspondant

Applaudir des deux mains, tout en évitant de crier bourra et de donner l'impression qu'il est prêt à emboîter le pas à M. Bush les yeux fermés: M. Gorbatchev a soigneusement calibré sa réponse à l'initiative unilatérale du président américain, tout en laissant entendre que l'URSS s'appête à prendre, après un temps de réflexion, des mesures de réciprocité.

En réalité, la réponse du président soviétique a été présentée sur deux registres légèrement différents. D'une part, M. Gorbatchev est intervenu samedi 28 septembre en fin d'après-midi au cours de ce qu'il est convenu d'appeler une « interview à la télévision soviétique » (en fait c'est son propre porte-parole, M. André Gratchev, qui lui servait de faux-voisin) et s'agissait pour le président soviétique d'afficher sa satisfaction mais aussi une certaine prudence. Parallèlement un « officiel » de son entourage, faisant moins de dévotion, annonçait que « l'URSS allait répondre par la réciprocité à la partie américaine ».

## Les armes françaises et britanniques

Sous les apparences de l'improvisation, et en dépit d'une expression un peu hésitante, l'intervention de M. Gorbatchev s'est organisée autour de quatre thèmes: d'abord, l'initiative américaine mérite une appréciation « très positive ». Cependant, et le président soviétique insiste sur ce point, cette initiative bienvenue est la conséquence de la transformation radicale des relations soviéto-américaines ces dernières années, et elle se situe dans le droit fil des divers sommets auxquels M. Gorbatchev a participé: en un mot il s'agit de faire comprendre que le mérite en revient pour une bonne part au président soviétique lui-même.

Troisièmement, il convient d'examiner soigneusement le détail des décisions annoncées par Washington; M. Gorbatchev fait savoir à ce propos qu'au cours de son entretien téléphonique avec M. Bush, il lui a déjà demandé certaines précisions: en particulier, l'élimination des armes nucléaires tactiques doit-elle aussi concerner « les autres puissances nucléaires européennes », c'est-à-dire la France et la Grande-Bretagne?

JAN KRAUZE

Plus vite, moins cher!  
1000 véhicules en stock permanent.  
**Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite!**

**NEUBAUER**  
vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48 21 60 21  
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42 93 59 52  
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42 61 15 69 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42 85 54 34

PROSPEROS BOOKS

ENTRÉE PETER GREENAWAY

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES  
Le Monde et MÉDECINE

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

200 QUESTIONS  
À MON AVOCAT

PROSPEROS BOOKS

ENTRÉE PETER GREENAWAY

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

هكنا من الفحل

• Le Monde • Mardi 1<sup>er</sup> octobre 1991 5

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

LANSON PÈRE ET FILS  
DEPUIS 1760.

L  
JEAN-BAPTISTE

L  
VICTOR-MARIE

L  
HENRI

L  
HENRI (MARIE)

L  
VICTOR

L  
HENRI-MARIE

L  
ETIENNE

L  
JEAN-BAPTISTE

L  
PIERRE



SATCHI & SATCHI ADVERTISING

PAUL FABRA



## DIPLOMATIE

Les réactions aux réductions de l'armement nucléaire annoncées par M. Bush

## « Nous sommes peut-être à un tournant historique »

estime M. Joxe au « Grand jury RTL-le Monde »

Invité du « Grand jury RTL-le Monde », dimanche 29 septembre, M. Pierre Joxe, ministre de la Défense, a jugé « compréhensible » que la réaction de M. Mikhail Gorbatchev aux propositions de désarmement de M. George Bush ait été « prudente », sachant que les négociations START « envisagent », dans la meilleure hypothèse, une réduction de 25 % à 30 % et que le président américain suggère, à présent, de « diviser par deux les armes nucléaires stratégiques ».

« J'ajoute, a-t-il dit, qu'il y a différents types d'armes nucléaires stratégiques. Il y a, notamment, celles qui sont sur les sous-marins. M. Bush n'en parle pas ».

M. Joxe a continué : « La France, qui a un très petit nombre de sous-marins lanceurs d'engins, qui a un très petit nombre d'armes nucléaires tactiques, approuve les propositions de M. Bush, qui valent nos analyses et nos propositions récentes, mais elle est en droit d'ajouter : « Encore un effort ! ». Les Soviétiques, eux, ont besoin d'examiner cela de

plus près. [...] Devant une situation qui, après avoir sans cesse évolué vers le pire pendant des décennies d'oubli, semble s'améliorer, je dis : un peu de patience ! Nous sommes peut-être à un tournant historique. Ce sont les prochaines semaines qui le confirmeront. » Pour le ministre de la Défense, « la prolifération la plus dangereuse, qui est implicitement citée dans la déclaration de M. Bush, c'est la prolifération balistique ».

M. Joxe a expliqué que « dès que le niveau du désarmement des principales puissances nucléaires aura atteint un ordre de grandeur significatif, la France pourra se joindre à de telles discussions », mais que, « pour le moment, la France n'est pas dans ce jeu-là ». Interrogé, d'autre part, sur les critiques du général Jean Salvan, ancien commandant de la région militaire de défense Atlantique (le Monde, 24-25 septembre), le ministre a déclaré que cet officier « perd un peu la tête » et que « tous ceux qui liront [son article] comprendront qu'il était temps qu'il s'en aille ».

## Pour M. Chirac, la France doit « augmenter » son budget militaire

Interrogé dimanche soir 29 septembre sur la Cinq, M. Jacques Chirac a déclaré : « Tout désarmement est souhaitable. (...) Avant que la France ne se sente impliquée dans un processus de cette nature, il faudrait que l'ensemble des Deux Grands, en fin de compte, approuvent les propositions de M. Bush, qui valent nos analyses et nos propositions récentes, mais elle est en droit d'ajouter : « Encore un effort ! ». Les Soviétiques, eux, ont besoin d'examiner cela de

indiqué qu'il votera pour le projet de loi visant à réduire à dix mois la durée du service national.

M. Edouard Balladur a expliqué lui aussi, lundi matin, sur RTL, que « l'armement classique français doit être modernisé et, sans doute, augmenté », car « si les temps sont propices à un certain désarmement nucléaire, d'autres risques vont se manifester ». L'ancien ministre de l'Économie estime, en outre, nécessaire de « donner à l'Europe un contenu politique et militaire », étant donné que « le désarmement nucléaire ne peut être que le résultat d'un processus de développement (...) où la prolifération des armes à destruction massive et des missiles pour les transporter est un vrai danger ». Le président du RPR estime, pour le moment, que la France doit « augmenter, pas énormément, mais augmenter » son budget militaire ; il a

## M. Mitterrand : « Encore un effort messieurs ! »

M. François Mitterrand n'a commenté les réductions de l'armement nucléaire américaines annoncées par le président des États-Unis en disant notamment, samedi 28 septembre, au cours de sa visite à Evry : « Nous nous sommes téléphoné quatre fois sur les cinq premiers jours de la semaine, George Bush et moi, (...) et je me réjouis des initiatives du président américain proposées au monde qui s'opposent récemment soviétique. Il y a là un effort remarquable (...) ».

« Le président américain, comme l'avait fait avant lui M. Gorbatchev, a accepté ma proposition d'une réunion à quatre des puissances nucléaires disposant de forces en Europe. Il y aura donc bientôt une conférence où se retrouveront les représentants de l'Union des républiques soviétiques, on simplifiera en disant la Russie et l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France ».

« Nous sommes vraiment sur le bon chemin et l'on doit remercier les dirigeants étrangers qui ont pris cette initiative. Je réjouis que la France s'associe à la destruction des forces nucléaires des lors que l'effort de nos principaux partenaires russe et américain aura atteint un niveau comparable ».

« Pour l'instant, les réductions ramènent les deux plus puissants pays, sur le plan de cet armement, à quelques milliers de charges nucléaires tandis que nous n'en sommes, nous, qu'à quelques centaines. J'ai envie de leur dire : encore un effort messieurs ! Et nous serons heureux de vous retrouver autour de la table. Nous serons autour de la table pour la sécurité nucléaire dans le monde, je l'espère, d'ici peu ».

## Londres ne renoncera pas aux missiles Trident

LONDRES de notre correspondant

Le premier ministre britannique, M. John Major, s'est fait confirmer que les missiles nucléaires Trident ne seraient pas partie des propositions de désarmement américaines, avant d'apporter son soutien global à l'initiative de M. Bush. Le programme consistant à remplacer les missiles Polaris qui équipent les sous-marins nucléaires britanniques par des missiles Trident à têtes multiples, ne sera donc pas remis en cause.

La vente de missiles américains Trident à l'armée britannique a fait l'objet d'un accord au début des années 80. Le ministre de la Défense, M. Tom King, a expliqué que sur les quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins dont dispose la Grande-Bretagne, un seul est en permanence à la mer, les autres étant soit en révision, soit en préparation d'une mission. Contrairement aux États-Unis et à l'Union soviétique, a-t-il souligné, la Grande-Bretagne ne dispose donc que du strict minimum en matière de dissuasion. De même, il est également exclu que le programme visant à remplacer les armes nucléaires tactiques dont sont équipés les avions Tornado, soit remis en cause.

## La mort du Docteur Folamour

Suite de la première page

Aucon responsable occidental n'a voulu trop insister publiquement sur cet aspect des choses, mais il est clair pour tous les experts que les armes nucléaires tactiques soviétiques (d'une portée inférieure à 600 ou 700 kilomètres) doivent être éliminées : dissuadées sur tout le territoire de l'ancienne Union soviétique, elles précèdent d'une chaîne de commandement imprécise (les stratégies soviétiques les ont toujours considérées comme un prolongement des armes conventionnelles, dont l'emploi pourrait être laissé à la discrétion des commandants en chef des fronts de bataille). Elles peuvent enfin faire l'objet d'un chantage nucléaire dans un contexte de guerre civile, voire de vente clandestine à quelque pays du Sud prêt à tout.

## Une « coopération » imposée

Les armes nucléaires tactiques, devenues obsolètes puisqu'elles étaient destinées d'abord à appuyer une offensive conventionnelle soviétique en Europe, de l'autre à lui résister (voir la doctrine de la riposte graduée de l'OTAN), seront sans aucun doute, au centre de la conférence des quatre puissances détenant des armes nucléaires en Europe (États-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS) dont M. Mitterrand a demandé la réunion. Se ralliant, après quelques hésitations, à cette idée, M. Bush a pratiquement dressé dans son discours de vendredi soir l'ordre du jour de cette conférence, qui devrait être précédée par des consultations entre les trois Occidentaux ; il s'agit selon lui — et les Français sont d'accord — de mettre sur pied une « coopération » (euphémisme, pour ne pas parler de contrôle) avec les Soviétiques sur « les conditions de stockage, de transport, de démonstration et de destruction des armes nucléaires ». Deuxièmement, a dit M. Bush, nous devons discuter avec les Soviétiques de l'amélioration des conditions actuelles régissant la sécurité physique des armes nucléaires. Enfin, il nous faut discuter de la chaîne de commandement nucléaire et améliorer pour éviter un emploi non autorisé ou accidentel d'armes nucléaires.

Par sa décision unilatérale d'en finir avec les armes tactiques et par sa proposition d'amputer largement les panoplies stratégiques, M. Bush veut forcer les dirigeants de Moscou à abandonner leurs tergiversations et à trancher sans attendre une jointaine décantation du pouvoir. Il espère aussi renforcer la sécurité des États-Unis à bon compte, en proposant à Moscou un échange inégal : le sacrifice des missiles stratégiques à têtes

multiple basés à terre contreait infiniment plus à l'URSS qu'aux États-Unis.

M. Eltsine, « allié » de Washington

M. Bush sait très bien que M. Gorbatchev et M. Eltsine ont deux approches différentes du problème nucléaire. Celle de premier n'a guère évolué malgré la situation nouvelle créée par l'échec du putsch du mois d'août : pour lui, semble-t-il, il faut argumenter, négocier, calculer et puiser au plus près comme on le fit pendant des mois et des années à propos des armes conventionnelles et stratégiques, soulever d'entrée de jeu la question des essais nucléaires et de l'avenir de l'OTAN, cette alliance qui pourrait être bientôt privée d'ennemis.

Pour M. Eltsine et ses conseillers, il faut consentir d'énormes réductions stratégiques et en finir avec les armes tactiques, bref ne conserver qu'une force minimale de dissuasion à la française. Faut-il le préciser, le président américain compte sur l'influence de M. Eltsine et de ses amis pour faire prévaloir son point de vue et décaler rapidement une situation de blocage. Il s'agit aussi de faire parvenir un message clair aux Républiques comme l'Ukraine et le Kazakhstan qui pourraient être tentées de « jouer » avec les armes nucléaires stationnées sur leur territoire : il n'est pas question que la restructuration du pouvoir soviétique se traduise par l'apparition de nouvelles puissances nucléaires.

La lutte contre la prolifération constitue d'ailleurs la toile de fond du discours de M. Bush, car elle deviendra la priorité des priorités lorsque sera définitivement écarté le risque d'une confrontation nucléaire planétaire. Non seulement la prolifération nucléaire à l'iranienne, à l'indienne, à l'israélienne ou à la pakistanaise, mais aussi la prolifération balistique, qui atteint aujourd'hui une quinzaine de pays et qui peut être hautement déstabilisante.

Là encore, M. Bush propose à Moscou — sans doute pour la plus grande joie de M. Reagan, bien encore brocardé pour avoir eu l'idée de la « guerre des étoiles » — la « coopération » des États-Unis dans le domaine de la détection et de la lutte anti-missiles. Mais il s'agit, évidemment, de la coopération du fort avec le faible. M. Eltsine n'en a cure. M. Gorbatchev n'a pas le choix, le sait, mais hésite encore. Quant à l'Europe, qui vient de perdre l'essentiel de son parapluie nucléaire américain, elle se fait encore une fois, exception faite de la France, qui avait vu, cette fois-ci, venir l'événement.

JACQUES AMALRIC

## A TRAVERS LE MONDE

MAURICE  
Nouveau gouvernement pour une future république

Un projet de loi visant à faire de Maurice une république à l'intérieur du Commonwealth, sera discuté au cours de la présente session parlementaire, a indiqué, samedi 28 septembre, le gouverneur général de l'île, sir Veerasamy Ringadoo, qui a, d'entre part, annoncé la création d'un parti franc. Le premier ministre, sir Anerood Jugnauth, grand vainqueur des élections du 15 septembre — la coalition composée du Mouvement militant mauricien (MMM) et du Mouvement socialiste mauricien (MSM) a remporté 57 des 62 sièges en jeu — a formé un nouveau gouvernement au sein duquel M. Paul Bérenger, quarante-huit ans, fondateur du MSM, occupe le poste de ministre des affaires étrangères. — (AFP)

SALVADOR  
Un colonel est reconnu coupable de l'assassinat de six jésuites en 1989

Le colonel Guillermo Benavides, premier militaire d'un grade aussi élevé à être jugé au Salvador dans une affaire de violation des droits de l'homme, a été reconnu coupable, samedi 28 septembre, d'avoir été l'instigateur de l'assassinat de six jésuites et de deux femmes en novembre 1989. Il est passible d'une peine maximum de trente ans de prison. Le lieutenant Yussury Rene Mendoza a par ailleurs été reconnu coupable du meurtre d'une des employées des jésuites, âgée de quinze ans. Les sept autres militaires inculpés dans cette affaire, qui avaient admis leur culpabilité, ont été acquittés. A l'issue du procès, le supérieur de la Compagnie de Jésus pour l'Amérique centrale, le Père José María Tojeda, a estimé qu'il était impossible de croire à la thèse d'un « instigateur unique ». — (AFP, Reuters, UPI)

TUNISIE  
Le gouvernement dénonce un nouveau complot islamiste

Le mouvement islamiste Ennahdha projetait d'assassiner, en octobre, le président Ben Ali, a affirmé, samedi 28 septembre, le ministre de l'Intérieur, M. Abdelhak Kallal, a révélé que, selon ce « plan terroriste », le premier ministre, ainsi que d'autres membres du gouvernement et le président du Parlement étaient aussi visés, afin « de créer un vide constitutionnel ». D'après M. Kallal, « ce projet criminel » est l'ultime étape d'un plan en cinq phases, qui prévoyait « la prise du pouvoir par la force » et la formation d'un « gouvernement provisoire composé de dirigeants d'Ennahdha ». Selon le ministre, les « conspirateurs » auraient même envisagé de tirer un missile Stinger sur l'avion de M. Ben Ali, à l'occasion d'un de ses voyages officiels. Le mouvement intégriste « n'a pas désarmé », a ajouté M. Kallal, précautionnant certains dirigeants d'Ennahdha, assurant « par tous les moyens, d'exécuter » leurs projets. M. Kallal avait déjà dénoncé, le 22 mai, un « complot terroriste formé par Ennahdha pour établir un régime confessionnel ». Près de trois cents personnes avaient alors été arrêtées. — (AFP)

## IRLANDE DU NORD : un homme tué par la police à Belfast-Ouest. — Un homme a été tué par la police et deux autres ont été arrêtés dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 septembre à Cookstown (Belfast-Ouest).

Réunis à Bruxelles  
Les Douze tentent de débloquent les négociations sur l'union politique

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi 30 septembre à mardi 1<sup>er</sup> octobre à Bruxelles, vont s'efforcer de relancer les négociations sur l'union politique, actuellement bloquées, et qui devraient en principe être achevées dans deux mois, pour le sommet européen de Maastricht. L'ordre du jour est très chargé puisque sont également à l'ordre du jour la Yougoslavie et l'aide à l'URSS.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Écartant le projet de traité mis au point en juin dernier par la présidence luxembourgeoise, les Pays-Bas, qui assument actuellement la présidence de la Communauté, ont rédigé, sans concertation (allant jusqu'à décommander deux séances de négociations au niveau des représentants personnels des ministres), un nouveau projet de traité sur l'union politique (le Monde, 25 septembre). Ce texte est d'inspiration plus « supranational » que le précédent et prévoit en particulier un accroissement plus net des pouvoirs du Parlement européen. Sur le fond, et notamment en ce qui concerne la politique étrangère et

de sécurité commune (PESC), le niveau d'ambition de l'exercice est cependant sensiblement réduit.

« Ils (les Néerlandais) sont responsables d'une belle pagaille. Le passage sur la défense apparaît comme une véritable provocation à l'égard des Français », estimait voici quelques jours un diplomate espagnol. Le texte néerlandais stipule en effet que les actions communes en matière de sécurité doivent être « complémentaires » de celles conduites dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO, organisations qui, à l'évidence, selon les Pays-Bas, doivent jusqu'à nouvel ordre rester les piliers de toute défense européenne. Les autorités de La Haye ont oublié que l'idée d'instaurer une union politique trouvait son origine dans une initiative franco-allemande d'avril 1990 ; elles en ont en tout cas complètement négligé l'esprit.

D'autre part, l'absorption des Pays-Bas, partagés à des degrés divers par plusieurs États membres, et encouragés par la Commission européenne, semble être de faire ainsi barrage à une montée en puissance du « Conseil européen » rassemblant les chefs d'État et de gouvernement, auquel les Français et les Allemands souhaitent voir jouer un rôle central dans la définition de la future politique étrangère et de sécurité commune.

Tout en recommandant une « structure unique », le projet néerlandais prévoit le maintien de filières différentes les unes des autres, et cloisonnées, notamment celle de la coopération politique (qui fonctionne en matière de politique étrangère, ce dehors des institutions communautaires). « La PESC serait de la sorte complètement éclairée », déplore-t-on du côté français.

Quels étaient les objectifs des Néerlandais ? Obéir à la pression exercée par le Parlement européen. Apporter au moins formellement un appui à la Commission qui craint, en matière de politique étrangère, une dérive à son préjudice et au profit du Conseil européen. Rassurer les Anglais que l'ensemble de l'opération laisse

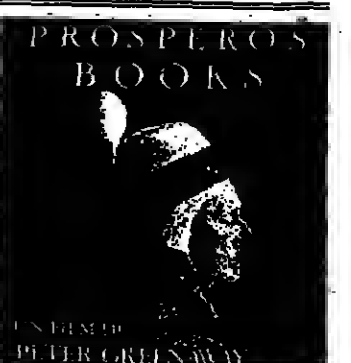
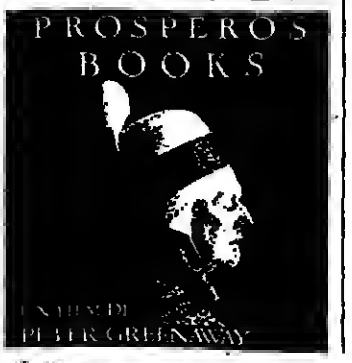
tout à fait circonspects en faisant ressortir plus clairement que jamais que les velléités européennes en matière de sécurité et de défense ne visent d'aucune manière à prendre le pas sur l'alliance américaine.

Mauvaise humeur britannique

S'agissant au moins de ce troisième point, l'erreur d'appréciation est totale. Londres a bien davantage relevé dans le projet néerlandais ce qui continue de lui déplaire — renforcement des institutions supranationales, mise en œuvre d'actions diplomatiques communes — plutôt que les points favorables à ses thèses.

À ce reste, la mauvaise humeur manifestée par les Britanniques ne les empêche probablement pas de se réjouir du désordre suscité par la démarche hollandaise. Sans compter qu'un échec des négociations sur l'union politique pourrait en priver la signature du traité instaurant une union économique et monétaire. L'Allemagne, on s'en souvient, a constamment fait valoir qu'elle subordonnait son feu vert au programme d'UEM à des progrès sur le plan de l'intégration politique. Voilà une perspective seconde qui peut-être ne déplaira pas aux Britanniques dont l'adhésion est en cours au projet d'UEM est dépourvue d'enthousiasme.

PHILIPPE LEMAITRE





# Nouveaux PC HP. Ces petites choses qui changent la vie.



**Le petit guide  
Hewlett-Packard de  
la micro-informatique  
en toute confiance.**

- 1 Consultez dans votre magazine informatique les résultats d'une enquête sur le constructeur le plus fiable.
- 2 Appelez votre distributeur et commandez un des nouveaux PC Hewlett-Packard.
- 3 Branchez-le.
- 4 Mettez-vous au travail.
- 5 Faites une pause. Appuyez sur la touche prévue à cet effet: l'écran s'efface et le clavier est verrouillé.
- 6 Dégustez votre café en admirant l'élégance et l'ergonomie du nouveau design. Appréciez le silence et le scintillement atténué de l'écran.
- 7 Remettez-vous au travail.
- 8 Décidez de vous connecter au réseau de votre entreprise.
- 9 Connectez-vous. Votre PC est opérationnel en moins de 60 secondes grâce à la carte réseau intégrée.
- 10 Arrêtez de travailler.
- 11 En rentrant chez vous, méditez sur la raison qui pousse Hewlett-Packard à se donner autant de mal pour concevoir des ordinateurs si fiables.

**Il est temps de passer à  
Hewlett-Packard.**

Pour tout renseignement:  
3616 HP MICRO ou tél.: 46.92.16.36.

**hp HEWLETT  
PACKARD**



## AFRIQUE

ZAIRE : le président Mobutu restant au pouvoir

## L'un des dirigeants de l'opposition a été chargé de former un nouveau gouvernement

L'ambassadeur de France à Kinshasa, M. Henri Réthoré, a indiqué samedi 28 septembre que les forces françaises ne resteraient pas plus d'une semaine ou deux au Zaïre, mais que leur départ dépendrait des progrès enregistrés dans les négociations politiques zairoises. Le Quai d'Orsay a mis en garde les Français qui n'étaient pas encore partis contre le danger qu'il y aurait à rester dans le pays, où les émeutes des 23 et 24 septembre ont fait, selon un bilan officiel, 117 morts et 156 blessés. Dimanche, le président Mobutu a limogé le chef d'état-major de l'armée, le général Manzembe Mayibanga, et l'a remplacé par l'un de ses fidèles, le général Mahele Lyeke.

## KINSHASA

de notre envoyée spéciale

Ceux qui, à Bruxelles, à Paris, et peut-être même à Kinshasa, espèrent que, à l'issue de deux jours de négociations « historiques » entre le président Mobutu et l'Union sacrée de l'opposition, une solution politique claire aboutira ont été déçus.

Le « consensus » qui s'est finalement dégagé, dimanche 29 septembre, après dix heures de débat à huis clos a certes permis de dés-

igner M. Etienne Tshisekedi, chef de file de l'opposition, comme futur « formateur » du nouveau gouvernement. Mais, dans le jargon politique zairois (hérité des anciens colons belges), celui qui « forme » le gouvernement n'en est pas forcément le chef. M. Tshisekedi, tout en portant la lourde responsabilité de nommer la future équipe dirigeante, ne sera pas automatiquement le prochain premier ministre du Zaïre.

Sa nomination au poste de « formateur » doit d'ailleurs, et avait toute chose, être confirmée : par le maréchal Mobutu, « sur la base d'une ordonnance présidentielle », par le Parlement - où domine le Mouvement pour la révolution (MPR, ex-parti unique) - qui doit lui donner « l'investiture officielle », et enfin par la Conférence nationale, convoquée pour le 15 octobre.

Le très éloquent communiqué rendu public dimanche soir ne fixe aucune échéance. Selon certains participants aux négociations, la composition du nouveau gouvernement pourrait être annoncée « dès mercredi », à l'issue des travaux d'une conférence nationale qui risque, cette fois, d'être menée à grande allure. Aucune indication n'a été fournie sur le rôle du futur gouvernement (l'ancien n'a pas été officiellement dissous), sur ses prérogatives, et sur celles que conservera le chef de l'Etat.

Le président Mobutu est reparti de Kinshasa comme il était venu, avec sa toque de léopard, sa Mercedes blindée, sans un mot de commentaire. M. Tshisekedi, tout comme M. Karl I. Bond et les

autres dirigeants de l'opposition, d'ordinaire si bavards et si sceptiques contre le régime, ont également quitté la place sans faire la moindre déclaration. « Ils ont traité les problèmes à la belge : sans rien résoudre sur le fond et en créant dans la forme des nouveaux sacs de nouilles », sourit un journaliste de Bruxelles.

Le compromis politique qui s'est esquissé, visiblement, à sauver la face de chacun. Le président Mobutu, s'il n'a pas accepté de la table de ses contradicteurs, n'en garde pas moins, jusqu'à preuve du contraire, et sa place et son titre. Les notables du MPR, dont les performances parlementaires n'ont jamais ébloui les citoyens zairois, voient également leur autorité publiquement reconnue par l'opposition. Quant à cette dernière, elle peut légitimement craindre victoire : après plus de vingt-cinq ans de « mobutisme absolu », la voix autorisée à monter sur la scène et à s'asseoir, sinon sur le trône, du moins tout à côté du roi.

## « Ils ont tous volé ensemble »

Dans un autre décor, il y aurait de quoi sourire mais celui qu'offre le Zaïre est pitoyable. « Depuis six jours, on mange du pain avec du lait : les enfants ont maigri un peu », dit un fonctionnaire, pour qui l'arrivée au pouvoir de M. Tshisekedi représente « le dernier espoir ». « Si la situation ne s'améliore pas, les gens vont marcher dans les rues ; manifester, c'est un droit : le feu

s'éteint par le feu... », insiste-t-il.

Ce dimanche matin, alors que le second round des négociations n'a pas encore démarré dans les salons du Palais du marbre, chacun à Kinshasa y va de son pronostic et de ses espérances. « Ces vieux de l'opposition, ils ont tous volé ensemble - et même Tshisekedi : il a été ministre, c'était une honte du MPR - lui aussi, il a mangé » avec Mobutu. Mais n'empêche que c'est grâce à eux qu'on peut parler aujourd'hui, qu'on n'a plus la peur ! », explique, pragmatique, un chauffeur de taxi. « Ce qu'il faut, c'est un vrai gouvernement. S'il n'y a pas ça, il n'y aura pas l'aide des partenaires occidentaux », précise-t-il.

Paradoxalement, le discours qu'on entend à Matonge, un des quartiers populaires de la capitale, rejoint celui de certains employeurs européens, restés à Kinshasa co-staod-by, dans l'attente d'un dénouement. « La seule chose que j'espère, c'est que les Zairois se trouvent un gouvernement. Qui il y aura dedans, je m'en fiche. Et il faut qu'on ait surtout une garantie de sécurité. La seule façon d'avoir la sécurité, c'est le maintien des militaires belges et français. S'ils n'ont pas tous les patrons européens, leurs valises... », affirme un directeur de société d'import-export. « Seulement, il faut que les Zairois fassent vite. Moi, je leur donne une semaine. S'ils ne sont pas capables de ça, d'exiger le maintien des troupes étrangères, alors, assurez-vous, le pays est foutu et ce sera la Libéria... »

CATHERINE SIMON

## La conversion de M. Savimbi

Suite de la première page

M. Savimbi a également expliqué que, dans un pays aussi riche, il n'était pas « normal » que la population soit « si pauvre ». La « guerre fratricide » n'explique pas tout, a-t-il dit, avant de présenter « l'alternance » comme un moyen de mettre fin à la « corruption ».

Ainsi qu'il l'avait fait précédemment en province, M. Savimbi a affirmé que c'en était fini des divisions religieuses, tribales, raciales, politiques et militaires. Pour lui, « tous les Angolais sont des patriotes » et devraient avoir à cœur de « voter pour ceux qui sont les plus à même de diriger l'Angola ». Le message est clair et les ambitions sont mises au jour.

C'est donc fait ! Jonas Savimbi a quitté son sanctuaire de Jamba. Pour la première fois depuis quinze ans, le vieux lion s'aventure loin de son fief. Il a fière allure, sanglé dans un impeccable treillis vert foncé, béret rouge de commando frappé des quatre étoiles de généralissime vissé sur la tête, revolver au côté et canoë à pommeau d'ivoire à la main. Chaleureux et courtois, il sait trouver un mot pour chacun, une formule juste pour les amis depuis longtemps perdus de vue. Des yeux sans cesse en mouvement jaugent sans complaisance ses interlocuteurs.

## Des années de privation

« J'ai bien fait de commencer par l'intérieur du pays pour me rendre compte », lance-t-il à la vingtaine de journalistes qui le suivent dans sa « marche » vers Lusoda. De Huambo où il livra son dernier combat, le 7 février 1986, avant de fuir devant les troupes du MPLA, il fustige le gouvernement responsable à ses yeux du débâcle d'une ville qui fut jadis le grenier de l'Angola. « Huambo que je connaissais n'existe plus. L'insécurité l'a ruinée », déplore le Commandante, comme si dans cette guerre fratricide il n'y avait eu qu'un seul belligérant. C'est de Johannesburg, en Afrique du Sud, que le *Freedom Fighter* (le Combattant de la liberté), comme l'ont surnommé les Américains, est

revenu à Huambo. Le Fokker-100 mis à sa disposition par le président Ivo Nogueira-Botany touche le sol de sa région natale au moment précis où les éclairs d'un orage africain déchirent le ciel, sans décourager ceux qui attendent, depuis des heures, le retour de l'enfant du pays.

Jonas Savimbi ne les déçoit pas. C'est devant eux qu'il donne le coup d'envoi de sa campagne présidentielle. Car c'est bien de cela qu'il



retrouvé à Huambo. Le Fokker-100 mis à sa disposition par le président Ivo Nogueira-Botany touche le sol de sa région natale au moment précis où les éclairs d'un orage africain déchirent le ciel, sans décourager ceux qui attendent, depuis des heures, le retour de l'enfant du pays.

regime, explique le pasteur Elias, directeur d'un groupe scolaire et d'un séminaire adventiste à Huambo. Certes, la ville et sa région ont toujours été favorables à l'UNITA. Mais la guerre n'a pas épargné la cité. Il n'y a plus ni électricité ni eau courante. Les chaudières sont défectueuses, le parc immobilier incendé. Les responsables locaux du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont beaucoup de mal à héberger les médecins européens dont la population a cruellement besoin.

Lubango, plus à l'ouest, n'a pas connu le déluge de la mitraille. Les canons ont bien tonné dans les environs mais les rues sont restées sèches par le temps et les débris de

la seule bar-restaurant « branché » du lieu où, malgré la pénurie générale, rien ne manque. Arrivé à la fin de la seconde guerre mondiale en Angola, il tient, comme José Lelo, un discours haineux contre le communisme et le gouvernement.

Tous deux sont parmi les premiers arrivés dans la salle des fêtes où Jonas Savimbi a convoqué les responsables économiques de la région. Discours libéral devant une assistance d'hommes d'affaires, assure-t-il, le pays ne doit pas intervenir dans la vie économique, affirme le chef de l'UNITA, pour qui « le développement d'une économie de marché libre » est la condition sine qua non pour arriver à « des échanges fructueux avec l'étranger ».

A chacune de ses étapes, le champion de la lutte anti-communiste en Afrique fait vibrer la corde nationaliste : « L'Angola aux Angolais ! ». « Nous sommes le peuple du pays qui ne doit pas être gouverné par des étrangers », déclare-t-il aux travailleurs du port côtier de Lobito, terminus de la ligne du chemin de fer de Benguela qui traverse l'Angola d'est en ouest.

Lobito réserve un accueil éblouissant au « président Savimbi ». Plusieurs milliers d'indigènes et de jeunes en quête de distraction ont bien failli envahir l'aéroport. Le chef de l'UNITA est contraint de faire l'économie d'un discours. Des contre-manifestants surgissent ici et là. Quelques centaines de jeunes sur leurs bicyclettes chinoises, d'autres juchés sur des canons antiaériens sillonnent les rues de la ville en arborant des portraits du président Dos Santos et des drapeaux angolais aux couleurs du MPLA.

A la porte du Grand Hôtel, deux jeunes employés dissimulent mal leur désarroi. « Ces incompréhensibles, ils vont et viennent sans problème, alors qu'ils ont tué nos pères et nos frères. L'avenir cependant ne leur paraît pas trop sombre. « Savimbi n'est soutenu que par les analphabètes et les plus basses couches sociales de la population. Ceux qui ont de l'instruction savent le mal que ce bandit a fait au pays. Dos Santos gagnera les élections l'an prochain. »

Savimbi et Dos Santos, tour à tour sauveur ou démon. Les deux hommes incarnent bien la bipolarisation de la vie politique. La farouche « troisième force » du tandem socio-démocratique qui se dessinait après la proclamation du multipartisme, est toujours balbutiante, ce qui réduit à néant l'espoir de ceux qui ne se reconnaissent ni dans l'UNITA ni dans le MPLA, nouvelle UNITA.

Jonas Savimbi l'admet : « Les risques de friction sont grands. L'UNITA et le MPLA sont bien implantés. Pour l'instant, plus décisif encore que la marche qui l'a conduit par Benguela à Lubango, paraît être, pour le chef de l'UNITA, son rendez-vous, le 7 octobre, à Washington, avec le président Bush.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## PROCHE-ORIENT

Alors que M. Arafat réclame la reprise du dialogue avec Washington

## M. Baker se dit « très heureux » du soutien palestinien au processus de paix

Le secrétaire d'Etat américain James Baker s'est déclaré « très heureux » samedi 28 septembre du vote du Conseil National Palestinien (CNP, parlement en exil), en faveur de la conférence de paix pour le Proche-Orient qu'il tente d'organiser.

Cette conférence représente « une réelle opportunité pour tous, mais particulièrement pour les Palestiniens, surtout ceux des territoires occupés qui ont probablement le plus à gagner du processus de paix et le plus à perdre s'il n'y en a pas. C'est pourquoi à chaque fois que nous voyons un soutien (exprimé) pour la perspective de créer un processus de paix, nous sommes très heureux », a dit M. Baker.

Le secrétaire d'Etat américain a estimé cependant que la décision du CNP ne réglait pas tous les problèmes et que de nombreux points devaient encore être examinés avant la convocation de la conférence de paix. Il a indiqué en outre qu'il ne rencontrerait pas à Washington ses deux principaux interlocuteurs palestiniens M. Fayçal Hussein et M. Manasseh Azzouli, contrairement à ce qu'avait annoncé l'OLP.

A Alger, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, avait réagi samedi, au cours d'une conférence de presse, la reprise du dialogue palestinien-américain (suspendu en 1990), « maintenant que le prétexte de la suspension a été levé » avec le retrait de Aboul Abbas du Comité exécutif de la centrale palestinienne. M. Arafat a souligné qu'il attendait la réaction de l'administration américaine et espérait qu'elle reprendrait le dialogue. Le dirigeant palestinien, qui faisait le bilan des travaux du CNP, a répété à plusieurs reprises que son organisation avait « choisi la voie de la paix » et que « la balle est désormais dans le camp des Américains, des Israéliens, de la CEE et des Nations Unies ». « Tout dépend

de leur capacité à imposer la paix », a-t-il dit, ajoutant : « Nous avons tendu la main à la paix des braves et non à une paix de capitulation ». « La crédibilité des Etats-Unis est à l'essai », a-t-il encore dit. « Nous ne demandons que ce que le président George Bush, le secrétaire d'Etat James Baker et le conseiller à la sécurité Scowcroft ont dit », a-t-il poursuivi.

Jérusalem n'a pas commenté officiellement la décision du CNP. L'extrême droite israélienne, en revanche, est revenue à la charge en menaçant de faire tomber le gouvernement si l'Etat hébreu participe à la conférence de paix. « La corde se resserre autour de notre cou, il faut dire non aux Etats-Unis et organiser des élections anticipées », a déclaré le ministre des Sciences, M. Yuval Neeman, dirigeant du mouvement ultra-nationaliste Tebiya.

## Aide saoudienne à l'OLP

Dans le monde arabe, tandis que les Palestiniens « durs » accusaient le CNP de « trahison des droits », l'Egypte et la Jordanie, qui ont proclamé leur soutien aux efforts de paix américains, ont qualifié de « positive » la décision du Conseil palestinien. L'Arabie Saoudite, qui avait gelé ses relations avec l'OLP en raison de son attitude pro-irakienne durant la crise du Golfe, a débloqué une aide financière limitée à la centrale palestinienne en effectuant un versement d'environ 9 millions de dollars au profit du Fonds national palestinien, organisme relevant de l'OLP, représentant la taxe de cinq pour cent prélevée sur les salaires de plus de 100 000 Palestiniens travaillant dans Royaume wahabite. L'OLP a qualifié ce geste de « premier pas positif », en souhaitant que Ryad reprenne totalement son aide financière annuelle de 85,5 millions de dollars à la centrale palestinienne. (AFP, Reuters, AP).

## IRAK : la mission d'inspection de l'ONU

## Des documents confirment l'implication de sociétés occidentales dans le programme nucléaire de Bagdad

Les documents saisis à Bagdad par la sixième mission d'experts nucléaires de l'ONU contiennent des copies de contrats passés avec des sociétés occidentales qui ont contribué au programme nucléaire irakien, a indiqué dimanche 29 septembre M. David Kyd, responsable de l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA) à Vienne.

Selon Newsweek, parmi ces pièces figurent des lettres à ce sujet de plusieurs sociétés européennes et américaines importantes. M. Brent Scowcroft, conseiller du président Bush, a affirmé dimanche que, au vu des derniers documents, la « taille » du programme irakien de développement de l'arme nucléaire semble « beaucoup plus importante » que prévu.

Au Cairo, l'officier Al-Ahram a

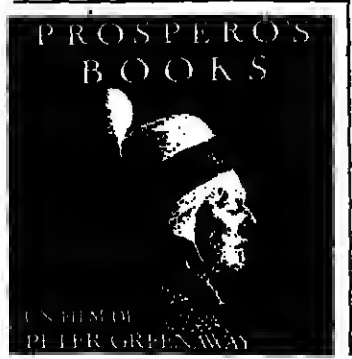
appelé samedi les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU « à cesser de menacer l'Irak d'un recours à la force » pour l'amener à accepter l'inspection des sites d'armements 000 conventionnels sur son territoire. « Il incombe aux grandes puissances de cesser d'humilier l'Irak », souligne l'édition libérale, pour qui « une telle attitude menace la sécurité dans la région. M. Arafat, les pays arabes qui ont été hostiles à l'agression irakienne contre le Koweït ». « L'intérêt accordé à l'élimination des armes de destruction massive devrait également concerner Israël qui, souligne le journal, est considéré comme étant la seule force nucléaire dans la région, alors que toutes les armes non conventionnelles de l'Irak ont été détruites. » (AFP, Reuters).

## EN BREF

AFRIQUE DU SUD : assassinat d'un dirigeant de l'ANC. Un dirigeant du Congrès national africain (ANC), M. Sam Ntuli, a été assassiné par des inconnus, dimanche 29 septembre, à son domicile, dans le ghetto noir de Tokoro, à l'est de Johannesburg. M. Nelson Mandela a réagi en affirmant que le gouvernement avait introduit des tuteurs dans le pays et qu'il refusait de « dissoudre les escadrons de la mort ». Le président de l'ANC a également accusé les forces de sécurité de violer l'accord de paix destiné à mettre fin au conflit qui oppose le mouvement zoulou Inkatha aux militants de l'ANC.

CANADA : moins de Québécois en faveur de la « souveraineté ». D'après un sondage publié samedi 28 septembre dans le quotidien *Le Soleil* de Québec, au lendemain de la présentation par Ottawa de nouvelles propositions pour tenter de renouer le système fédéral canadien, 47 % des Québécois se sont déclarés favorables à la « souveraineté » de leur province. 41 % y sont opposés. L'idée de la souveraineté était appuyée par plus de soixante pour cent de Québécois, avant ces offres. (AFP).

MAURITANIE : légalisation d'un parti politique. Le ministre de l'intérieur a annoncé, samedi 28 septembre, la création d'un nouveau parti politique, l'Union populaire socialiste et démocratique (UPSD). Dirigé par M. Mohamed Mahmoud Ould Mah, économiste, ancien maire de Nouakchott et secrétaire général de l'Union des économistes maghrébins, l'UPSD est la quatrième formation créée depuis l'instauration du multipartisme en juillet. (AFP, Reuters).





## ASIE

Avec l'entrée des deux Corées à l'ONU

# Une des dernières banquises de la guerre froide a commencé à fondre

Alors que partout ailleurs on ne parlait que de détente, le Corée est longtemps restée, avec l'Afghanistan, une des dernières banquises de la guerre froide. Là aussi, pourtant, l'heure du dégel est venue. Le 17 septembre, les deux Républiques rivales ont été admises à l'ONU.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

L'événement coïncidait curieusement avec le dixième anniversaire de la journée des Nations unies pour la paix, occasion de la tenue à Séoul, sous les auspices de l'université Kyung Hee, d'un séminaire international sur cet âge « post idéologique » qu'est supposé être le prochain siècle.

En marge de débats le plus souvent de très bonne qualité, les participants, dont certains venus des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France, ont donc été conviés à assister, dans un décor de collines miraculeusement éparpillées par la fénésie bétonnière, à différentes célébrations : l'éclatisme était leur règle, puisque les majorités y coexistaient harmonieusement - la notion d'« harmonie » est le *plus ultra* de la philosophie coréenne - avec de jeunes musiciennes en costume national, tout droit sorties de l'imagerie scénaristique-stalinienne en honneur au Nord.

Le colloque, naturellement, a retenu des échos de la décision de l'ONU, mais aussi des incidents dont une fois de plus la capitale venait d'être le théâtre. Ce qui était fût ici avant, en effet, été ressenti par les étudiants contestataires comme un deuil.

Pour eux, c'est un crime de consentir à ce qu'il y ait deux délégations coréennes rivales à l'ONU. De toute façon, rien ne trouve grâce à leurs yeux de ce que fait le gouvernement du président Roh Tae-woo. Lequel complot

que au demeurant sa tâche en s'obstinant à leur interdiction de se rendre au Nord, alors qu'un bref séjour suffirait à leur faire mesurer l'écart existant entre la triste réalité et la touchante idée qu'ils s'en font.

En tout cas les étudiants sont descendus dans la rue dire, avec leur passion habituelle, leur colère habituelle. La police a réagi avec une brutalité elle aussi malheureusement trop fréquente. Un universitaire a été tué. Autant dire que la situation est une fois de plus tendue sur les campus de nombre des quelque trente universités de la capitale.

### Le coût de la réunification

On se tromperait de toute façon en imaginant la Corée du Sud en proie à l'euphorie. Son économie a beau continuer de connaître une expansion ultra rapide - 9,1 % de croissance du PIB au premier trimestre - et le chômage d'être inexistant, l'inflation menace de dépasser la barre des 10 % et l'an parle ouvertement, dans les milieux bancaires, de surchauffe. Et surtout Séoul est en passe, avec ses onze millions d'habitants, de devenir la ville la plus engorgée du monde. Chaque jour, six cents voitures supplémentaires viennent ajouter à la paralysie du trafic et à la pollution du ciel. Les maires des grandes métropoles de la planète seraient bien inspirés de venir voir ici ce qui leur pend au bout du nez s'ils ne prennent pas, à brève échéance, les mesures nécessaires pour éviter la « séoulisation » de leurs administrés.

Moyennant quoi, on continue à Séoul comme si de rien n'était, et les bulldozers effacent méthodiquement, pour faire place à la floraison des HLM, les vieux quartiers, un peu bidonvillesques, où s'élevaient les vieilles maisons basses aux gracieux toits arrondis de tuiles vernissées. Compte tenu, d'autre part, de ce qui se passe en Allemagne, l'espoir de voir approcher le jour de la réunification se

mêle de craintes de plus en plus sérieuses concernant son coût.

L'état de l'économie du Nord est en effet préoccupant. Le PNB, de l'ordre du dixième de celui du Sud, alors que le rapport de population est exactement de un à deux (21,7 millions contre 42,8) a diminué de 3,7 % en 1990. Tant et si bien que les dirigeants sudistes évaluent actuellement à un minimum de 15 milliards de dollars la charge budgétaire que la réunification imposerait à Séoul.

Personne, de toute façon, ne s'attend à voir la coupure de la péninsule disparaître comme par enchantement. Honecker, à Berlin-Est, ne tenait que par la peur du gendarme soviétique. Le jour où Gorbatchev a décidé de le laisser tomber, il est, effectivement, tombé dans l'heure. Kim Il-sung est le chef d'un régime auto-céphale, et il n'y a plus de troupes étrangères sur son sol depuis le retrait, déjà très ancien, des « volontaires » chinois. C'est le même homme que celui qui, en accord avec Staline, a lancé la totalité de son armée, il y a quarante et un ans, à l'assaut du Sud. Et rien n'indique qu'il ait la moindre intention de remettre à l'« impérialisme » la forteresse sur-armée qu'il a bâtie au nord du 38<sup>e</sup> parallèle. Bien au contraire.

Si l'on en croit un jeune diplomate qui a fait récemment défection, il y aurait un autre réacteur, celui-là souterrain. Détenu-il vraiment, à un poste modeste, de tels secrets d'État ? Sans doute peut-on se poser la question. De même est-on en droit d'estimer, à la lumière de ce qui s'est passé en d'autres lieux, que dans l'entou-

rage du vieux « papa-marchal » il doit exister une majorité de gens essentiellement occupés à chercher le meilleur moyen de survivre à l'inductible « dékmission ». Personne ne se sent pourtant en droit d'écarter complètement l'hypothèse d'un dernier sursaut de la bête blessée.

Que la situation générale se soit considérablement détériorée, au cours de ces dernières années, pour le régime du Nord, tombe en effet sous le sens. L'économie n'est pas seule en cause. Gorbatchev n'a pas hésité à se rendre à Séoul, où, en contrepartie de jolis crédits, il a installé une ambassade. Il a obligé Kim Il-sung à engager enfin avec le Sud un dialogue digne de ce nom. Pas question pour lui, ni d'ailleurs pour la Chine, d'aider financièrement la Corée communiste.

### Un moment d'espoir pour le grand leader

Le putsch de Moscou a rendu un moment espoir au grand leader. A preuve l'édition de son journal, le *Rodong Sinmun*, écrivant le 20 août qu'il prouverait l'indéfectibilité de la victoire du socialisme. Mais depuis, il lui a fallu déchanter. L'URSS n'a aujourd'hui qu'une idée : acquiescer au maximum les bonnes grâces du capitalisme international. Le discours, centré sur le nouvel ordre mondial, du représentant soviétique au colloque de l'université Kyung Hee, était à cet égard on ne peut plus significatif : un Américain ne l'aurait pas désavoué, d'autant plus qu'il était prononcé en anglais par un homme qui se donnait beaucoup de mal pour respecter les règles de prononciation en honneur outre-Atlantique. Pour la plupart des observateurs, dans ces conditions, la question n'est pas de savoir si le régime du Nord disparaîtra, mais quand. Kim vivant, il paraît difficile d'imaginer que, à moins d'être contraint à l'abdication, il soulevé beaucoup le couvercle de la marmite. De là à imaginer qu'il puisse prôlonger

indéfiniment, en la personne d'un fils qui n'a ni son intelligence ni son charisme, sa dinosauresque dictature, il y a un pas trop considérable pour pouvoir être sérieusement envisagé.

En dehors du risque d'une aventure militaire nécessairement sans lendemain, le Sud, d'où les États Unis vont petit à petit se retirer, doit donc se préparer à diverses hypothèses : celles-ci vont d'une confédération provisoire à ce qui a toutes chances d'aboutir en fin de

compte, comme en Allemagne, à une absorption pure et simple. Le fait que l'opposition au régime de Séoul ait maintenant enfin unifié ses forces devrait faciliter le dialogue tant entre le Sud et le Nord qu'à l'intérieur du Sud, en attendant que les habitants du Nord se vident eux aussi reconnaître le droit de dire leur mot.

ANDRÉ FONTAINE

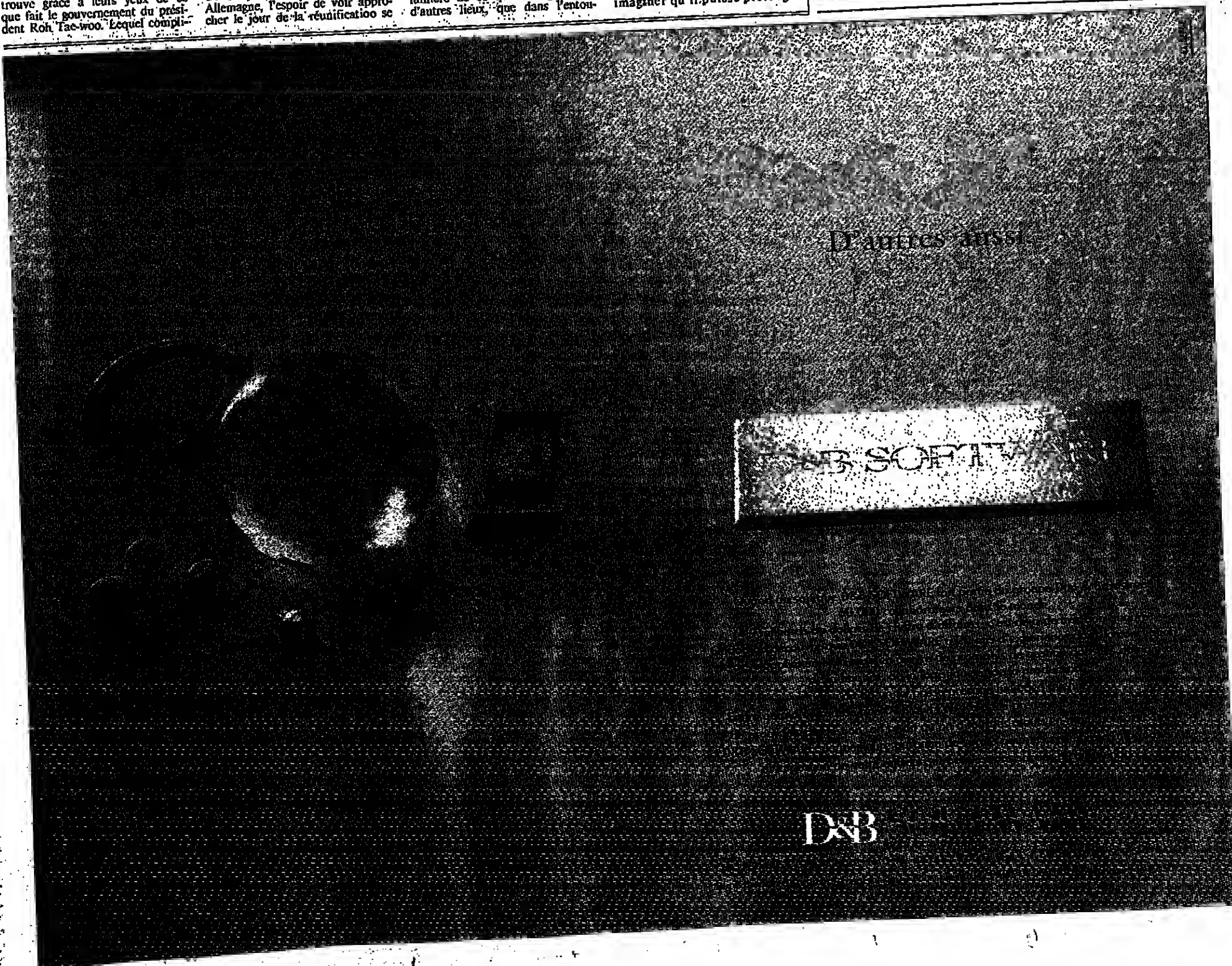
NUMERO SPECIAL 16 PAGES

## DOSSIERS & DOCUMENTS

OCTOBRE 1991

# L'EXPLOSION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX





## POLITIQUE

En visite à Evry

## M. Mitterrand exhorte les « combattants pour l'égalité » à se montrer « de plus en plus vigilants »

Quand l'actualité l'y invite, M. François Mitterrand ne rate jamais l'occasion de discerner sur les libertés. Venu samedi matin 28 septembre à Evry, chef-lieu de l'Essonne, pour inaugurer une place des Droits-de-l'homme et le nouvel hôtel de ville, réuni par la municipalité que dirige M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, le président de la République a tenu une longue fresque sur l'évolution des libertés individuelles et collectives de 1789 à nos jours.

M. Mitterrand a d'abord évoqué la liberté de la presse et ce qu'il en a dit renvoyait au débat sur le pouvoir, et, parfois, les abus de pouvoir des médias : « Jamais, dans l'histoire du pays, le droit d'expression n'a été aussi libre (...). C'est un grand champ de liberté que la France. Ce champ atteint la cocophonie, ce qui apprend, au demeurant, que la liberté doit se discipliner elle-même (...). Ceux qui s'en servent devraient s'imposer

à eux-mêmes les règles de morale et de respect des autres. »

Il a ensuite déploré que le Sénat ait refusé, en 1990, la possibilité d'élargir aux justiciables, comme il l'avait suggéré à l'occasion du bicentenaire de la Révolution, la possibilité de saisir directement le Conseil constitutionnel : « Je regrette très vivement qu'une assemblée parlementaire ait jusqu'ici bloqué le moyen qui nous permettrait d'offrir aux citoyens français de disposer d'une saisine constitutionnelle chaque fois qu'ils sentiraient que leur droit est atteint. Cela se fera un jour. Il est mieux valu que cela ait été accompli au cours de ces dernières années. Je n'en abandonne au demeurant nullement le projet. »

## Réponse

à M. Giscard d'Estaing

Il a alors souligné que si l'égalité des droits était inscrite, comme la liberté, dans les textes fondamentaux, il subsistait inévitablement, compte tenu de l'évolution des choses, « des inégalités objectives qui sont comme le résidu des siècles ». « A l'égalité de droits, il faut ajouter la notion de dignité, a-t-il notamment déclaré. Comment l'écrire ? C'est la vie de tous les jours. C'est une certaine façon de considérer l'égalité fondamentale entre les personnes humaines sur tout le pourtour de la planète. Ce qui veut dire qu'une vraie notion de l'égalité devrait naturellement écarter de notre langage et de nos comportements un certain nombre d'expressions et d'attitudes spécialement appliquées — parce que c'est plus facile, et fâcheusement plus populaire — aux étrangers, surtout aux étrangers très différents, d'autres cultures, aux étrangers plus pauvres, bref, aux immigrés. Je

pense qu'il y a là un grand péril et qu'il devrait être facile de s'accorder entre gens qui prétendent à la civilisation et au respect de la République et de ses lois pour qu'on fasse ce qui doit être sans s'enfoncer davantage dans des querelles qui ne grandissent personne. »

Bien qu'il n'ait pas cité son nom, tout le monde a immédiatement compris que le chef de l'Etat visait les récents propos de M. Valéry Giscard d'Estaing sur l'« invasion » de la France.

Sur sa lancée, M. Mitterrand a appelé à redoubler d'effort contre les inégalités : « L'inégalité, on la voit partout. Il faut donc que partout il y ait des combattants pour l'égalité, de plus en plus nombreux, de plus en plus vigilants. Et, croyez-moi, je suis prêt de nouveau à m'enrôler dans les rangs des volontaires. »

Enfin, le président de la République a fait observer que le « formidable phénomène de liberté » provoqué dans les pays de l'Est par la chute de l'empire soviétique

ne va pas sans risques : « Ces libertés-là, elles ne font pas tout dans le pays, sur la terre (...). Quelle fécondité ! Mais c'est bien nécessaire parce que cela permet ensuite aux petites tortues qui naissent de commencer leur vie dangereuse puisqu'elles doivent faire quelques centaines de mètres sur la plage avant de rejoindre la mer et que bien peu y réussissent. De tous les côtés les prédateurs ne précipitent. »

C'est ce qui arrive aussi le plus souvent aux libertés. Il y a beaucoup de prédateurs qui surveillent (...). Il y a des systèmes politiques, il y a des hommes aussi, il y a des groupes sociaux dont l'appât est immense et qui fondent sur tout ce qui passe. Quand la liberté passe par là, il faut avoir des jambes rapides pour échapper au sort qui nous est réservé. »

A. R.

## Nominations à l'Elysée

Par arrêtés parus dimanche 29 septembre au Journal officiel, M. Jean-François Bureau, administrateur civil, est nommé conseiller technique à la présidence de la République, chargé de la presse et de la communication, et M. Muriel de Pierbourg est nommée attachée de presse en remplacement de Mme Nathalie Duhamel qui occupe ces fonctions auprès de M. François Mitterrand depuis 1973 et qui a souhaité les abandonner pour convenances personnelles.

Né le 15 novembre 1953, à Paris.

sous-préfet, M. Bureau exerçait jusqu'à présent des fonctions similaires au cabinet du ministre de la Défense, M. Pierre Joxe. Ancien conseiller technique de Charles Hénou au même ministère de la Défense de 1983 à 1985 et ancien secrétaire général de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, il avait dirigé ensuite le service d'information et de relations publiques du ministère de l'Intérieur.

(Né le 20 octobre 1950, M. de Pierbourg a dirigé le service de presse du RMC, avant de devenir chef de cabinet de M. Georges Duval, président de la Sept. Elle était, depuis 1988, chargée de mission à l'Elysée pour les relations avec la presse étrangère.)

## Dans la région des Pays de la Loire

## Conflit entre le RPR et l'UDF

NANTES

de notre correspondant

En rassemblant samedi 28 septembre, à Ancenis, sept cents élus de l'opposition des cinq départements de la région des Pays de la Loire doit-il être le président, M. Olivier Guichard (RPR) n'aura pas complètement réussi son entreprise de mobilisation et d'union. En présence de MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Alain Madelin, vice-président de l'UDF, cette réunion a été marquée par un incident bref mais symptomatique de l'état des rela-

tions, sur place, entre les deux grandes formations de l'opposition.

A l'origine de cet incident, M. Hervé de Charette, député UDF de Maine-et-Loire et délégué général des Clubs perspectives et réalités. « J'aimerais que cette fête soit sans partage, a-t-il lancé, qu'aucune ombre ne vienne en ternir l'éclat. Hélas ! ce n'est pas le cas. La situation créée en Maine-et-Loire par certains conduit tout droit à une confrontation déplorable. Silence dans la salle. Le différend est connu. »

Le département est aux couleurs du UDF (neuf parlementaires sur dix, le dixième étant RPR). Or, M. Roselyne Bachelot, Jussieu député gaulliste, entend conduire la liste commune pour les élections régionales de 1992. « Et voilà dans le marasme les deux chefs-lieux de cantons de Maine-et-Loire reçoivent des lettres leur annonçant des réunions des élus régionaux RPR de notre département, à poursuivre M. de Charette. Je fais donc le constat d'évidence. Le RPR a décidé de faire sa liste. Il est déjà en campagne. Nous ne pouvons pas accepter ce spectacle lamentable. L'union, ce n'est pas la loi de la jungle. Elle ne se fait pas à la carte. Il faudra m'expliquer comment on veut gagner les élections régionales de 1992. »

Un maire d'un petit village de l'Anjou résumait ainsi le sentiment général : « Les électeurs n'ont plus confiance. Veut-on faire une union qui s'arrête au soir du deuxième tour ? Vous ne serez crédibles que si vous prouvez que cette union a des lendemains... »

YVES ROCHCONGAR

■ M. Madelin « attristé » par M. Léonard. — Se félicitant d'un entretien au Figaro du lundi 30 septembre que l'ancien président de la République a dit « ouvrir le dossier de l'immigration » en disant des choses « de bon sens », M. Alain Madelin se dit attristé par le recentrement qu'il trouve François Léonard contre Valéry Giscard d'Estaing.

■ M. Léonard en Tunisie. — M. François Léonard, président d'honneur du Parti républicain, en visite en Tunisie, du 26 au 29 septembre, où il a rencontré le président Habib Bourguiba, lors d'une assemblée réunie malgré l'opposition de la direction, du parti, contre le mot d'ordre d'indépendance et pour « un statut spécifique accordant une

La réunion du comité central du PCF

## M. Marchais veut organiser des « débats ouverts et constructifs »

Le Parti communiste français a réuni son comité central, lundi 30 septembre et mardi 1<sup>er</sup> octobre à Paris, pour lancer « dans tout le pays, un grand jour, sur toutes les questions, des débats ouverts et constructifs ». Le rapport introductif de cette session a été présenté par M. Pierre Biotin, membre du secrétariat du comité central, chargé de la propagande et de la communication du parti. Ce souci de « glasnost à la française » intervient dans un climat avancé de morosité interne.

Depuis l'effondrement en cascade des régimes de l'Est, et plus encore depuis l'échec du coup d'Etat conservateur à Moscou et la mise hors la loi du PC d'Union soviétique, le PCF semble traversé par d'âpres convulsions contestatrices. Cependant, il est évident que le comité central met en péril la survie politique de M. Georges Marchais. Mis à part une quinzaine de contestataires, dont les derniers venus appartiennent à la section économique dirigée par M. Philippe Herzog, l'écrasante majorité des cent trente-quatre membres de cette instance tiennent leur pouvoir du secrétaire général lui-même et, pour bon nombre d'entre eux, sont des permanents du parti.

Cette contestation, qui s'est accentuée avec la prise de position de la direction au moment du putsch du 19 août, s'est également exprimée, d'une manière latente, lors de la journée de rassemblement des parlementaires communistes (le 27 septembre), M. Alain Bouchet, député du Nord, notamment, aurait reproché à ses collègues « refondateurs » de vouloir recréer le PSU.

Le Parti communiste français est « une souche dont la dominance est la décomposition », a estimé, à la veille de cette réunion, M. Amicet

Le Pors, ancien ministre communiste et aîné du comité central. Répondant aux questions de Radio J. M. Le Pors a estimé que le parti « reste attaché à une idée de classe contre classe qui ne rend pas compte de la réalité », tandis que la direction « s'est auto-exclue du mouvement de la société française ». Considérant que la « décomposition » du PS « n'est pas malséante », il a estimé que « la nécessité d'une refondation de la gauche se justifie au moins autant par le désarroi et les renoncements du PS que par ce qui arrive au PCF. »

Sur le thème « Communistes et chrétiens : même combat », nous indique notre correspondant dans les Hautes-Pyrénées, Jean-Jacques Rollat, la fédération communiste départementale a organisé récemment une rencontre avec ceux qui, à intervalles réguliers depuis 1937, le PCF tend la main, selon l'expression de Maurice Thorez. Quelques centaines de militants et de sympathisants ont ainsi débattu de valeurs qu'ils partagent en commun : le respect, la liberté et la paix. M. Antoine Casanova, membre du bureau politique, chargé de superviser les activités du parti parmi les intellectuels, a souligné que « la question centrale des chrétiens autour de la libération et du salut a été comme un miroir grossissant pour les communistes marqués par le culte de l'Église au point de s'écarter des valeurs essentielles : l'autogestion et le partage ». D'autre part, notre correspondant dans le Tarn, Jean-Pierre Barjou, rapporte que la fédération communiste locale invite M. Roger Garaudy, ancien député, à revenir sur sa posture d'élection originaire, samedi 5 octobre, à l'occasion d'une manifestation commémorative en l'honneur d'un compagnon du philosophe-militant exilé en 1970, M. Roland Foissac, secrétaire fédéral du PCF, s'est même déclaré « prêt à lui rendre sa carte... s'il la redemande. »

O. B.

## M. Blotin : « Les événements d'URSS ne contredisent pas nos orientations »

Dans le rapport qu'il a présenté lundi matin 30 septembre devant le comité central du parti communiste, M. Pierre Blotin, membre du secrétariat, a indiqué, à propos des « événements survenus en Union soviétique », si ces événements appellent un approfondissement de nos réflexions, de nos orientations, ils ne les contredisent pas. « Nous ne sommes pas une secte dévotionnaire, a-t-il précisé. Si nous n'avons aucune nostalgie, aucun regret des régimes de grisaille hier tout-puissants à l'Est, nous sommes plus que jamais sensibles à leur faillite et soucieux d'un essor de la démocratie, dans les pays concernés comme chez nous et dans le reste du monde. »

« Nous ne pensons pas que le capitalisme — a-t-il ajouté — est l'immobilisme, a notamment souligné M. Blotin. Alors que les pays socialistes s'engagent dans l'impasse du modèle unique et de la stagnation, le capitalisme a su trouver des formes tenant compte de ce que sont les différents peuples, les différentes nations, mais pour toujours mieux les exploiter et les tenir en subjection. » « Toutes les tentatives pour amener le capitalisme en en général l'effacement des affaires se sont soldées par un échec », a-t-il déclaré avant de conclure : « Affirmer que le capitalisme n'est pas corrigible, nous ne sommes pas pour autant partisans du tout ou rien. »

## Des communistes de Pointe-à-Pitre créent un nouveau parti

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Plus de cinq cents militants du Parti communiste guadeloupéen (PCG, autonome du PCF), soit près de la moitié de ses membres, ont décidé, samedi 28 septembre, au terme d'une réunion de la section de Pointe-à-Pitre, de rompre avec leur parti et de créer un Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG) sans référence marxiste. Cette décision a été prise, au cours d'un vote, par 575 voix contre 1 sur proposition de M. Henri Bangou, maire de Pointe-à-Pitre, sénateur apparenté communiste.

C'est M. Bangou qui, avec l'un de ses adjoints, M. Daniel Gendès, avait pris l'initiative de proposer à la section PCG de Pointe-à-Pitre de se séparer. Cette initiative avait été aussitôt approuvée par le maire communiste du Basse-Terre, chef-lieu du département, M. Jérôme Cléry, qui a annoncé, vendredi 27 septembre, sa démission du PCG, expliquant sa décision par « la crispation de la direction du parti sur des conceptions condamnées par l'histoire et les masses populaires. »

En juin dernier, la section communiste de Pointe-à-Pitre s'était prononcée, par 458 voix, lors d'une assemblée réunie malgré l'opposition de la direction, du parti, contre le mot d'ordre d'indépendance et pour « un statut spécifique accordant une

large autonomie à la collectivité guadeloupéenne, dans le cadre de la République française. »

M. Ernest Moutoussamy, député apparenté communiste de la deuxième circonscription, qui avait accepté une mission de bons offices pour essayer de conserver au PCG un semblant d'unité jusqu'aux prochaines élections, et qui ne pu la mener à bien, ne fait plus mystère de ses propres divergences avec l'état-major du PCG, auquel il reproche une attitude « bloquée ». Toutefois, il n'a pas rallié, pour le moment, M. Bangou et Cléry. Ceux-ci ont reçu le soutien de M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, député apparenté PS, qui avait rompu en 1986 avec le PCF et fondé, ensuite, le Parti progressiste martiniquais (PPM). « Si nous n'avons pas ouvert les yeux plus tôt, si nous n'avons, alors, pas écouté Césaire, s'est interrogé M. Bangou en justifiant sa rupture avec le PCG, n'est-ce pas parce que le fonctionnement du parti contient un vice qui nous conduit à nous enfermer ? Les débats de la section communiste de Pointe-à-Pitre ont été suivis par M. Gaston Vieux, maire d'Orly, exclu du PCF en 1989, et par M. Félix Darnette, ancien membre du comité central du PCF, qui font tous deux partie, en métropole, des communistes dissidents et contestataires partisans de créer, à gauche, une nouvelle structure de rassemblement. »

EDDY NEDELKOVIC

## POINT DE VUE

## L'« autre » droit du sol...

par Paul Graziani

À la veille du dixième anniversaire des lois de décentralisation — est-ce à dire du transfert des pouvoirs de décision du représentant de l'Etat aux exécutifs locaux élus — a-t-il anéanti possible de considérer, en principe et en fait, qu'un fonctionnaire de l'Etat est plus légitime qu'un élu, national et local, pour représenter et prendre en compte, s'intéresser à la région parisienne à avoir fait le choix stratégique de cet équilibre. Ses élus admettent parfaitement que, compte tenu de l'importance de la zone libérée par Renault, grande entreprise nationale, l'Etat soit un partenaire direct, obligé, à part entière ; ils sont naturellement prêts à prendre, avec lui, toutes les orientations et les décisions conformes à l'intérêt général.

Depuis de longues années, Boulogne-Billancourt s'est montrée exemplaire en matière d'urbanisme, notamment s'agissant des normes d'équilibre des équipements de bureaux et de logements. Elle est aujourd'hui l'une des rares villes de la région parisienne à avoir fait le choix stratégique de cet équilibre. Ses élus admettent parfaitement que, compte tenu de l'importance de la zone libérée par Renault, grande entreprise nationale, l'Etat soit un partenaire direct, obligé, à part entière ; ils sont naturellement prêts à prendre, avec lui, toutes les orientations et les décisions conformes à l'intérêt général.

C'est, semble-t-il, peu ou prou, l'opinion du ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, qui vient de signifier à la ville de Boulogne-Billancourt que l'Etat serait le seul meneur de jeu dans la phase d'élaboration du programme et du projet d'urbanisme concernant l'aménagement de l'île Seguin et des terrains qui vont être libérés par le départ des usines Renault — soit près de 10 % du territoire de la ville. Certes, le ministre se propose d'« associer » et de « consulter » les élus locaux — mais semble déclinier clairement le partenariat proposé tant par la ville que par le rapport Roulier, qui permettrait, dans le respect des principes de la décentralisation, et dans le cadre d'une société d'économie mixte d'étude et de programmation présidée par un élu, d'associer réellement l'ensemble des parties concernées (ville, Etat et Régie Renault) pour le pilotage d'un des principaux pôles du réaménagement de l'île-de-France.

Mais ils ne peuvent pas admettre, au bout de dix ans de décentralisation, alors que l'urbanisme fait partie des compétences transférées aux collectivités locales, que l'Etat décide seul de l'avenir de 10 % du territoire de leur commune — ce qui, dans les faits, ne manquera pas d'être le cas en l'absence de toute procédure partenariale claire — et alors même qu'ils auront à gérer les conséquences financières des choix opérés ainsi que les équipements publics qu'ils entraîneront...

Comment ne pas voir dans cette attitude un nouveau témoignage de l'incapacité de l'Etat à assurer, pour lui-même, la logique de la décentralisation — et de son obstination quasi pathologique à tenir les élus locaux pour éternels mineurs, nécessairement irresponsables ?

■ Paul Graziani est sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, maire de Boulogne-Billancourt et président de l'Institut de la décentralisation.

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...  
**ENSEIGNEMENT DES LANGUES ÉTRANGÈRES EXIGES !**  
 Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.  
 Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.  
 Programmes langue générale, langue des Affaires.  
 INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE  
 Documentation et Tests gratuits :  
 LANGUES & AFFAIRES - Soc 5212, 35, rue Collange  
 92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88 +

JOI DE NEU  
 regard unique  
 Claude SERI  
 ance inter



Réunis à Vizille

## Des maires de droite et de gauche appellent à la lutte contre le racisme

GRENOBLE

de notre correspondant

Plusieurs maires de grande ville, membres fondateurs du Forum des maires, se sont engagés, samedi 28 septembre, à « seconder le jour de l'indignité et de l'intolérance ». Ils ont adopté à Vizille (Isère) une déclaration qui, au-delà des clichés partisanes, réaffirme leur volonté de combattre, sur leur propre terrain, la ville, les idéologies et les partis « qui propagent et pratiquent la haine de l'autre ».

« Cette journée est une bouffée d'oxygène dans le débat politique », constatait M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, venu s'inscrire devant la tribune où débattaient Mme Catherine Trautmann (PS), M. Georges Frêche (PS), et M. André Diligent (UDF-CDS), sur le thème des « nouveaux droits de l'homme dans la cité ». Dans une autre salle du château de Vizille, transformé en 1989 en Musée de la Révolution, M.M. Jacques Chaban-Delmas (RPR), Michel Noir (RPR), Robert Jarry (ex-PCF) et Robert Vigouroux (majorité présidentielle) rendent compte des « nouveaux défis de la décentralisation ». Ils seront rejoints un peu plus tard par le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, maire de Meyzieu (Rhône), M. Jack Lang, ministre de la culture et maire de Blois, qui avait annoncé sa visite (le Monde daté 29-30 septembre), s'est décommandé à la dernière minute.

Cette journée très écumenique a produit, au-delà d'un texte affirmant que « le combat contre le racisme exige un traitement social », une prise de conscience



du rôle de la ville comme lieu essentiel d'apprentissage de la citoyenneté. « Les maires sont en première ligne pour le renouvellement et l'enracinement du débat démocratique en France », souligne la résolution, en écho aux propos de M. Carignon, président du Forum. Le maire de Grenoble s'est inquiété des risques d'autodestruction du système politique « sous les coups répétés que lui porte l'indifférence grandissante des Français ». « Il y a longtemps, me semble-t-il, que la crise de l'autorité publique n'a atteint un tel paroxysme, que les citières qui fondent l'autorité n'ont été aussi décriées et contestées », a-t-il ajouté. Aussi les menaces que font peser toutes les formes d'extrémisme et, à travers elles, le racisme et l'intolérance doivent être combattues avec la plus grande énergie possible. « Notre règle de base (adoptée par les signataires de la déclaration de Vizille) est qu'il n'y ait pas d'alliance avec le Front national », a indiqué M. Carignon.

CLAUDE FRANCILLON

## Un entretien avec M. Laurent Cathala

« Une politique familiale efficace doit être globale » nous déclare le secrétaire d'Etat à la famille

Après les propositions du Conseil économique et social (le Monde du 26 septembre), le secrétaire d'Etat à la famille, M. Laurent Cathala, se déclare favorable à une politique familiale globale fondée sur la solidarité à l'égard des plus démunis, mais le gouvernement n'envisage pas une augmentation des prestations sociales dans l'immédiat, comme la souhaite le Conseil économique et social dans son rapport.

« Quelle politique familiale comptez-vous mener ? »

« La politique familiale que j'entends soutenir repose sur trois principes : permettre à ceux qui composent la famille (enfants, adultes, aînés) une liberté de choix dans la vie quotidienne comme dans les moments importants de leur existence ; assurer, au nom d'un principe de solidarité nationale dont l'Etat est garant, des aides aux enfants, aux personnes âgées, aux personnes les plus vulnérables ; soutenir, encourager et accompagner les solidarités au sein des familles, entre générations, ainsi que dans les réseaux de voisinage. »

« Une politique familiale efficace doit être globale, toucher tous les secteurs. Elle doit également tenir compte de tous les partenaires : organismes de Sécurité sociale, collectivités territoriales (qui, depuis la décentralisation, ont vu leur champ de compétence s'élargir), ainsi que les associations et les entreprises. »

« Quelles initiatives comptez-vous prendre en faveur des enfants ? »

« Je suis chargé au sein du gouvernement de coordonner les actions pour l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant. Parallèlement, une étude sur l'harmonisation de la législation française avec la convention a été confiée à une équipe d'universitaires. Un texte en cours d'élaboration vise à définir une « primariorité » pour les jeunes à passer progressivement à l'âge adulte, à devenir des citoyens responsables. Ces 16-18 ans devraient pouvoir ouvrir, seuls, un compte en banque et avoir des responsabilités dans le monde associatif. Les mesures prévues

découlent de la même philosophie que celle des conseils municipaux d'enfants : ériger les conditions d'une meilleure participation à la vie sociale. »

« Enfin, dans le secteur de l'enfance maltraitée, une journée nationale, programmée en décembre, sera consacrée au rôle des médecins et à leurs possibilités d'intervention. »

« Et pour les parents ? »

« Afin de mieux aider les parents à concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale, nous allons poursuivre nos actions d'incitation financière à la création de crèches et autres modes de garde. L'enveloppe financière de la Caisse nationale des allocations familiales consacrée aux investissements et aux prestations de services dans ce secteur s'élève actuellement à 1,7 milliard de francs : les contrats crèche qui existaient entre 1983 et 1988 ont été remplacés par des contrats en 1989 et en 1990. Quatre cents supplémentaires devraient être en 1991. Le secrétariat d'Etat à la famille, qui a aidé directement en 1990 plus de trois cents projets, en fera un suivi de jour en jour, en aidant probablement autant en 1991. »

« Où en est le projet de statut d'assistante maternelle ? »

« J'entends le présenter au Parlement dans les mois à venir. Cet avant-projet, actuellement soumis à l'arbitrage, supprimerait l'agrément préalable qu'elles devaient obtenir. Les candidatures auraient à faire une déclaration qui ne sera acceptée que sous réserve du respect de certaines conditions d'accueil. Le but est d'insérer dans la structure des assistantes maternelles toutes les « nourrices » qui travaillent actuellement au noir et de leur garantir une formation et un suivi professionnel. En ce qui concerne les assistantes maternelles de l'aide sociale à l'enfance, les mesures avancées concernent la formation et prévoient une rémunération plancher équivalente à un demi-SMIC par enfant. Ce serait un premier pas vers la massification qu'elles demandent. »

« Pourrait-on parvenir aux mêmes objectifs autrement ? »

« Bien sûr ! L'entreprise peut aussi aider les parents salariés. Plusieurs mesures législatives ou réglementaires touchant la vie professionnelle seront prises prochainement : autorisation d'absence de travail sans perte de rémunération pour les femmes enceintes lors des examens médicaux de la grossesse ; possibilité pour les femmes enceintes de choisir la répartition de leur congé de maternité avant et après la naissance, dans la limite de quatre semaines de repos obligatoires avant la date prévue de l'accouchement ; incitation aux comités d'entreprise à verser des aides financières pour les aider à supporter les frais de garde de leurs enfants de moins de six ans. »

« Que pensez-vous du rapport du Conseil économique et social sur la politique familiale ? »

« Il existe un vieux débat sur les objectifs des prestations familiales. Doivent-elles être une inci-

domaine avancer avec prudence : chaque système peut comporter des effets pervers. »

« Etes-vous favorable à la création d'un indice de coût moyen d'éducation et d'éducation de l'enfant, suggéré par le CES, qui servirait de base au calcul des allocations familiales ? »

« Cet indice ne pourrait avoir qu'un intérêt statistique pour évaluer l'évolution des politiques de prestations. Déterminer un coût moyen ne règle en rien le problème de l'attribution des prestations. De plus, il semble difficile à établir car les charges varient suivant les communes, les modes de garde, etc. »

« Les propositions de reculer à vingt ans l'âge limite pour le versement des allocations familiales et de maintenir des allocations familiales pour le dernier enfant vous semblent-elles souhaitables et possibles ? »

« Nous avons récemment repoussé de seize à dix-huit ans, la limite d'âge du versement des allocations familiales. Passer à vingt ans me semble prématuré. Maintenir une allocation pour le dernier enfant serait introduire une discrimination entre le dernier d'une famille et l'enfant unique puisque les allocations familiales ne commencent qu'à quatorze ans. Nous pourrions créer une allocation dès le premier, mais ce n'est pas envisageable actuellement. De même nous comprenons la préoccupation du CES de voir relever substantiellement les allocations familiales mais, ces derniers temps, la branche famille a dû supporter le coût de nombreuses nouvelles prestations. »

« Pourtant l'excédent de la branche famille de la Sécurité sociale devrait être de 6 milliards en 1991 et de près de 11 milliards en 1992 ? »

« C'est exact, mais nous avons opté pour une solidarité entre branches. Nous pourrions faire jouer les cotisations, augmenter celles des secteurs déficitaires, diminuer les autres. Le système serait trop lourd. Nous préférons la solidarité. Il faut toujours la branche vieillesse alimentait les caisses famille ; à présent, c'est la branche famille d'aider les autres, sauf si la reprise économique nous donne de nouveaux moyens financiers. »

Propos recueillis par CHRISTIANE CHOMBEAU

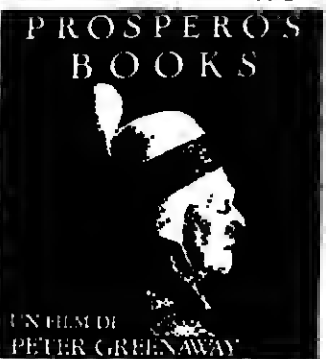


## REPÈRES

## PRISONS

La chancellerie fait de nouvelles propositions aux surveillants

Les principaux syndicats de surveillants de prison ont été reçus, vendredi 27 septembre, par le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Karsenty, pour la seconde fois depuis le début du mouvement de protestation lancé par l'UAP. La chancellerie a proposé une nouvelle revalorisation de la prime de nuit, qui passerait de 31,40 F à 45 F, et le déblocage d'une enveloppe de 11 millions de francs destinée à l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels. Onze mille postes bénéficieraient de l'indemnité différentielle pour charge de détention. L'UAP a jugé ces offres « nettement insuffisantes », mais Force ouvrière, la CGT, et l'USP, qui ont été reçues ensemble, invitent les personnels à « réfléchir sur ces propositions ». Ces trois syndicats, qui souhaitent « un large rassemblement », devaient se rencontrer à nouveau lundi 30 septembre.



UN FILM DE PETER GREENAWAY

## SECURITE CIVILE

Les pompiers annoncent des actions spectaculaires

Le colonel Bernard Janvier, président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers, réunis en congrès à Compiègne (Oise), a annoncé, samedi 28 septembre, que des « opérations spectaculaires de mécontentement » des capacités physiques et techniques des pompiers seront mises en jeu pour attirer l'attention sur les préoccupations de la profession. Il a accusé le ministre de vouloir « faire fonctionner la machine à sécurité civile d'après-guerre ». M. Philippa Marchand s'était prononcé auparavant pour un service national civil dans le corps des sapeurs-pompiers, comparable à celui des policiers auxiliaires.

## IMMIGRATION

Incidents dans un foyer Sonacotra

Des affrontements entre des résidents africains et des policiers ont fait une dizaine de blessés, samedi 28 septembre, au foyer Sonacotra de La Verrière (Yvelines). Les incidents ont débuté lorsque des locataires ont tenté de s'opposer à l'installation d'un système de contrôle électronique des entrées. Ils s'en sont pris au personnel du foyer et à des policiers. Une soixantaine de CRS sont intervenus en renfort, provoquant la fureur d'une quinzaine d'Africains qui ont alors sacqué le hall d'entrée.

## FAITS DIVERS

Des assassinats à Montpellier et à Strasbourg

## « Missions divines »

Pascale Perez a froidement exécuté sa « mission divine ». Vendredi soir 28 septembre, elle a pris son revolver 22 long rifle muni d'un silencieux, avec lequel elle s'entraînait dans le garage de l'appartement familial de Montpellier, et elle a tiré.

Une seule balle sur sa sœur Sabine, vingt-neuf ans ; une autre sur son père, un militaire retraité de soixante et un ans. Puis, samedi soir, elle a sonné chez le voisin pour lui demander de l'aider à transporter deux cadavres dans un local de la résidence parce qu'elle avait encore deux personnes à tuer.

« Elle parlait très vite, froidement et m'a tendu une bouteille de jus de fruits en disant : ma sœur n'en aura plus besoin », a déclaré M. Eric Papi, qui a alerté les policiers. A ceux-ci, qui la décrivent comme « une intellectuelle au discours froid », Pascale a expliqué son geste :

« Je suis Dieu et j'ai tué deux êtres malfaisants. »

La jeune femme a été interpellée, dimanche, à l'hôpital spécialisé de la Colombière, près de Montpellier. Des expertises devront déterminer ultérieurement si la jeune femme est atteinte d'une érection pénale.

D'autre part, à Illkirch-Graffenstaden, dans la banlieue de Strasbourg, se croyant « investi d'une mission divine », un homme de trente ans a battu à mort son amie, avant de la tuer, dans la nuit du 28 au 29 septembre. Selon lui, elle « incarnait le mal ». Ce chômeur disait vouloir entrer dans les ordres. Le couple avait décidé de se séparer, la femme, âgée de trente-cinq ans, trouvant son compagnon « trop mystique ».

## DÉFENSE

Des officiers des armées de l'Est en stage dans les écoles de guerre françaises

Des officiers de plusieurs armées de pays de l'Est ont été admis à la rentrée des cours, au début de ce mois de septembre, de l'Ecole supérieure de guerre interarmées (ESGI) à Paris. Cette information est donnée dans le dernier numéro de la lettre *Objectif Défense* que le ministère de la défense adresse chaque mois aux commandants des diverses formations dans les troupes armées françaises et qui consacre un long article à la coopération avec « l'ancien bloc communiste ».

L'ESGI, qui forme soixante-deux ans des commandants et des lieutenants-colonels des troupes armées françaises (terre, air et marine) et leurs homologues étrangers, accueille ainsi pour la première fois cinq officiers des pays de l'Est : deux Polonais, un Tchèque, un Roumain et un Hongrois. Ces hommes ont été proposés par leurs chefs-majors respectifs et ils ont été choisis, en raison de leur connaissance de la langue française, par l'attaché de défense de l'ambassade française. *Objectif Défense* précise encore qu'un élève-officier roumain a aussi été

admis à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. En échange, des officiers français devraient partir faire un stage dans les écoles de guerre de ces quatre pays de l'Est.

Outre l'organisation de ces stages croisés dans les écoles militaires, la coopération avec l'Est a pris un autre aspect. *Objectif Défense* cite le cas de l'assistance apportée par la France à la formation de plusieurs armées en Europe centrale et orientale. Une délégation tchécoslovaque a été reçue par les armées françaises dans le but d'aider le gouvernement de Prague à réorganiser l'enseignement militaire de son armée. Des échanges ont eu lieu avec l'armée polonaise pour savoir comment organiser une armée efficace dans un Etat qui s'est engagé à garantir des droits aux soldats. En novembre, la France accueillera une délégation de l'état-major roumain.

La lettre du ministère ajoute qu'un projet est à l'étude pour permettre à des officiers de l'Est qui le voudront de séjourner un ou deux mois dans les forces armées françaises.

**QUOI DE NEUF à 10 ?**  
un regard unique sur les faits divers  
par **Claude SERILLON**

avec la chronique d'André BALLAND (les années 60) et la chronique politique de Kathleen EVIN

**France inter**

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

QUOI DE NEUF à 10 ?  
9h  
Claude Sérillon



## SOCIÉTÉ

## ILE-DE-FRANCE

## Manifestation de sans-logis à Paris

## La balade de Mamadou

Il pleuvait ce samedi 28 septembre quand Mamadou, sept ans, est arrivé place de la République. Quelques minutes plus tard, il avait quitté le terrain du Cusi de la Gare (13<sup>e</sup> arrondissement) où, avec ses parents, il campait depuis plus de deux mois, coincé entre le chantier de la Très Grande Bibliothèque et les voies du chemin de fer de la gare d'Austerlitz.

Déjà, à l'entrée de la rue du Temple, des petits groupes se sont formés pour exiger « le droit au logement ». Il y a là Mgr Gaillet, le professeur Théodore Monod, Alain Krivine et Arlette Laguiller. On déploie les banderoles, on distribue des tracts, on se regroupe, le cortège se forme. Soudain Mamadou est appelé, saisi sans ménagement et entraîné, avec une ombrelle de copains, vers le site de la manifestation, aux côtés d'Abdoulaye et de Fankoudiou. Ils agitent, sous le ciel gris, des petits drapeaux jaunes sur lesquels sont dessinés grossièrement des maisons. Un gros Mafien s'approche. « Attention les enfants, on y va ».

Mamadou et ses amis, pas plus hauts que lui, prennent le chemin de Belleville et de Barbès. On est très sage. On scande « Chac, un bail, une dé », « Mit-tarrad, des logements », « Plus fort, plus fort », hurle un adulte. Derrière, les femmes dans leurs houbaous multicolores réclament,

elles aussi, bruyamment, un toit et l'arrêt des expulsions dans la capitale. En queue de cortège, les habitués du pavé parisien : le MRAP, les Verts et les bataillons de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire. Le cortège se termine de pancartes : « Non aux hôtels meublés », « Réquisition des HLM vides », « Chac moins de bureaux, des logements sociaux » et « La TGB pour le Président, la rue pour les habitants ».

Mamadou, Abdoulaye, Fankoudiou sont fatigués. Barbès est bien loin. On traîne la patte, on se laisse glisser dans le cortège. Les organisateurs de la manifestation décident alors d'abandonner le cap « Barbès » pour retrouver la République par la rue du Faubourg-du-Temple. « Ouf ! ça descend », murmure un gamin. Dernier effort : « Non aux expulsions. Out aux logements », s'époumonent encore Mamadou et Fankoudiou. Ils ont quitté la tête de la manifestation et traînent leurs drapeaux entre les militants du MRAP et de la Ligue des droits de l'homme. On se bouscule un peu. On chahute, mais les petites jambes sont bien lourdes. Enfin, la place de la République. Discours. Dispersion. Et Mamadou regagne le Cusi de la Gare, ses toiles de tente, sa boue, sa poussière.

JEAN PERRIN

## JUSTICE

## Devant la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine

## Maurice Locquin a été condamné à huit ans de prison

RENNES

de notre correspondant

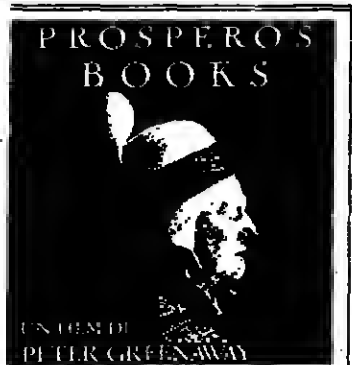
Les jurés de la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine ont condamné, dimanche 29 septembre, à huit ans de réclusion criminelle, Maurice Locquin, cinquante-trois ans, reconnu coupable d'avoir participé, le 14 mai 1987, à un hold-up commis à Janzé (Ille-et-Vilaine) dans une agence du Crédit mutuel de Bretagne, où deux malfaiteurs avaient dérobé 184 700 F.

Les dénégations constantes de l'accusé et l'absence d'un témoin important de l'accusation, une protestation, n'ont en rien ébranlé la conviction des jurés qui, après deux jours d'un procès marqué par de multiples incidents, ont retenu la culpabilité de l'accusé.

Lors du hold-up, l'un des malfaiteurs utilisait une arme très particulière, un fusil USM 1 Underwood de type Trooper, qui sera découvert en septembre 1987 au domicile d'un truand, Gérard Huber, abattu à Crèteil dans une fusillade avec la police. L'enquête s'oriente alors vers les amis de Gérard Huber, dont Maurice Locquin avec lequel il avait été incarcéré au centre de détention de Melun.

## Un prisonnier célèbre

Sorti de prison le 17 décembre 1981, Maurice Locquin a déjà passé dix-sept ans derrière les barreaux pour neuf condamnations. En 1979, il s'agit d'une phalange de l'extrême gauche et l'enquête au garde des sceaux pour appuyer sa dénonciation des quartiers de haute sécurité. Devenu projectionniste de cinéma, il milite en faveur des « surtaxés » de prison, donne des conférences et explique, dans une émission de télévision en 1989, comment il est facile de commettre un hold-up. La cassette de ce « reportage truqué », selon le mot de son défenseur, M. Raphaël Constant, a été visionnée à l'audience par les jurés.



PROSPEROS BOOKS

Le 24 août 1987, dans la voiture volée utilisée pour le hold-up, les policiers trouvent un itinéraire de fuite qui, selon deux experts en graphologie, est de la main de Maurice Locquin. Arrêté sur son lieu de travail, à Paris, en septembre 1988, il restera dix-sept mois en détention préventive. Un comité de soutien dénonce la machination policière. « Le 14 mai 1987, Maurice Locquin était à Paris avec moi à 12 heures à la brasserie Les Ombres près de la Maison de la Radio, et je lui ai remis 15 000 F », assure à la barre le comédien Denis Manuel. Les policiers ont prouvé qu'il était matériellement possible d'être à Janzé à 8 h 30 et à la Maison de la Radio à 12 heures.

Pour l'avocat général qui requiert huit ans de réclusion criminelle, « chez Locquin, il y a le meilleur et le pire ». Les avocats de la défense, M. Raphaël Constant, du barreau de Paris, et Yann Chouco, du barreau de Nantes, protestent contre « l'acharnement judiciaire », mettent en cause la fiabilité des expertises graphologiques et plaident l'acquiescement de leur client. Après deux heures quinze de délibéré, les jurés retiennent la culpabilité de l'accusé, qui est condamné à huit ans de réclusion criminelle.

CHRISTIAN TUAL

La condamnation d'une française dans l'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar. Une française de quarante-quatre ans a été inculpée d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et écrouée, samedi 28 septembre, par M. Jean-Louis Brugère, le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar. Elle avait été interpellée par les policiers le 25 septembre, et placée en garde à vue. Son identité n'a pas été divulguée, pour des raisons de sécurité. Indique-t-on de source judiciaire.

Manifestation à Forbach contre un projet de centre de traitement de déchets industriels. Plus d'un millier de personnes ont manifesté, samedi 28 septembre à Forbach (Moselle), pour protester contre un projet de centre de traitement de déchets industriels. Le projet de la compagnie américaine Waste Management, annoncé en avril dernier, consiste à construire une usine pour le traitement de 95 000 tonnes de déchets industriels et de 35 000 tonnes d'ordures ménagères par an.

## ÉDUCATION

## Dans la région parisienne

## Les fermetures de classes primaires continuent de susciter des protestations

Quinze jours après la rentrée scolaire, des actions de protestation de parents d'élèves et d'enseignants se poursuivent dans un certain nombre d'écoles primaires, notamment dans la région parisienne.

Occupation de locaux, opération « école morte », manifestations de rue et piquets d'enfants dans les locaux des inspections académiques, voire « séquestrations » d'instituteurs comme à l'école primaire Jacques-Lauriot de Vichy (Allier) quinze jours après la rentrée scolaire, la situation semble difficile dans un certain nombre d'écoles primaires.

La région parisienne est particulièrement touchée, notamment le département du Val-de-Marne où une délégation des parents d'une quinzaine d'écoles a été reçue, jeudi 26 septembre, à la direction des écoles du ministère de l'Éducation nationale. Les fermetures de classes et les suppressions de postes d'instituteurs sont à l'origine des mouvements. Les associations de parents d'élèves sont en première ligne. Dans la plupart des établissements

coocerois, en effet, ce sont les parents, soutenus discrètement par les enseignants, qui multiplient les démarches auprès des inspections académiques et alertent la presse.

La rénovation de l'école primaire et la mise en place des nouveaux cycles, qui doit, théoriquement, être généralisée à la rentrée de janvier 1992, ne sont pas étrangères à ces divers mouvements d'humour. Les parents d'élèves comprennent mal, par exemple, qu'on leur propose, comme à l'école Gustave-Courbet de Gentilly (Val-de-Marne) ou à l'école primaire de la rue Saint-Maur à Paris (11<sup>e</sup> arr.), pour « diluer » les effectifs des classes dans leur école, de composer des classes à double niveau CE1-CE2, alors que ces deux classes sont à cheval sur deux cycles dans la nouvelle organisation pédagogique prévue par M. Jospin.

Une école parisienne, située rue Guéméné dans le quatrième arrondissement, qui protestait contre un effectif éducatif 34 élèves en cours préparatoire (CP) — au lieu du seuil de vingt-cinq recommandé par les textes — s'est même vu proposer de mettre sur pied une classe à double niveau CP-CM2 (cours moyen

deuxième année). Les parents d'élèves de l'école ont finalement obtenu un demi poste d'instituteur qui devrait permettre de dédoubler la classe à mi-temps.

Plusieurs écoles primaires du Val-de-Marne sont en ébullition. Les parents d'élèves de l'école Jean-Zay de Fontenay-sous-Bois occupent l'école pour protester contre une fermeture de classe. Ceux de l'école Gustave-Courbet à Clichy-sous-Bois ont refusé de laisser leur enfant « incompatible » avec la mise en place des cycles un effectif dépassant trente élèves au cours moyen. Ceux de l'école de l'Ormeau-Cha, à Ivry-sur-Seine, réclament l'ouverture d'une classe d'adaptation et s'élèvent contre les listes d'attente en maternelle.

Au recteur de Créteil, on reconnaît avoir procédé, à la rentrée, à un réajustement des postes d'instituteurs en faveur des deux autres départements de l'académie, la Seine-Saint-Denis et la Seine-et-Marne, où les taux d'encadrement sont moins favorables et les prévisions d'effectifs d'élèves plus importantes. Vingt-quatre postes d'instituteurs ont ainsi été retirés au Val-de-Marne, tandis que 136 postes supplémentaires étaient attribués à la

Seine-Saint-Denis et à la Seine-et-Marne.

Des mouvements sporadiques affectent les autres départements. En Seine-et-Marne, l'école des Sapins de Roissy-en-France et l'école primaire de Dammarville-en-Gâtine réclament des ouvertures de classes. Et dans les Hauts-de-Seine, à l'école La Fontaine de Nanterre, classée en ZEP, parents et enseignants se mobilisent pour conserver l'instituteur supplémentaire qui leur permet de faire « atome » la bibliothèque centre documentaire (BCD).

Plus calmé, la province n'est pas totalement à l'abri des accès de la rentrée. Ainsi, comme à Nanterre, les parents de l'école Jacques-Lauriot à Vichy (Allier) s'accrochent pour conserver les moyens supplémentaires affectés, jusqu'à l'an dernier, au fonctionnement de la BCD. Mais l'inspection, de son côté, fait valoir les faibles effectifs de cette école (vingt par classes en moyenne). Une tendance générale dans un département qui a perdu près de mille élèves, dans le primaire, à cette rentrée.

CHRISTINE GARIN

## MÉDECINE

## Après la polémique sur le diplôme des infirmières du Doubs

## La directrice de la santé de Franche-Comté a été sanctionnée

BESANCON

de notre correspondant

M<sup>me</sup> Geneviève Levert ne retrouvera pas son poste de directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Franche-Comté et fera l'objet d'une mutation. Ce poste a été déclaré vacant au *Journal officiel* par le ministère de la santé dès le 17 septembre, douze jours après la victoire des deux cent cinquante infirmières de Franche-Comté dont le diplôme, annulé dans un premier temps (le sujet avait été traité, avant l'examen officiel, par une partie des candidates), avait finalement été validé par M. Bruno Durieux, ministre de la santé. La sanction prise à l'encontre de M<sup>me</sup> Levert, responsable du service régional de la santé, survient avant même que soient connus les résultats des

enquêtes menées par l'inspection générale.

Dans une lettre ouverte au ministre de la santé, le personnel de la DRASS (direction régionale des affaires sanitaires et sociales), dont les positions sont soutenues par les instances locales et régionales des syndicats FO, CFTD, CGT et CGC, se déclare « indigné » et met en cause l'indépendance des textes réglementaires.

## « Amertume et déception »

Avant de procéder au choix des sujets, la DRASS aurait dû réunir les quatre-vingt-cinq membres (directeurs d'établissements, enseignants, infirmières praticiennes) du jury, mais elle n'avait convoqué que les chefs d'établissement et les équipes enseignantes. Cette faute

a-t-elle été déterminante, demandent-ils à la DRASS, dans le fait que les élèves d'une école (dont les représentants participaient à la réunion de choix des sujets) ont pu traiter avant l'examen l'un des sujets retenus ? Et, malgré deux lettres du préfet de région suggérant au ministère le maintien du diplôme, fallait-il décider, depuis un cabinet ministériel, de sanctionner les deux cent cinquante candidates d'une région, alors que seules les élèves de l'école de la Croix-Rouge de Lons-le-Saunier avaient bénéficié d'un avantage. « A un moment où vous demandez à vos agents de se mobiliser pour le « renouveau du service public », demandent les auteurs de la lettre ouverte à M. Durieux, une telle attitude peut, pour le moins, susciter leur amertume et leur déception ».

CLAUDE FABERT

## Les dons de sang aux États-Unis

## La FDA recommande le dépistage systématique du « deuxième » virus du sida

La Food and Drug Administration (FDA) américaine a annoncé, vendredi 27 septembre, qu'elle autoriserait la mise sur le marché du test combinant le dépistage des deux virus du sida (VIH 1 et VIH 2) mis au point par la société Genetic Systems, la filiale américaine de Diagnostic Pasteur. Ce test combiné est le premier de ce type à recevoir une autorisation de mise sur le marché américain.

Aux États-Unis, le dépistage du VIH 2 n'est jusqu'à présent pas obligatoire dans les dons de sang. Mais la FDA a décidé, ce même 27 septembre, d'en recommander dorénavant le dépistage systématique. Le VIH-2 — isolé en 1985 par l'équipe du professeur Luc Montagnier à l'Institut Pasteur de Paris — ont été observés pour le moment aux États-Unis.

Le typhon Mireille sur le Japon : 51 morts. Le typhon Mireille, qui a balayé d'abord le sud-ouest, puis le nord de l'archipel nippon les 27 et 28 septembre, a provoqué la mort de 51 personnes. Il en a blessé 777 autres, tuant plus de 10 000 maisons et privant d'électricité près de 6 millions d'habitants. Le typhon a sérieusement endommagé le célèbre sanctuaire de Miyajima sur l'île d'Isakushima, dans la mer intérieure, non loin d'Hiroshima. — (UPI)

## Emotion en Grèce

## Un moine du Mont-Athos victime du sida

ATHÈNES

de notre correspondant

Un moine de la communauté orthodoxe du Mont-Athos, sur la péninsule orientale de la Chalcidique, au nord de la Grèce, a été hospitalisé dans un état grave à Salonique. Agé de trente ans, il est atteint du sida. Révélé par la presse locale, cette nouvelle a provoqué une vive émotion dans tout le pays. C'est la troisième fois en quatre ans qu'un moine de la célèbre communauté a été ainsi hospitalisé. L'un d'eux est mort l'an dernier.

En novembre 1987, le virus du sida avait été découvert chez un détenu de la prison de Salonique qui avait séjourné six mois au Mont-Athos en 1985. Il avait été condamné, en janvier 1987, à deux ans de prison pour avoir volé divers objets et parchemins avec la complicité d'un autre moine. De nombreux détenus avaient recouru avec lui à des rapports sexuels et avaient subi des tests de dépistage. L'affaire avait bouleversé une première fois le monastère sacré. Le journal de Salonique a également publié un texte, datant de

mai 1990 et signé par un ancien responsable de la Sainte-Inspection du Mont-Athos, Théodotos Dionysiat, révélant qu'un moine de vingt-six ans était décédé du sida en mai 1990 dans un hôpital d'Athènes. « Le Mont-Athos n'est ni souillé ni contaminé », ont répondu, offensés, les supérieurs de la Sainte-Inspection. Ceux-ci ont exprimé leur déception face au « déshonneur » de la presse qui s'est emparée de l'affaire. « Quand un jeune demande à être moine, on ne lui demande pas un certificat médical. C'est le salut de l'âme, et non du corps, qui nous intéresse », ont-ils souligné.

Quatre députés socialistes ont déposé au Parlement une question écrite visant à défendre la « dignité » du Mont-Athos, mise en cause « à un moment critique pour l'orthodoxie et l'hellénisme ». Quant aux milieux religieux de la capitale, ils font remarquer que ce ne sont pas trois cas de sida en quatre ans qui peuvent attenter à la réputation des 1 732 moines et employés vivant dans la vingtaine de monastères encore en activité.

DIDIER KUNZ

## DÉFINIR VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

## Le Monde Dossiers &amp; Documents

Octobre 1991

## L'explosion scolaire et universitaire

L'accroissement du nombre de lycéens et d'étudiants bouleverse tout le système éducatif. L'objectif des 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat suscite des ondes de choc qui se répètent à plusieurs niveaux.

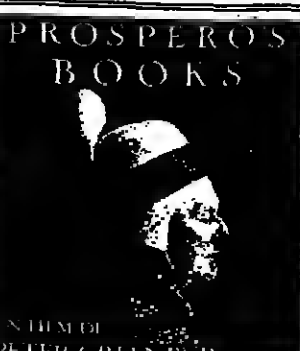
L'état des lieux est complexe, on y trouve le meilleur et le pire, des bâtiments vétustes et des équipements modernes, des enseignants de qualité ou découragés, des classes surchargées d'élèves inquiets. Le menace du chômage domine une forte demande sociale et s'accompagne de frustrations et d'incompréhension qui mènent parfois à la violence.

Les enseignants doivent souvent jouer des rôles aux-queils ils sont mal préparés, les réformes, les projets ne rassurent plus personne. L'enseignement de masse génère ses propres contradictions.

A l'université, les mêmes problèmes se retrouvent et suscitent des solutions d'urgence, parfois bâclées, parfois créatives. Les améliorations nécessaires se heurtent trop souvent à une administration rigide qui laisse désespérer les nouveaux étudiants. Les départs sont fortes, d'une région à une autre, d'une classe sociale à une autre. Le modèle classique du campus est remis en question.

Face à la croissance sans précédent du nombre d'étudiants, à la pénurie d'enseignants, aux difficultés de gestion, le gouvernement multiplie les paris : construction de postes par milliers. Des coopérations impossibles il y a quelques années se mettent en place. En outre, communes, départements et régions se veulent de plus en plus parties prenantes. Ce nouveau plan de rénovation vise à mieux adapter les formations supérieures aux évolutions économiques.

► En vente chez tous les marchands de journaux, 15 F.



PROSPEROS BOOKS



# SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix d'Espagne de formule 1

## Cinquième victoire pour Nigel Mansell

Vainqueur du Grand Prix d'Espagne de formule 1 automobile disputé dimanche 29 septembre sur le nouveau circuit de Catalogne, le Britannique Nigel Mansell (Williams-Renault) a obtenu son cinquième succès de la saison et préservé ses ultimes chances de devenir champion du monde.

Après un meilleur départ des deux McLaren-Honda de Gerhard Berger et d'Ayrton Senna sur une piste encore humide de l'aube, tombée quelques minutes avant la course, Mansell a montré sa détermination en revenant à la hauteur du Brésilien dès le quatrième passage sur la ligne. Dans l'interminable ligne droite de 1 047 mètres, les

deux monoplaces sont longtemps restés côte à côte, les pneus gauches de Mansell à quelques centimètres des pneus droits de Senna, mais c'est le Britannique qui a freiné le dernier pour passer son rival.

Profitant d'un meilleur arrêt au stand pour chasser les pneus pour piste sèche, Ayrton Senna a brièvement pris la tête mais Gerhard Berger, qui l'avait relégué au onzième tour, n'a pu résister plus de dix tours aux attaques du Britannique. Ayrton Senna, avec des pneus dégradés lors d'un tête-à-queue, n'a pu empêcher Alain Prost (Ferrari), Riccardo Patrese (Williams-Renault) et Jean Alesi (Ferrari),

de s'intercaler entre Nigel Mansell et lui. Avant d'aborder le grand prix du Japon, Ayrton Senna reste toutefois en position de force dans la course au titre. Même si le Britannique s'imposait dans les deux dernières courses de la saison, il lui suffirait d'obtenir un total de cinq points en ces deux occasions pour être assuré d'une troisième couronne mondiale. Ce duel pourrait toutefois être influencé par l'affrontement de leurs écuries et de leurs motoristes pour le titre mondial des constructeurs.

Avant le Grand Prix du Japon où Honda a essuyé trois échecs en quatre éditions, Williams-Renault s'est, en effet, emparé de la première place avec un point d'avance.

## L'enfant terrible de Franck Williams

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Impossible sur son fauteuil roulant avancé dans le box de son écurie, devant l'écran de télévision et le moniteur dominant au fil des tours les positions et les temps de tous les pilotes, Franck Williams a attendu le dernier passage sur la ligne de Nigel Mansell pour laisser enfin échapper un sourire au milieu des applaudissements de ses amis. « Je ne crois pas être plus fier qu'avant mon accident il y a dix ans, avec l'âge, je suis sans doute devenu plus sage, dit-il en esquissant un autre sourire. Et puis, j'ai appris de Bernie Ecclestone, le grand patron financier de la formule 1, qu'il ne faut jamais laisser deviner aux autres ce que l'on est en train de penser. »

Le regard bleu devient pourtant plus appuyé, sa malice s'estompe lorsqu'un évènement Nigel Mansell. Quelques mouvements un peu saccadés des avant-bras trahissent même la volonté de convaincre ceux qui l'assistent. « C'est la différence entre les McLaren et Honda et les Williams-Renault », parfois résultat d'un talent exceptionnel d'Ayrton Senna. « Ce n'est pas exact, répond-il. Actuellement, nous avons eu quatre victoires sur les McLaren, mais plus souvent en course qu'en qualifications. Et ce n'est pas toujours de la faute à Senna. Nous n'avons pas eu assez de vitesse. Si Ayrton gagne le championnat, il l'a fait dans les quatre

premières courses. McLaren était prêt. Pas nous. Il n'y avait rien à redire. »

Belle preuve de fair-play au parti-pris pour mieux défendre Nigel Mansell? Peu de directeurs d'écurie semblent aussi affectivement attachés à un pilote. « Le jour où Nigel a raté le titre en étant un peu lors du dernier Grand Prix de la saison 1986 à Adelaide a été l'un des plus sombres de ma vie », dit-il. Huit mois plus tôt, le 8 mars, Franck Williams avait pourtant vécu un tout autre drame sur une route départementale du Var, à proximité du Castellet.

### « Daiser de la mort »

Pressé de rallier l'aéroport de Nice au soir d'une journée d'essais, il avait perdu le contrôle de sa voiture de location. Sa voiture avait basculé dans un terrain en contre-bas après plusieurs tentatives. Il se souvient d'une douleur fulgurante à la base du cou (fracture de la colonne vertébrale à hauteur des sixième et septième vertèbres cervicales), suivie d'une perte de connaissance. A son réveil, il était devenu tétraplégique.

Pilote, Franck Williams avait stoppé sa carrière en formule 3 où il avait remporté une victoire. « J'étais trop combattif, impulsif, brouillon, se souvient-il. Sans doute, suis-je devenu directeur d'écurie pour rester dans les voitures par procuration à chaque Grand Prix. Définitivement privé du plaisir de

conduire, peut-être s'est-il plus proposé encore dans ce combat qui lui rappelle plus que tout autre, avec ses qualités et ses défauts, le grand pilote qu'il aurait rêvé d'être.

Plus encore que Nigel Mansell, Franck Williams avait chèrement payé l'engagement du pneu à Adolphe. Ce jour-là, Soichiro Honda s'était à titre exceptionnel déplacé en Australie pour assister au premier couronnement de son moteur turbo en formule 1. « Au lieu de la consécration qu'il était venu chercher, nous lui avons donné le baiser de la mort », raconte le manager anglais. Quelques mois plus tard, le motoriste japonais annonçait le transfert de son moteur sur les châssis de McLaren, et Franck Williams ne pouvait retenir guère plus longtemps Nigel Mansell, contacté par Ferrari.

L'ascendant manifesté par Alain Prost sur son coéquipier de la Scuderia, qui avait un peu prématurément annoncé sa retraite, n'ont pas modifié le jugement de Franck Williams sur son pilote préféré. « Il attaque encore comme un fou, dit-il. Il était libre et il voulait aller vite. La revanche à prendre sur McLaren et sur Honda ne pouvait sans doute pas être complétée sans le retour de Nigel Mansell au sein d'une écurie revenue au premier plan avec le moteur Renault. »

Ce retour ne s'est pas effectué sans quelques-unes de ces bordées qui ont jalonné la carrière du mousquetaire. « Mansell est un pilote extra-

ordinairement rapide lorsque tout se passe bien dans son cockpit, mais il ne sait pas toujours réagir devant une difficulté technique inattendue », explique Bernard Dudot, directeur technique de Renault Sport. Ainsi, au Grand Prix du Canada, il avait couru gagnée dans le dernier tour lorsqu'il a calé en lâchant son volant et le bouton de commande des vitesses pour saisir la foule Nelson Piquet, qui a ainsi hérité d'une victoire qu'il n'attendait pas.

### Nouvelle gaffe

Ce feu pas n'a pas empêché Franck Williams de renouveler les contrats de Nigel Mansell et de Riccardo Patrese dès la mi-septembre. A la grande surprise d'Ayrton Senna, qui semblait plus intéressé que jamais par le potentiel manifesté par l'équipe franco-anglaise. « Si nous avons pris cette décision aussi vite, en plein accord avec Renault, c'était uniquement pour rassurer nos pilotes sur leur avenir et leur permettre de défendre sereinement nos chances au championnat du monde, explique Franck Williams. Mais, avant de l'annoncer officiellement, j'avais prévu par téléphone Ayrton Senna et un autre pilote avec lequel nous avions eu des contacts. »

Trois succès de Riccardo Patrese à Estoril et de Nigel Mansell à Monza et à Barcelone, sont venus conforter Franck Williams dans ses choix. Même si le dernier a bien failli être irrémédiablement compromis par une nouvelle gaffe de l'en-

fant terrible du pilotage. Deux jours avant le Grand Prix d'Espagne, Nigel Mansell s'est, en effet, foudroyé la cheville gauche en jouant au football avec des journalistes. « Je sais que ça ne fait pas très sérieux pour un pilote qui conserve quelques chances de devenir champion du monde », répond Franck Williams avec fatalisme. Heureusement, c'était la cheville gauche, et Nigel n'avait à utiliser la pédale d'embrayage que pour le départ. Je ne peux tout de même pas demander à mes pilotes de ne plus rien faire en dehors de conduire... »

GÉRARD ALBOUV

### Les résultats

Classement du Grand Prix. - 1. Nigel Mansell (G-B, Williams-Renault), les 308,555 km en 1 h 38 min 41,541 s, soit 187,586 km/h; 2. Alain Prost (Fra, Ferrari), à 11,331 s; 3. Riccardo Patrese (Ita, Williams-Renault), à 15,909 s; 4. Jean Alesi (Fra, Ferrari), à 22,772 s; 5. Ayrton Senna (Bré, McLaren-Honda), à 1 min 02; 6. Michael Schumacher (All, Benetton-Ford), à 1 min 19...

Classement du championnat du monde des pilotes. - 1. Ayrton Senna (Bré), 85 pts; 2. Nigel Mansell (G-B), 69; 3. Riccardo Patrese (Ita), 48; 4. Gerhard Berger (Aut), et Alain Prost (Fra), 31...

Classement du championnat du monde des constructeurs. - 1. Williams-Renault, 117 pts; 2. Marlboro McLaren-Honda, 116; 3. Ferrari, 52; 4. Benetton-Ford, 37; 5. Jordan Ford, 13...

GOLF : le match Etats-Unis-Europe

### Les Américains récupèrent la Ryder Cup

Les Etats-Unis ont remporté la Ryder Cup de golf en battant l'Europe (14,5 à 13,5), dimanche 29 septembre, à Kiawah Island (Caroline du Sud) après une égalité parfaite entre l'Américain Hale Irwin et l'Allemand Bernhard Langer dans le dernier match. Langer a eu une occasion de battre son adversaire et de permettre à l'Europe de conserver son trophée, mais son putt est passé à côté du trou. Les Etats-Unis, dont la dernière victoire dans l'épreuve remonte à 1983, ont signé ainsi leur vingt-deuxième succès en vingt-neuf éditions d'une épreuve qui oppose tous les deux ans les douze meilleurs golfeurs des deux continents.

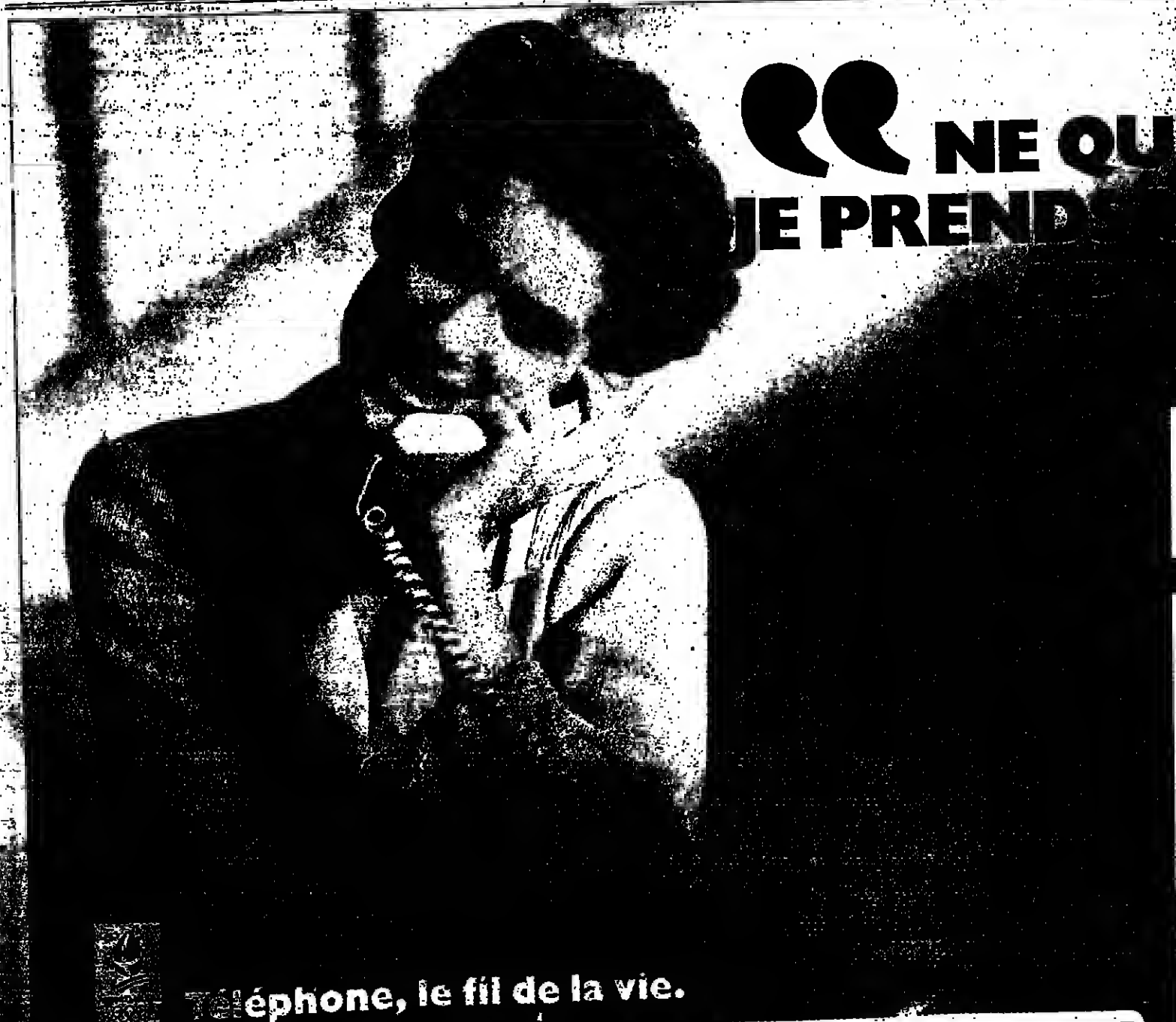
TENNIS :

tournoi de Palerme

### Premier Grand Prix pour Frédéric Fontang

Le Français Frédéric Fontang, centième au classement mondial des joueurs, a remporté le tournoi de tennis de Palerme, comptant pour l'ATP Tour et doté de 300 000 dollars, en battant l'espagnol Emilio Sanchez (1-6, 6-3, 6-3), douzième au classement mondial, dimanche 29 septembre, en Sicile. « A présent, j'espère que Yannick Noah songera à moi pour la Coupe Davis », a déclaré Frédéric Fontang après sa première victoire dans un tournoi du Grand Prix.

Dans la même temps, la Suisse Jakob Hasek remportait aisément le tournoi de Bâle, comptant également pour l'ATP Tour et doté de 750 000 dollars, en battant l'Américain John McEnroe, tête de série numéro 8 et tenant du titre, 7-6 (7/4), 6-0, 6-3.



NE QUI JE PREND

### SIGNAL D'APPEL

POUR PRENDRE UN APPEL QUAND VOUS ÊTES DÉJÀ EN LIGNE.

POUR 10 F PAR MOIS

Parents, amis, on cherche à vous joindre, mais la ligne est occupée. Savez-vous que vous pouvez prendre cet appel même si vous êtes déjà en communication ? Avec le Signal d'Appel, un "blp" vous prévient qu'un deuxième correspondant cherche à vous joindre. Il suffit d'appuyer sur deux touches de votre téléphone pour prendre cet appel et passer d'un interlocuteur à l'autre. Ainsi, vous restez toujours disponible.

Pour en savoir plus, et pour vous abonner, contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM (14, appel gratuit).

FRANCE TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

Téléphone, le fil de la vie.

## SPORTS

ATHLÉTISME : les 100 kilomètres de Millau

## Le grand voyage de Philemon

Quelque trois mille huit cents concurrents ont pris le départ, samedi 28 septembre, de la vingtième édition des 100 kilomètres de Millau, épreuve pédestre à allure libre, qui ont été gagnés par le vétéran savoyard (quarante-trois ans) Roland Vuilleminot (7 h 28 s) devant la Stéphanois Maurice Mondon (7 h 8 min 32 s) et le Catalan Christian Roig (7 h 18 m 4 s). Huit fois vainqueur au détachement du record de la course (6 h 28 m 31 s en 1990), Jean-Marc Bellocq, blessé, a assuré l'assistance du Sud-Africain Philemon Mogashane.

MILLAU (Aveyron)  
de notre envoyé spécial

Philemon Mogashane n'a pas réussi son pari. Il n'a pas gagné la vingtième édition des 100 kilomètres de Millau. Pourtant, ce minceur noir de la banlieue de Johannesburg, âgé de trente-trois ans, qui n'avait jamais quitté son pays auparavant, est entré dans la légende de la course et de l'athlétisme : il a été le premier Sud-

Africain inscrit dans une épreuve internationale depuis la suspension sportive en 1970 de l'Afrique du Sud en raison de la politique d'apartheid qui y était pratiquée. Si un tel événement a eu lieu dans l'Aveyron (et non fin août à Tokyo lors des championnats du monde d'athlétisme), ce n'est pas tout à fait par hasard. Il s'inscrit dans la tradition d'une épreuve qui, tout en attribuant cette année le titre de champion de France, a toujours été, sinon en dissidence, du moins en marge de l'athlétisme officiel.

Son « fondateur-prophète », Serge Cottreau, a imposé la distance à une époque où le jogging était considéré de ce côté de l'Atlantique comme une névrose d'Américains adipeux. La distance maximale autorisée dans les stades aux femmes était de 3 000 mètres et, sur route, le marathon semblait encore la limite ultime de la résistance humaine.

Son « héros », Jean-Marc Bellocq, huit fois vainqueur et détenteur du record de la course (6 h 28 min 31 s en 1990), a été longtemps exclu de la Fédération française d'athlétisme pour avoir couru en Afrique du Sud les 90 km de Comrades (quinze mille participants chaque année le 31 mai, jour de la fête nationale), bravant ainsi les interdits pesant

sur le pays de l'apartheid. Tout naturellement il s'est retrouvé sur le vélo d'assistance de Philemon Mogashane. Bref, beaucoup de polémiques ont entouré cette course depuis qu'en 1972 soixante-huit concurrents se sont élancés pour la première fois sur le tracé en « huit » Millau-Peyreleau, Millau-Saint-Affrique, Millau.

« Adorateurs » des crampes et des ampoules

Les conditions de la venue de Philemon Mogashane ont été caractéristiques des chemins détournés qu'affectionne cette véritable secte des fanatiques de l'hyper-endurance, « adorateurs » des crampes et des ampoules. Au départ, il y a eu Gilles Bertrand, rédacteur en chef de l'OT Max, revue spécialisée dans le grand fond et éditée à... Millau. Sous un faux nom, il a lui-même participé aux 90 kilomètres de Comrades. Il y a découvert quelques-uns des meilleurs spécialistes mondiaux de « cent bornes », et il a formé le projet de faire venir l'un d'eux en France. Il a entamé de complexes négociations pour obtenir la présence à Millau de Bruce Fordyce, qui est crédité du meilleur temps mondial sur la distance. Gilles Bertrand allait aboutir lorsque Bruce Fordyce a été chargé de

négoier la réintégration de son pays dans les instances olympiques mondiales. Il ne pouvait donc se rendre disponible. Il proposa que son compatriote Philemon Mogashane le remplace.

Le petit bonhomme comptait parmi les dix hommes les plus rapides (6 h 35 min 23 s) sur la distance en 1990. Beaucoup pensaient qu'en l'absence de Jean-Marc Bellocq, blessé, le Sud-Africain pourrait inscrire son nom au palmarès de la vingtième édition et devenir ainsi doublement célèbre.

Mais les bourrasques de vents nuageux que la rudesse du parcours ne lui ont pas permis de soutenir le rythme imposé par le vétéran savoyard Roland Vuilleminot, qui a couvert 6 kilomètres, entre le 80<sup>e</sup> et le 86<sup>e</sup>, à la moyenne impressionnante de 15 km/h pour faire définitivement le « trou » avec ses rivaux.

Philemon Mogashane a pourtant eu la même récompense que le vainqueur et que les deux mille personnes qui ont franchi la ligne d'arrivée avant dimanche à midi : un parchemin sur lequel a été inscrit son nom et sa performance, un médaillon souvenir en bronze et une « banane » pour y frotter le tout.

ALAIN GIRAUD

SPORTS EQUESTRES : le Masters de Paris

## Une nouvelle génération de jumpings

Le Français Michel Robert, sur Nohx, a remporté, dimanche 29 septembre, le Grand Prix du Masters de Paris, devant la Suisse Willi Meiliger, sur Quinta C, et la Balga Jean-Claude Vangenberghe, sur Quasen of Diamonds. Ce concours, qui réunissait les vingt-cinq meilleurs cavaliers mondiaux du moment, marquait les adieux de Jappeloup à la compétition, et les débuts de Pierre Durand comme organisateur. Son objectif : « créer une nouvelle génération de jumpings ».

Avec un flair tout paysan, Michel Robert sait repérer les bonnes affaires. Manguéon, avant d'être cavalier, l'homme n'a pas son pareil pour dénicher des chevaux de talent. Qui aurait prédit qu'avec Nohx, un cheval dont les qualités sont mises en doute par beaucoup, il rattrairait, à la barre des meilleurs, la plus grosse somme jamais offerte au vainqueur dans une épreuve européenne : 500 000 francs ? Outre la perspective de ce pactole exceptionnel, il y avait, dans le sourire madré du vétéran des envalliers français, la satisfaction d'attacher son nom à la première édition d'une épreuve, qui, dans un décor de carte postale, au pied de la Tour Eiffel, affiche la prétention d'inaugurer une ère nouvelle pour les jumpings.

La veille, le ciel de Paris avait versé une grosse larme pour les adieux de Jappeloup. Le petit cheval noir, champion olympique en titre, a tiré sa révérence à moins d'un an des Jeux de Barcelone, alors qu'il est revenu, de l'avis unanime, dans une forme éblouissante. Tout en ayant été « troublé » par cet état de fraîcheur, Pierre Durand maintient sa décision d'arrêter la carrière de son compagne. « Dans l'opinion », « Jap » a l'impression d'un champion invulnérable : je ne veux pas prendre le risque de le perdre. Je sais à quel point le public peut être cruel. » A seize ans, « Cyn noir » va donc rejoindre son pré de toujours, à Saint-Seurin-sur-l'Isle, en Gironde.

Tandis que son cheval fétiche recevait une ultime ovation sur le sable bleu du Champ-de-Mars, Pierre Durand faisait ses premiers pas dans une autre carrière - à hauts risques - celle d'organisateur. L'idée le taraude depuis longtemps : « Je partage la frustration

de tous les cavaliers qui trouvent que leur sport n'est pas médiatisé comme il devrait l'être. » Sixième fédération par ses effectifs, grande pourvoyeuse de médailles, l'équitation ne manque ni de pratiquants (environ un demi-million), ni de champions (les champions olympiques, du monde et d'Europe sont français). « Il nous manque des événements comparables à Roland-Garros ou au Tour de France », constate Pierre Durand.

Comme en formule 1

Longtemps seul à croire en Jappeloup, cheval mal né, mal façonné et d'un caractère de cochon, Pierre Durand fait aujourd'hui le pari de sortir son sport de sa confidentialité un peu ébrie, grâce à un nouveau concept, dense et spectaculaire, qui comble l'attente du public et répond aux exigences des médias. Fini le sportif chapelet des concurrents : à Paris, le nombre des participants a été limité à vingt-cinq, triés sur le volet en fonction de leurs performances de la saison. Chaque épreuve n'a pas excédé une heure. « Personne n'avait encore osé le faire », précise Pierre Durand. Cet élitisme est pourtant indispensable à des retransmissions télévisées intégrales. Pour l'occasion, on a fait appel au savoir-faire de Canal Plus afin de « montrer des images valorisantes ».

Pour assumer le risque d'un budget record de 10 millions de francs, le champion français a bénéficié de l'appui de IMG-McCormack, un groupe qui a déjà commercialisé des compétitions équestres à Rome, Stockholm et Genève, mais pour qui l'organisation du Masters était un test. « Notre volonté est de créer une nouvelle génération de jumpings », note Pierre Durand. « J'espère que le Masters aura un rôle incitatif auprès des organisateurs ». IMG-McCormack et lui-même rêvent d'un circuit de grands prix comme en tennis ou en formule 1. « Douze ou treize épreuves seulement, avec les vingt ou trente meilleurs cavaliers et un titre de champion du monde à la clé ».

Les promoteurs de cette formule veulent « simplifier » l'accès aux sports équestres tout en respectant les réglementations internationales. Leur idée se heurtera sans doute au conservatisme des dirigeants du sport équestre, tout comme, par exemple, Bernate Ecclestone et Jean-Marie Balestrero se sont affrontés avant de pactiser sur un tapis de dollars.

JEAN-JACQUES BOZONNET

## Les résultats

BASKET-BALL	
Championnat de France	
NATIONALE (A)	
(Quatrième tour aller)	
CR Lyon b. Mulhouse	82-72
Saint-Quentin b. Racing Paris	71-62
Pau-Orthez b. Vichy-Montluçon	82-80
Rennes b. Gravelines	81-73
Antibes b. Oyon	88-61
Montpellier b. Tours	90-84
Limoges b. Le Mans	99-81
Cholet b. Reims	85-69
Classement. - 1. Limoges et Cholet, 8 pts ; 2. Pau-Orthez, Antibes, CR Lyon et Rennes, 7...	
FOOTBALL	
Championnat de France	
PREMIÈRE DIVISION	
(Deuxième journée)	
Caen b. Monaco	1-0
Auxerre et Marseille	1-1
Sochaux b. Nantes	3-1
Nîmes b. Lyon	2-1
Toulouse et Le Havre	0-0
Saint-Etienne b. Nancy	3-0
Lens et Montpellier	1-1
Caen b. Metz	2-1
Rennes et Paris-SG	0-0
Lille b. Toulon	2-1
Classement. - 1. Monaco, 19 pts ; 2. Marseille, 18 ; 3. Paris-SG, 17 ; 4. Nantes, 15 ; 5. Lille, 14 ; 6. Metz, Caen, Le Havre et Nîmes, 13 ; 10. Auxerre, Lens et Montpellier, 12 ; 13. Cannes, 11 ; 14. Saint-Etienne et Toulouse, 10 ; 15. Lyon et Sochaux, 9 ; 16. Toulon, 8 ; 17. Rennes, 7 ; 20. Nancy, 5.	
DEUXIÈME DIVISION	
(Deuxième journée)	
Groupe A	
Angers b. La Roche-sur-Yon	2-0
Rennes et Bourges	1-1
Le Mans b. Guingamp	2-1
Beauvais b. Tours	3-0
Sedan b. Amiens	2-1
Orléans et Valenciennes	0-0
Groupe B	
Strasbourg b. Annecy	2-1
Epinal b. Guingamp	3-1
Laval b. Rodez	1-0
Nice et Saint-Quentin	0-0
Ajaccio et Saint-Saurin	1-1
Châteauroux b. AAS	2-1
Perpignan b. Martigues	3-1
Bordeaux b. Mulhouse	3-1
Bastia b. Grenoble	2-0
Classement. - 1. Strasbourg, 21 pts ; 2. Bordeaux, 20 ; 3. Istres, 19 ; 4. Perpignan, 18 ; 5. Bastia et Rodez, 14...	
MOTOCYCLISME	
Championnat du monde de vitesse	
Grand Prix de Malaisie	
à Kuala Lumpur	
L'Américain John Kocinski, vingt-trois ans, a remporté sur Yamaha sa première victoire en Grand Prix mondial (cylindrée 500 centimètres cubes), dimanche 29 septembre, à Kuala Lumpur (Malaisie), à l'occasion de la dernière épreuve du championnat du monde de vitesse. En l'absence de l'Américain Wayne Rainey, blessé quelques jours plus tôt mais assuré du titre mondial, Kocinski s'est imposé devant les Australiens Wayne Gardner et Michael Doohan (Honda). En 250 et 125 centimètres cubes, cet ultime Grand Prix n'a fait qu'officialiser des titres déjà acquis. En 250 centimètres cubes, l'Italien Luca Cadavara (Honda) a confirmé son titre en prenant la première place devant l'Espagnol Carlos Cardús (Honda), tandis qu'en 125 centimètres cubes, le Japonais Kazuo Sakata (Honda) aura, pour son titre, prouvé la deuxième place derrière l'Italien Loris Capirossi (Honda).	

LE SYMBOLE DU NAUTISME MONDIAL EST À GÈNES

**31<sup>e</sup> SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL**

21<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DES EQUIPEMENTS SOUS-MARINS

GÈNES 10-20 OCTOBRE 1991

Tous les jours de 8 h 30 à 18 h 30

Servicio de navette de l'aéroport au quartier de la Foire

Servicio de renseignements Modart computer

هنا من الأصيل



# CULTURE

## MUSIQUES

### Miles Davis l'éternel retour

Suite de la première page.

D'après grands que lui, plus grands peut-être. Charlie Parker, Monk, Rollins, Coltrane, avec lesquels il a d'ailleurs joué, bien sûr en concert. Aucun qui ait tenu si longtemps et pour tant de monde à la fois le rôle impérial du musicien de jazz. Qu'il ait été l'un des créateurs les plus étendus de la musique noire, dans tous les ordres - légendaire, musical, innovateur, clownesque, mythologique, farouche, - et qu'il l'ait été à ce point, confond. Charlie Parker, qui l'avait engagé à dix-neuf ans, disait : « Je lui ai tout appris, tout, même la folie ».

Miles Davis était le fils d'un dentiste de Saint-Louis, Missouri. Il était né à Alton, dans l'Illinois, le 26 mai 1926. Le docteur Davis n'avait pu devenir musicien. Son propre père, né six ans après l'émancipation, n'y voyait qu'une carrière de peu de perspective pour un Noir. Dans la famille, on ne s'indignait pas facilement. Miles est resté marqué, avec une arrogance joyeuse, hargneuse, toute sa vie. A un douanier allemand qui lui demandait son passeport, il a désigné sa poche : « Prenez-le vous-même, nous avons gagné la guerre... ». Il jouait de dos. Le public adorait cela. Mais c'était en fait pour mieux rester au contact de ses musiciens, les batteurs surtout, et pour maintenir intact le tempo. A l'occasion de son treizième anniversaire, le docteur Davis lui avait offert une trompette.

#### La rencontre de sa vie

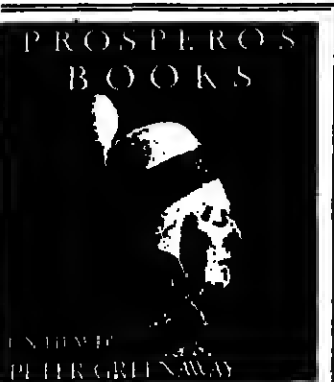
Miles, qui venait plutôt d'un quartier convenable de Saint-Louis et d'un milieu aisé, a commencé illico de se taper, d'employer un argot très acrobatique et de lever les filles. Toutes les filles - enfin, le plus possible! En 1941, à quinze ans, on le voit chez Eddie Raskin, le meilleur orchestre de la ville. Son professeur, un ex-trompettiste d'Andy Kirk, Elwood Buchanan, le tirait vers la vélocité, la légèreté, mais pas le vibrato, surtout pas le vibrato : « Joue droit, sans vibrato. De toute façon, tu ne liras comme tout le monde et tu auras la trompette. Alors le vibrato viendra bien assez vite. Et tout seul ».

En 1944, lorsque Billy Eckstine passe par Saint-Louis, Miles fait la rencontre de sa vie : Charlie Parker. Son père l'envoie prudemment à New-York à l'académie Julliard. Miles s'y inscrit et suit en douceur, mais avec assiduité, les cours de la 52<sup>e</sup> Rue. Au programme, trottoirs, clubs, bohème, excès en tous genres.

#### Discographie

Miles Davis est apparu sur plus de 200 enregistrements au cours d'une carrière entamée en 1945, selon son autobiographie, « Miles », rédigée en 1989.

- « Billie's Bounce », 1945
- « Birth of the Cool », 1949
- « Walkin' » - Miles Davis All Stars, 1954
- « Miles Ahead », 1957
- « Ascenseur pour l'échafaud », (la musique du film de Louis Malle) 1957
- « Porgy and Bess », 1958
- « Kind of Blue », 1959
- « Sketches of Spain », 1959-1960
- « Sorcerer », 1962
- « Seven Steps to Heaven », 1963
- « My Funny Valentine », 1964
- « Miles Smiles », 1966
- « In a Silent Way », 1969
- « Bitches Brew », 1969
- « The Man With The Horn », 1980
- « Tutu », 1988
- « Antilles », 1988.



génie de l'invention, science musicale à vif, rires et débâche. L'académie passe à l'as.

A l'automne 1945, Miles enregistre avec Parker, puis entre, en 1947, dans son célèbre quintette avec Max Roach. Le sommet de l'époque. Un tournant de la modernité!

#### Naissance du cool

Peu de temps après, Gil Evans, Gerry Mulligan et Johnny Carisi lui proposent un pacte étrange : constituer un nonette de cuivres (avec Lee Konitz). Le résultat est bouleversant, aujourd'hui encore, comme un rêve chaviré de l'époque, taillé à sa mesure. Personne n'aurait osé imaginer : l'effet, à peu près, qu'aurait produit les quatuors de Beethoven s'ils avaient été composés par un proche de Vermeer et de Jesse Owens. La musique la plus suave, la plus dédoublée, une paix retrouvée, détrempée du désir, s'y répand comme dans un rêve. Capitol, une petite marque, produit trois séances (1949, 1950) et quatre 78 tours. C'est *Birth of the Cool*! Toute une éthique! Toute une époque. Le groupe assure deux semaines au Royal Roost. Le succès, malgré l'absence, est relatif. Gil Evans est en malade sans le savoir, hospitalisé. Miles disparaît.

Il fonde ensuite un big band avec Tadd Dameron. Nouvelle pléiade : Zoot Sims, Johnny Mandel, Kai Winding. Nouveau demi-siècle. Nouveau trio. En 1954, Miles émerge pour une « séance » avec Milt Jackson, Thelonious Monk, Percy Heath et Kenny Clarke. Le trompettiste lunaire et le pianiste onirique manquent, une nuit de Noël, en venir aux mains. On l'entend dans le disque. Le désir de se taper pent-être... *The Man I Love* et *Bag's Groove* restent indéchiffrables. Un élan sublime qui s'adresse aux étoiles. L'indifférence, elle, en dépit de la ferveur des proches et des partisans, est presque totale.

#### Un quintette de rêve

Et le public - sait-on pourquoi? - « redécouvre » Miles à Newport en 1955. *Come back*, glapit la presse. Miles en profite pour former un des monuments de l'histoire du jazz : son quintette avec John Coltrane, Rod Garland, Paul Chambers et Philly Joe Jones. En quelques arrangements expéditifs en temps réel comme quand on s'aime - il faudrait aujourd'hui des centaines d'heures et des machines extraordinaires : à l'époque il suffisait d'avoir un peu de musique en soi, - le groupe touche à nouveau au sublime. En marchant comme on danse. Comme dit Miles : « Vous savez, ce n'est pas la peine de faire des tas de notes. Il suffit de jouer les plus belles ».

En 1957, à Paris qui lui fait fête (Sartre, Vian, Juliette Gréco, Jeanne Moreau...), en compagnie d'un autre dandy adolescent, Barney Wilson, de René Urtreger, de Pierre Michelot et de Kenny Clarke, Miles improvise rêveusement sur images la musique directe d'*Ascenseur pour l'échafaud*. Le reste est à l'avenant. Il lance tous les musiciens qui ont un nom aujourd'hui : Chick Corea, John McLaughlin, Herbie Hancock, Wayne Shorter... Il en change comme un séducteur de conquêtes. « *SM* : une chose que je ne supporte pas, c'est que ma propre musique s'annule... » Au moment du choc en le dit irrésistible. Il descend à l'improviste dans les clubs pour écouter un type dont on lui a parlé. Au Chat-qui-pêche, en plein Quartier latin, il met la main sur l'épaulé d'un jeune pianiste qui joue la tous les soirs.

#### Nouvelle disparition

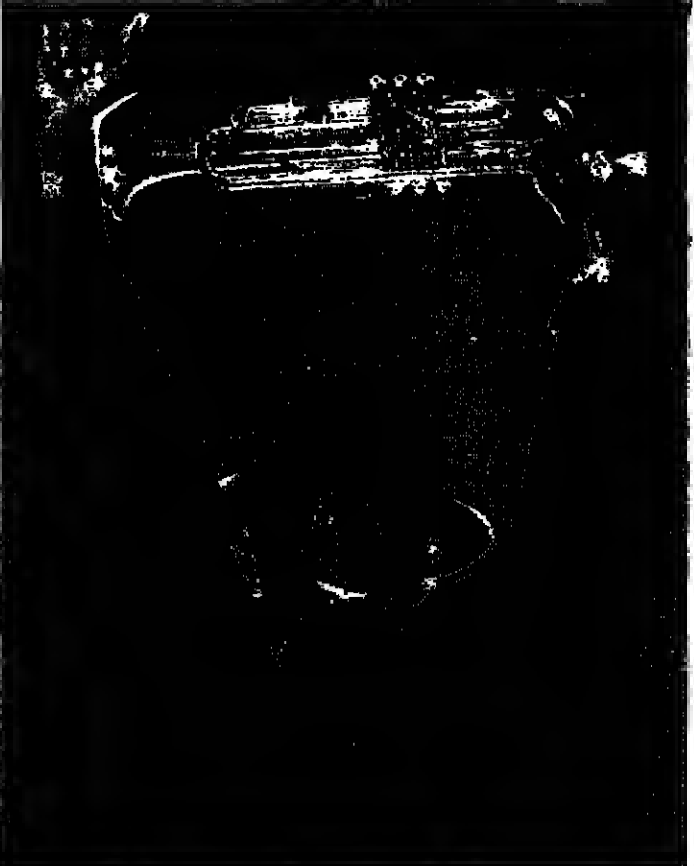
Ce n'est pas encore Keith Jarrett. C'est maintenant Keith Jarrett. Ses partisans, il les recrute et il les transforme. Il les rend à eux-mêmes. A Montreux, quinze ans plus tard, il se moque de Keith avec des bourrades de boxer. Il a toujours pratiqué la boxe, pour se défendre, pour attaquer ou pour frimer : « *Hi, Keith, quel effet ça fait d'être un génie?* »

Le Pierre Boulez assaillant ses concerts. - Souffrant, Pierre Boulez est contraint d'annuler sa participation aux concerts qu'il devait diriger aux mois d'octobre et de novembre. Le jeune chef d'orchestre Esa-Pekka Salonen le remplacera à la tête de l'Ensemble instrumental et de l'Orchestre Philharmonia, les 14 et 15 octobre, au Théâtre du Châtelet, à Paris.

Dans les années 70, il reste en marge du free jazz, mais tout le monde du free songe à lui et il le sait. Il se tourne vers le rêve du rock, des musiques indiennes, en tire des mélanges auxquels ils auraient dû, en bonne logique, être inaptes. Cela donne *Bitches Brew*. Et cela fait date. Ses notes se raréfient. Plus belles encore, plus tendues, poignantes, et brusquement cassées d'un accord de synthétiseur qu'il plaque tout en soufflant. En scène, il a une dégaîne sans âge, sans style, sans scrupules, théâtrale, libre jusqu'à la désinvolture. Et il disparaît en 1975.

Poursuivi? Ce n'aurait pas été la première fois. Des trauas l'avaient bien revivifié en 1969 dans sa

obé. Pas un musicien à le trouver, quelles que soient ses faiblesses et ses ruses, hors de course ou de propos. Il continue de frapper comme un sorcier, comme un homme de mille ans, comme un enfant. Il invente une nouvelle pléiade de musiciens modernes : Marcus Miller, Mike Stern, John Scofield, Mino Cinelu, Bill Evans, Bob Berg, Kenny Garrett. Il enregistre avec Prince. Le seul fait d'avoir joué avec lui assure une carrière, comme s'il représentait à lui seul on ne sait quelle université vivante. On le voit à Paris, à Donosti Saint-Sébastien, à New-York, à Turin, à Berlin, à Montréal, à Vienne, à Montreux, à



Miles Davis, New-York, 1983.

Ferrari. Pourquoi? Lui seul (et eux sans doute) le savaient. « Un mari jaloux? On l'a dit. Mais ils étaient si nombreux! La Mafia? Le cancer? Personne n'a su. Les bruits couraient. Un après-midi d'été, Mick Jagger lui rend visite sans s'être annoncé. Miles lui donne la porte au nez en l'insultant pour le sang-ne. Il revient en murmurant de sa voix de caverne : « *C'est dommage, j'aurais bien aimé jouer avec ce type.* » Il fait des maquettes de disques avec son neveu, le fils de sa sœur, un punk. Les journalistes cherchent désespérément à le rencontrer. Le n'écrit pas à la règle. Nous sommes en juillet 1978. Howard Johnson, qui m'aberge, éclate de rire : « *Qu'est-ce que vous avez tous à courir après Miles? Laissez tomber, Miles c'est le diable.* »

Il est revenu en 1981. Il a étonné le monde entier. La moyenne d'âge de son public en chute libre. Il multiplie les tournées, se plait en Europe, se rapproche avec une sorte d'ironie affectueuse des musiciens, de plus en plus jeunes, qu'il choisit, et de ceux qui viennent le voir, l'entendre ou le rêver. La vieille garde des fidèles s'agace et puis

Nice, à Antibes, à Paris de nouveau, plusieurs fois par saison, autant qu'on peut, comme pour ne plus en manquer une note... Nulle déception, rien que des différences, des accidents et de subtiles splendeurs semblables au jeu des astres.

Chez lui, à New-York, le 5 juin dernier, au cours de son dernier long entretien publié (*Le Monde* du 20 juin 1991), il dit qu'il n'a plus d'estomac, qu'il n'arrive plus à prendre du poids, qu'il aimerait mieux mourir en toussant à New-York que vivre bien en Californie, qu'il ne pense jamais à la mort. Il joue tout l'été. Il accepte l'impensable comme s'il présentait : des reconstitutions historiques (*Halle the Jazz à la Villette*), des réinterprétations des arrangements de Gil Evans dirigés par Quincy Jones à Montreux, une tournée épuisante... Et il vient de disparaître à nouveau : mais, cette fois, il semble que ce soit pour de bon. Encore que...

FRANCIS MARMADE

## CINÉMA

### Temps perdu

Un film pompier à la gloire des soldats du feu et un film-sachet en l'honneur d'un ancien rituel nippon

**BACKDRAFT**  
de Ron Howard  
**LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ**  
de Kai Kunai

Lorsque, pendant le prologue, le papa pompier périt héroïquement sous les yeux de son fils qui ramasse le casque paternel en pleurant, on est prévenu : ce sera simpliste, spectaculaire et sentimental, avec beaucoup de ralentis et de la musique « lyrique ».

Parvenu à l'état de fringant jeune homme légèrement écorché, le garçon devient, bien sûr, pompier à son tour, sous les ordres de son grand frère auquel l'oppose une vieille rivalité. A grand renfort d'embrasements tonitruants, de murs de flammes - très jolis sur écran large - et d'explosions diverses, le film marchera à l'insupportable combustible de la réconciliation familiale, avec Gédéon en grand brûlé de service.

Pourtant suffisamment de petits garçons (et de petites filles) ont rêvé d'être pompier quand ils seront grands pour admettre qu'il y a une part mythique dans cette fonction, qui n'a guère en les honneurs du cinéma. Le feu est d'évidence un personnage formidable. Et il y avait certainement beaucoup à montrer du vrai travail que représente l'extinction d'un incendie. Au lieu de quoi Ron Howard suppose nécessaire une intrigue policière sur laquelle Robert De Niro ex-pompier-détective promène ses mimiques débâchées. Il y a de quoi. Et, au lieu de prendre le feu pour ce qu'il est (matériellement et dans l'imaginaire), le réalisateur s'acharne à en faire une sorte d'*Alien* stéréotypé.

Un film idiot n'est pas nécessairement un film raté, do motos quant au but principal pour lequel il a été tourné, gagner de l'argent : en seize semaines d'exploitation aux Etats-Unis, il totalisait 75 millions de dollars de recettes.

Rien de commun, en apparence, avec le film japonais *La Mort d'un maître de thé*, sorti le même jour, son affiche austère et ses bien moindres ambitions commerciales. Il évoque la mémoire du plus grand praticien de cet art, Senno Rikyu, qui se suicida en 1591 sur ordre de son suzerain jaloux de son prestige. Nul besoin d'être orientaliste averti pour constater, dès le générique, que la mise en scène sera en parfaite contradiction avec le mode de vie et de pensée qu'elle prétend honorer.

Dans les premières minutes, un sublime jardin zen est ainsi mis à mal à coups de montage saccadé et de panoramiques. Le récit, émaillé entre les témoignages de plusieurs témoins de la vie du maître - autour de la figure de son fidèle disciple, - alterne les cartes postales jolies dignes des publicités de la JAL, des effets spéciaux insistants, des reconstitutions en costumes léchés comme des présentations de mode et des scènes d'action qu'on prendrait pour des chutes de *Kagemusha*.

Surtout, alors qu'il évoque un rituel où la maîtrise de soi et la contemplation sont essentielles, Kunai multiplie les cadres (souvent maledroits) et semble finir avec terreur cette durée sans laquelle les splendides qu'il filme (accessoires et demeures sont de toute beauté) n'ont aucun sens. Le hénicrisme des poses, en particulier celles de Toshio Mifune en dernier grand maître d'un art qui a perdu sa parure originelle, est sans cesse contredit par le montage.

Par crainte ou mépris du temps (et bien loin de la prose d'Inoue, dont le film est adapté), cette fable sur la résistance des sages aux hasards semble ainsi gâchée par l'effet clip. Cette ode à la rébellion et à l'affirmation de soi contre un ordre totalitaire courbe la tête devant l'esthétique dominante. Cela donne à l'infusion un goût amer.

JEAN-MICHEL FRODON

## EXPOSITIONS

### Le royaume de Chypre au Quartier latin

Une exposition retrace l'histoire d'un Etat franc oublié

**LA FRANCE AUX PORTES DE L'ORIENT**  
à la mairie du cinquième arrondissement

Qui se souvient encore que Chypre, « l'île au large » selon Homère, a été le plus durable et le plus prospère des Etats latins de la Méditerranée orientale? Pourtant, à la fin du onzième siècle, un royaume de Chypre va naître. Conséquence des Croisades, il se maintiendra pendant trois cents

ans. A sa tête, une famille originaire du Poitou : les Lusignan. Ces princes d'origine française, repartis de Jérusalem et de Saint-Jean d'Acre ont fait de Nicosie, leur capitale, « l'égalée par la richesse, d'Alexandrie et de Constantinople ». Alimentés par un commerce prospère, le luxe et la richesse de la noblesse chypriote étonneront les cours d'Europe.

Amours, intrigues et combats tissent la saga de cette dynastie : lutte incessante contre l'Islam, menaces de Gènes et de Venise qui convoitent l'île, passage commercial obligé entre l'Occident et l'Orient. Nos manuels scolaires sont muets sur cette chanson de geste dont les auteurs sont des chevaliers originaires de nos provinces et qui, chassés de la Terre Sainte par la reconquête arabe, trouveront refuge sur cette terre grecque. De 1191 à 1489, quatorze Lusignan se sont succédés sur le trône de Nicosie avant que l'ultime reine de Chypre, la Vénitienne Catherine Cornaro, veuve de Jacques II, n'abdique en faveur de la Sérénissime.

Le résultat de cette présence française est toujours visible à Chypre. Deux cathédrales gothiques, coiffées aujourd'hui de minarets, et une abbaye se trouvent depuis 1974 en zone turque. Les monuments médiévaux les mieux conservés sont la tour-donjon des hospitaliers à Kolossi et la chapelle Saint-Catherine de Pyrga dont la reconstruction constitue le cœur de l'exposition au musée de pierres tombales, bijoux, épées, livres précieux, coffres, vaisselles et bas-reliefs.

Le visiteur découvrira également des laines rarement exposées hors de Chypre. Ces Vierges à l'enfant, du douzième et du treizième siècle, rappellent que si les Lusignan imposèrent dans l'île l'Eglise catholique, la population d'origine grecque resta, dans son ensemble fidèle à l'orthodoxie et en contact étroit avec le monde byzantin.

JEAN PERRIN

► Une exposition du Danois Per Morten Abrahamsen retrace l'histoire des Plaques tournantes depuis 1888, à la FNAC-Maison rouge, jusqu'au 5 octobre.

► Mairie du cinquième arrondissement, 21, place du Panthéon, 75005 Paris. Jusqu'au dimanche 3 novembre.

## DANSE

### A côté de la plaque

Seule présence de la danse à Musica 91  
la chorégraphie in situ de Mark Tompkins laisse insatisfait

**STRASBOURG**  
de notre envoyé spécial

La septième des Plaques tournantes de Mark Tompkins, intitulée *Mythologie VII, States of Mind* (Etats d'esprit), n'a pas mis dans le mille, il s'en faut. Dommage, car l'idée de cet Américain, à la fois costard et raffiné, vivant en France depuis 1975, est très séduisante : il s'agit pour lui de réaliser des chorégraphies-rencontres, qu'il appelle « plaques tournantes ». Ces rencontres entre le noyau fixe et itinérant de sa compagnie, et des danseurs et des artistes qui travaillent dans des capitales européennes (symboles de mouvement) et que Tompkins a élus pour tenter son expérience d'échanges multimédias : danse, vidéo, arts plastiques, musique.

Après Groningue, Arles (en 1990), Marseille, Copenhague, Berlin, Strasbourg, dans le cadre de Musica 91, coproduisant *Mythologie VII, States of Mind*, en collaboration avec Jacques Gournau (du théâtre du Mailloin) et la compa-

gnie elle-même. Coût de l'opération : 400 000 francs environ, dont 100 000 francs de Musica.

Le lieu à investir - le Palais des Fêtes, décor parfait pour un remake du *Bal d'Ettori Scola* - la riche passé de Strasbourg, capitale provinciale de l'Europe, ont inspiré à Mark Tompkins une pièce qui s'ouvre sur une surprise-party, très joliment mise en scène en arrière-plan. Chaque participant va, peu à peu, quitter la fête pour venir exprimer devant le public ce qu'il est, au-delà des apparences du divertissement.

Cris, pleurs, solitude, violence, tous les clichés d'une vie d'homme, à la fin du vingtième siècle sont déclinés en des morceaux de danse très convenus dans la gestuelle et l'invention. Beaucoup de gestulations, peu de chorégraphie, peu de sens. Plutôt qu'*Etats d'esprit* qui implique un niveau de conscience et d'inconscience, une disposition mentale, bonne ou mauvaise, envers le monde et les gens, il serait plus juste de parler, ici, d'états d'âme, avec la logorrhée qu'engendre, par-

fois, la dépression. Seule, Sasha Waltz, Berlinoise, ne fait rien d'approximatif : tout ce qu'elle entreprend est remarquable, qu'elle avance en se cognant la tête contre les murs, qu'elle minaud en star du muet. Les interventions du groupe rock Danois, Cyklon anti-Cyklon, ont, elles aussi, un tempo bien ajusté aux actions. Leur musique ne vampirise pas le spectacle, comme trop souvent le rock joué live avec la danse.

Il est clair que dans cette entreprise chaque chorégraphe invité est responsable de son propre rôle. La scénographie de Mark Tompkins, non dénuée d'humour et d'images visuelles, sauve le spectacle de sa vacuité et de son ambiance post-années 60 (les costumes surtout) dont on est déjà saturé.

DOMINIQUE FRÉTARD

**LION D'ARGENT**  
**VENISE 1991**

ROBIN WILLIAMS      JEFF BRIDGES

**FISHER KING**  
**ROI-PECHEUR**

"Une formidable histoire d'amour et d'amitié signée Terry Gilliam. Puissant et émouvant."

TRI-STAR FILMS PRÉSENTE UNE PRODUCTION HILL/OBST  
UN FILM DE TERRY GILLIAM AVEC ROBIN WILLIAMS  
JEFF BRIDGES "FISHER KING LE ROI-PECHEUR" (THE FISHER KING)  
AVEC AMANDA PLUMMER ET MERCEDES RUEHL  
MUSIQUE DE GEORGE FENTON COSTUMEUR LESLEY WALKER MONTAGE MEL BOURNE  
MONTAGE SONORE ROGER PRATT, B.S.C. MONTAGE VISUEL RICHARD L. GRAVENESE  
PRODUCTION DE DEBRA HILL ET LYNDY OBST RÉALISATION TERRY GILLIAM

**LE 2 OCTOBRE**

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements : 46-62-74-43

## NIKOLAUS HARNONCOURT: Le pionnier récompensé

INCONTOURNABLE. Depuis près de quarante ans, Nikolaus Harnoncourt donne la au nouveau monde de la musique baroque. Mais le pionnier refuse la paternité de tous les dogmatismes. Un entretien.

LÉGENDAIRE. Compositeur visionnaire et chef d'orchestre éclectique, Bruno Maderna, dix-huit ans après sa disparition, sort du purgatoire. Le Festival d'automne rend hommage à ce maître de l'avant-garde.

INESPÉRÉ. Cantatrice et tragédienne, digne héritière de Maria Callas, Renata Scottu nous offre une éblouissante leçon de musique. Au programme : l'opéra italien, de Gluck à Puccini.

Et aussi : Georges Pludermacher enregistre Mozart ; le retour des *Misérables* ; les révoltes de Léo Ferré ; l'édition musicale ; les musées de la saison 1991-1992 ; les disques ; les livres ; les petites annonces, etc.



**Le Monde de la Musique**  
30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

## CULTURE

### CINÉMA

## Vendre pour vivre

Au treizième Festival de Biarritz, les films latino-américains posent la question de leur survie

### BIARRITZ

de notre envoyée spéciale

Dédié aux cinémas ibériques et latino-américains, le 13<sup>e</sup> Festival de Biarritz, qui s'est tenu du 23 au 26 septembre, se devait de préparer, en beauté 1992, l'année Christophe Colomb. L'état de l'économie en Amérique latine lui a rendu la tâche difficile : pas d'argent, moins de films, et un certain désarroi chez les cinéastes, qui semblent errer en quête d'un miracle. Des accords de coproduction entre les pays du continent sont en cours de négociation. Bien que, à l'exception du Brésil, tous parlent sensiblement la même langue, et même si, chez la plupart, le cinéma est considéré comme une industrie, chacun demeure jaloux de son identité culturelle.

Au Mexique, la situation matérielle s'est améliorée. Le festival a pu programmer trois films, dont le *Danzon* de María Novaro, présenté à Cannes par la Quinzaine des réalisateurs et qui fait un succès dans son pays. L'histoire tend d'une femme dont le seul plaisir est le moment où elle va retrouver son partenaire de « danzon », sorte de meurtre grave et érotique, qui évoque une belle époque d'élégance, de raffinement des mœurs, de galanterie. Une dernière pour faire oublier la médiocrité quotidienne. Un jour, elle ne retrouve pas son partenaire, part à sa recherche, rencontre des gens bizarres, rencontre une autre vie. La Vénézuélienne Marilía Vera

avec *Senora Bolero* tente, elle aussi, d'utiliser une musique populaire, qui chante la passion et le malheur. Mais une chanson dure trois minutes. Maîtriser le mélo sur cent une minutes représente un exercice autrement difficile.

*Danzon* est un film simple et sensible, tout le contraire des autres productions mexicaines, *Cadena de Voz* de Nicolas Echegaray, et *Retorno a Aztlán* de Juan Mora Catlett, qui tous deux explorent et exploitent l'histoire. Pour le premier, dans le genre grand opéra grandiloquent, c'est l'enfer des colonisateurs arrivant dans des paysages inconnus, dans des climats hostiles, à travers les aventures d'un trésorier du roi d'Espagne, devenu esclave d'un sorcier indien qui lui enseigne l'art de la guérison.

### L'Histoire ou la petite histoire ?

Le second a pour ambition de reconstituer la vie des Aztèques au XV<sup>e</sup> siècle, juste avant l'invasion (des Blancs), y compris leur langue, leurs coutumes, leurs moeurs, leurs maillages rituels et d'une façon générale leurs rites, leurs attitudes, minutieusement copiés sur les dessins retrouvés, ce qui fige les acteurs dans de nobles postures. Ils profèrent de grandes phrases sur un ton de poème héroïque. De temps en temps, un homme nu se jette dans un bûcher. L'histoire est celle d'un voyage (initiatique) pour trouver la sagesse qui fera tomber la pluie. Ciel, laiteux, couchers de soleil,

contre-jours, terres craquelées, un rocher par-ci par-là, le film est censé dire avec un minimum de moyens la grandeur d'une civilisation dans un vaste monde aride, et rassemble bon nombre de pièges qui attendent les candidats au marché de l'exportation. Les autres pièges, en les rencontrant dans les *Mers du Sud* du Catalan Manuel Esteban Marquilles, d'après un polar de Montalban. Mais le privé gourmet des romans — dont l'intérêt tient aux recettes de cuisine collectées au long des enquêtes — paraît ici bien fatigué, et le film ressemble à un pastiche raté de la série *Mike Hammer*. Quelques scènes érotico-soft ne parviennent sans doute pas à convaincre les acheteurs.

Pour vivre, le cinéma doit se vendre, mais vendre quoi ? Du grand spectacle et de la distraction, répondent les Hollywoodiens. Comme ils sont dans ces domaines imbattables, il faut bien trouver autre chose. Ses problèmes nationaux ? *La Ultima Siembra*, film démonstratif argentin-espagnol de Miguel Pereira, parfait comme point de départ d'un débat télévisé, décrit la décadence du monde paternaliste des grands propriétaires, avec les gauchistes machos, les domestiques dévoués, l'indien, encore à moitié esclave, mais habile et courageux, le fils qui a fait ses études aux États-Unis et se fait blouser par ses copains yankees — on est toujours le pion de quelqu'un.

Vendre de l'histoire ou une petite histoire ? *Confession* à

Laura de Jaime Osorio Gomez, version colombienne d'*Une journée particulière* sur fond d'émeute à Bogota, est charmant, un peu brut. Vendre du classique ou de l'insolite ? Les Portugais ont choisi la seconde solution, avec le *Sang* de Pedro Costa, histoire de deux adolescents et d'un père qui meurt. Les photos, en noir et blanc, sont magnifiques, en quelque sorte le film aussi, mais tellement elliptique, érotique qu'on ne peut s'accrocher à rien.

Avec *la Mort du prince* tourné et interprété par María de Medeiros, d'après la mise en scène théâtrale de Luis Miguel Cerna, qui reprend également son rôle, on peut s'accrocher aux images parce que, dans leur sophistication, elles collent à la poésie de Pessoa. Et María de Medeiros est décidément une grande comédienne. Mais naturellement, il ne s'agit pas d'un film de masse.

Alors pourquoi pas *El Rey Pasado* (le Roi ébahi) d'Imanol Uribe, conte libertin espagnol qui mêle le protocole corseté de la cour, l'inquisition, le voyeurisme, un humour sacrilège plus pincesans-rire que vraiment burlesque, et qui réunit une distribution époustouflante menée par Fernando Fernán Gómez en grand inquisiteur épique. Espérons avoir l'occasion d'en regarder. Ce serait pire que dommage et ce film drôle, beau et bien fait, juste espagnol ce qu'il faut, ne trouvait pas de distributeur.

COLETTE GODARD

### THÉÂTRE

## « Vienne pourra valser... »

Francis Huster a écrit, mis en scène et interprété une pièce bâtie sur la vie de Mahler

### PUTZI

ou Théâtre Antoine

« Yaine musique de brasserie, à l'instrumentation pompeuse de petit bourgeois juif. Superficielle, sentimentale. La convulsion et l'impulsion d'un gigantisme faux qui se résout dans les arguments banals d'une sentimentalité de routine. » C'est Gustav Mahler qui définit sa musique. Du moins sous la plume de Francis Huster.

Huster imagine un Mahler tenant un discours d'adieu à ses musiciens de l'orchestre de l'Opéra impérial de Vienne, le jour de sa dernière représentation. Mahler n'y est tendu pour personne. Et pas pour lui-même.

C'est par une cascade de croisements que Gustav Mahler entre dans la vie de Francis Huster. Une : Huster post-synchronise l'acteur Robert Powell dans le film de Ken Russell. « J'ai été très surpris, Russell avait volontairement tenu dans l'ombre tout ce qui semblait le plus intéressant dans la vie de per-

sonnage. » Deux : rencontre à nouveau de l'actrice de l'Opéra de Vienne, de Vienne, de Vienne.

Trois : Huster interprète *Opaline* de Giraudoux, à la Comédie-Française, et le metteur en scène, Raymond Rouleau, diffuse, en baisse de ticket, l'adagio de la Cinquième Symphonie. « Cette musique m'avait véritablement interpellé. »

Pendant que se prolongent ses représentations de la Feste, de Camus, Huster prend la décision d'écrire et de jouer cinq pièces, dont chacune « sera construite autour d'un personnage-clé ». Le premier « héros » va être Gustav Mahler, et, par l'intermédiaire de Theodor Herzl, Huster va aborder le fait de l'assimilation des juifs.

### Cinq

#### « mouvements »

La pièce, que Francis Huster nomme *Putzi* — surnom de la fille de Mahler, Maria, qui ne vécut que trois années et demie — comprend cinq actes, ou, dit Huster, cinq « mouvements ».

Un : la réputation d'orchestre, à l'Opéra de Vienne. Très brillantes lamentations de Mahler sur sa musique, ses mérites, ses handicaps, le racisme des dirigeants.

Deux : pénible longue scène d'écriture et de jouer cinq pièces, dont chacune « sera construite autour d'un personnage-clé ». Le premier « héros » va être Gustav Mahler, et, par l'intermédiaire de Theodor Herzl, Huster va aborder le fait de l'assimilation des juifs.

Trois : dans une salle d'attente de

la gare de Leyde, en Hollande, où Mahler est d'un assistant de Freud (mais il a été déçu) ; Mahler retrouve Clémentine Wyzenbruck qu'il avait connue petite fille, elle était l'enfant d'une amie. « Comme juif et comme précurseur », dit Mahler, Freud a dû lui aussi souffrir atrocement de la jalousie de ses confrères viennois. » Puis Mahler pique une petite rage : « Me faire traverser l'Europe pour découvrir que j'ai jamais ma mère ! »

Quatre : intervention, dans cette même gare, d'un assistant de Herzl qui cascade d'intéresser Mahler à l'achat d'un territoire « pour ceux d'entre les juifs qui ne peuvent s'assimiler ailleurs ». Mahler refuse net : « Je ne peux pas empêcher les pogroms à moi tout seul ! (...) La terre promise ? Pas besoin de drapier : elle est beaucoup plus près. Ici, en nous-mêmes !... » Ainsi de suite : Mahler est assimilé, il a même quitté sa religion première afin d'obtenir sa direction à l'Opéra de Vienne, peu lui importe que l'envoyé de Herzl lui rappelle que son vrai prénom est « Shaltiel ».

Cinq : c'est la fin. Mahler a tout de suite senti que cette charmante jeune femme, Clémentine, est un prétexte à la mort. Il reprend le train. Il gènera l'Amérique. Huster, faisant écho à la brusquerie de Thomas Bernhard, lui a fait dire : « L'Opéra de Vienne est une porcherie ! » Il évoque « le cloaque viennois », et « Vienne érucant son algèbre et sa banalité ». « Vienne sans moi pourra valser tranquille. » Toute

l'emprise de cette soirée, *Putzi*, tient au jeu endiablé, déchaîné, de Francis Huster en Mahler.

Il a étudié de très près tous les signes appétissants de son grand homme : le tic de la jambe droite, le rictus des lèvres, l'ambigu du regard à la fois perçant et myope, la démarche fiévreuse, les costumes aussi, d'une élégance érudite mais étonnamment négligée. Composition hallucinée, Huster ne se relaxe pas une seconde, la salle ne le quitte pas des yeux, et les heures enchantées passent, d'un proverbe juif-russe, « comme l'eau sur les plumes d'un canard ».

Très étrange choix du metteur en scène en ce qui regarde l'interprétation et les costumes, coiffures, maquillages : Alma Mahler, qui n'était pas d'importer qui, devient une bourgeoise, abrutie de Labiche. Clémentine Wyzenbruck, à qui Huster fait pourtant dire de belles choses, semble une gourde (ces deux actrices, Alexandra Mercouroff et Christiana Reali, sont simplement victimes du maquillage et du costume, grotesques). Walter Gropius devient un comique troupier. Tout à l'avant. Et Francis Huster n'a pas volontairement fait le vide autour de lui, ce n'est pas du tout son caractère. Alors quoi ?

MICHEL COURNOT

► Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-76-58. De 50 F à 250 F.

**PROSPEROS BOOKS**

**Galerie Renée LAPORTE**  
(face au Musée Picasso)

**IRAZABAL**

Exposition du 20 septembre au 26 octobre 1991

6, rue du Bateau 06600 ANTIBES  
Tél. : 93-34-08-15.

**STOP SADDAM**  
اوقفوا صدام

UNE EXPOSITION SUR LES DESTRUCTIONS CAUSEES PAR UN SEUL HOMME

PALAIS DES CONGRES - LYON  
1<sup>er</sup> - 2<sup>e</sup> OCTOBRE  
11h - 12h30 - 14h - 17h30 - 19h30 - 21h30  
Entrée gratuite





## COMMUNICATION

Lancement d'un quotidien « décroché de l'actualité »

## Les chercheurs d'angles de « la Truffe »

Le projet de quotidien que préparait M. Jean Schalit depuis un an et demi et auquel est associé depuis son départ du Monde M. Antoine Griset devient réalité : lundi 30 septembre, 280 000 exemplaires de la Truffe ont été mis en vente au prix de 5 F. pour huit pages couleurs. Sans publicité, soutenu par ses lecteurs-actionnaires et désireux de traiter différemment l'information, ce nouveau quotidien vise une diffusion de 50 000 exemplaires, selon le vœu de ses fondateurs.

L'huissier est arrivé sous la pluie, vendredi 27 septembre dans la soirée, avant même la naissance officielle du journal. Il venait signifier une convocation pour lundi 30 septembre devant le juge des référés : l'Association française des myopathes souhaite en effet interdire la publication dans la Truffe d'une enquête mettant en cause la gestion des fonds récoltés grâce au Téléthon, déjà publiée la semaine dernière dans un des « numéros zéro » non diffusés.

« Une première ironie », James Sarazin, directeur de la rédaction, C'est la première fois qu'un journal est traité en justice pour un article non encore publié. Cette visite mise à part, pendant le week-end, quelques heures avant l'appareillage, le paquetot semblait paré. Une fausse manipulation informatique avait failli faire perdre les sept cents souscripteurs de la matinée de vendredi, mais on les avait retrouvés. M. Jean Schalit, le directeur de la publication, ne maîtrisait pas encore tout à fait l'accès aux dépêches de l'Agence France Presse disponibles sur son terminal, mais le quotidien, après tout, ne se veut-il pas pleinement « décroché de l'actualité » ?

Certains journalistes n'ont pas bien saisi la nécessité de respecter l'anonymat des informateurs qui le souhaitent, mais tout cela s'apprend. Et le scanner était enfin arrivé, qui permettait de suivre sur les fréquences pollières le

déroulement de la manifestation paysanne.

Résolument innovatrice dans son concept, la Truffe est d'abord un pari, imposé par des délais de fabrication liés à l'utilisation générale de la couleur et qui coïncident avec le seul quotidien fabriqué quasiment comme un hebdomadaire. Les trois-quarts des articles doivent être rendus l'avant-veille de leur publication. La conférence de rédaction du vendredi soir, par exemple, sera consacrée au menu du journal... du mardi suivant. Un handicap que le directeur-fondateur Jean Schalit assure pouvoir transformer en avantage. « Les gens ont vu les événements du jour à la télévision, ils en ont retenu du matin à la radio, ils n'ont pas envie de relire le même soupe dans leur journal. »

Sus au consensus donc. « Nous visons un public qui perçoit la presse nationale comme très partisane, prisonnière d'une certaine classe médiatico-politique », confirme Jean-François Lacan, directeur adjoint de la rédaction.

## Condamnée à l'originalité

Ainsi la manifestation des agriculteurs du dimanche 29 septembre, qui mobilisait neuf journalistes, ne devrait être traitée que mardi. Tout en s'affirmant confiants dans le concept, la plupart des membres de l'équipe n'en confesse pas moins une certaine appréhension devant la hardiesse de la démarche. La mésaventure rencontrée par le premier numéro — l'ouverture, samedi 28, d'une information judiciaire dans l'affaire des fausses factures marseillaises (le Monde daté 29-30 septembre) plaçant en porte-à-faux un des principaux articles du numéro inaugural — risquant en effet de se reproduire.

Pour gagner ce pari-là, la Truffe est donc condamnée à l'originalité. Et d'abord dans l'illustration, point fort sensible du quotidien. A la veille du premier numéro, le directeur de la photo se voyait sommé de trouver, pendant le week-end, des images des notables méditerranéens qui rallient Jean-Marie Le Pen mais aussi des

clichés de la villa présumée somptueuse d'un élu socialiste de l'Essonne, de grefions en plastique bio-dégradables, d'un donneur de sperme, etc.

Quant aux textes, ils doivent suivre. Ainsi, quand il propose un traitement, jugé banal, de la crise zébraise, un rédacteur en chef se voit-il prié d'affiner son « angle ». Per à peu, le sujet se précise : le maréchal Mobutu paierait de faux partis politiques pour mimer le jeu de la démocratie. « Ah, ça c'est la Truffe ! » s'exclame M. Jean Schalit. Le « papier » sera donc consacré à cet aspect-là, et à lui seul. Mais la faiblesse des effectifs — quarante-trois rédacteurs — et la relative jeunesse de l'équipe permettront-elles à chaque fois de trouver cet angle « très Truffe » ?

Jusqu'où cette obligation de scoop quotidien contraindra-t-elle le journal ? Bien que M. Schalit se défende de vouloir faire « un journal antiparlementaire », il est évident que les fausses factures, magouilles et turpitudes en tous genres seront au bout de la balayette d'un quotidien dont les deux parois spirituelles pourraient être l'inspecteur Gaudin et le juge Jean-Pierre. Une liberté de ton facilitée par l'indépendance du journal, intégralement financé par souscription et qui, à l'instar de son grand aîné hebdomadaire, le Conard enchaîné, n'aura pas recours à la publicité.

L'envie d'en découdre semble le principal ciment d'une équipe rédactionnelle plutôt hétéroclite : la Truffe a débouché aussi bien à l'humanité qu'au Quotidien de Paris, en passant par le Monde. La plupart des rédacteurs ne se connaissent pas avant les « vacances ». « Nous n'aurions pas eu, selon un an et demi, que le moment nous serait si favorable », explique Philippe Simeon, chef des reporters. La décomposition politique, sociale et ethnique actuelle est une conjonction magistrale pour lancer un journal. Une fin de règne, un bon terrain pour les truffiers en tout genre...

DANIEL SCHNEIDERMAN

## EN BREF

Accord sur la constitution d'une banque de communiqués des sociétés cotées en Bourse. — A l'initiative de la COB, un service télématique grand public destiné à assurer la diffusion des communiqués des sociétés cotées devrait être mis en place par l'intermédiaire de l'AFP. Les sociétés enverront les textes de leurs communiqués à l'opérateur technique, qui centralisera l'information et la mettra à disposition de tout éditeur télématique ayant signé un contrat de routage avec la COB. La banque de communiqués sera ainsi accessible sur Minut, sans commentaires ni retraitements, et pour des tarifs peu onéreux (sur le 36-15 ou le 36-16).

Lancement de la première chaîne de télévision internationale par satellite exclusivement en arabe. — MBC, première télévision internationale par satellite entièrement en langue arabe, a été lancée sur l'Europe et l'Afrique du Nord. Financée par des capitaux saoudiens et en partie par la publicité, elle a commencé à diffuser en clair six heures par jour sur le système PAL via le satellite Eutelsat 2 F1 en Europe et en Afrique du Nord, et devrait être prochainement diffusée au Moyen-Orient via le satellite Arabesat 1B. Avec un potentiel d'audience de 5 millions de téléspectateurs en Europe et de 100 millions dans les pays arabes, cette nouvelle chaîne veut consacrer une large place à l'information.

Rectificatif. — Parmi les personnalités participant au mensuel Sens magazine (le Monde daté 29-30 septembre), nous avons cité M. Théo Klein, qui fut président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) de 1983 à 1989, et non pasteur, comme nous l'avons indiqué par erreur.

DEMAIN VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES  
ET MÉDECINE

## Première station pirate en Hongrie

Radio-Tilos  
« samizdat de la démocratie »

BUDAPEST

de notre correspondant

Hier, ils étaient à l'avant-scène de l'opposition politique. Aujourd'hui, ils font figure de dinosaures. Les anciens dissidents hongrois ont symboliquement passé le flambeau à une nouvelle génération de « clandestins », mercredi 25 septembre à Budapest. Dans une petite salle enfumée d'un café attenant au centre-ville, le Glasnost Club, qui regroupait de nombreux opposants de l'époque communiste, a décerné le Prix du courage civique à des jeunes. Motif : ils ont lancé Radio-Tilos (Radio interdite), la première station pirate dans la Hongrie post-socialiste.

Radio-Tilos est discrètement apparue sur 95,5 FM à Budapest le 21 août dernier, rompant ainsi le monopole des fréquences en vigueur depuis l'été 1989. Après avoir timidement commencé avec une émission par semaine, ils émettent maintenant les lundis, mercredis et vendredis de 18 heures à 20 heures. Avec deux petits émetteurs d'une puissance totale de 100 Mhz, ils arrivent tout juste à couvrir la capitale. Comme pour les premières radios libres en France, il y a dix ans, Radio-Tilos bricole. Autre particularité : les pionniers hongrois de la libéralisation des ondes émettent, eux aussi, une radio résolument « communautaire et non commerciale ».

Laur crâneau : la musique et les minorités. « Mais pas les minorités ethniques, car tout le monde s'en occupe », souligne le vétéran de la radio, âgé de trente ans. Nous devons briser le silence autour des autres exclus : les drogués, les homosexuels, les sans-abri, etc. » Faute de moyens, 80 % des programmes sont exclusivement musicaux, mais, là encore,

Radio-Tilos se veut différente : l'accent est mis sur le jazz, le folk et les groupes traditionnels. Une seule règle : « Ne jamais couper un morceau avant sa fin ».

Ils sont une quinzaine à graviter autour de la radio et ont en moyenne vingt-cinq ans. La plupart se sont connus à l'université Eötvös-Lorand de Budapest pendant leurs études d'art ou de lettres. Pour tous, c'est leur première expérience radiophonique. Dans l'immédiat, ils improvisent et se débrouillent avec les moyens du bord. L'ensemble des programmes sont pré-enregistrés « pour faciliter la fuite en cas d'arrivée de la police ».

## Même à partir d'une voiture

Pour l'instant, ils n'ont pas encore été saisis. Mais chaque émission relève presque d'une opération commando : trouver un local d'accueil, repérer les lieux et préparer les plans d'émission. Ultime précaution : seule l'équipe des trois ou quatre personnes chargées de la diffusion connaît l'emplacement de l'émetteur. Pendant les premières semaines, ils ont même dû partir d'une voiture, interrompant l'émission tous les quarts d'heure pour changer de lieu.

Tant que le projet de loi du gouvernement sur le nouveau paysage audiovisuel ne reconnaîtra pas les radios communautaires, Radio-Tilos n'a pas l'intention de baisser les bras. En attendant, elle a déjà gagné ses lettres de noblesse. Un quotidien de Budapest lui a décerné le titre honorifique de « premier samizdat de la démocratie », en référence aux écrits clandestins de l'époque stalinienne.

YVES-MICHEL RIOLS

## Partez en Amérique avec les meilleurs.

Tous les hommes d'affaires rêvent de voyager aux U.S.A. sans encombre. Avec American Airlines et American Express, vous êtes sur la bonne voie.

Un service reconnu dans le monde entier vous comprendrez pourquoi à bord de nos vols transatlantiques, notre service international Flagship a été primé. Repas et vins délicieux y sont servis par un personnel attentif et chaleureux. Si vous choisissez de voyager en Première Classe ou en Classe Affaires, vous bénéficiez de nombreux avantages réservés aux V.I.P. L'extrême confort de nos fauteuils recouverts de cuir et de laine d'agneau est un exemple parmi d'autres.

Un service international 24 h sur 24 Acceptée quasiment partout dans le monde, votre carte

American Express est une compagne inestimable lors de vos voyages. En cas de perte ou de vol, une assistance permanente vous permettra de la remplacer en toute urgence sur un simple coup de fil. Où que vous soyez dans le monde, il y aura toujours un bureau American Express tout proche.



Un réseau de correspondances inégalé American Airlines assure 200 vols hebdomadaires au départ de l'Europe vers les États-Unis.

Mais qu'en est-il une fois arrivé aux U.S.A. ? Aucune autre compagnie aérienne ne dessert chaque jour autant de villes américaines. Grâce à un réseau de correspondances très important, American Airlines relie plus de 250 destinations en Amérique du Nord, au Canada, au Mexique, aux

Caralbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique. Partout où va American Airlines, la carte American Express sera la bienvenue. Elle est reconnue dans les meilleurs restaurants, les plus grands hôtels et magasins sur tout le territoire américain.



American : le N°1 du voyage Lors de votre prochain voyage d'affaires, choisissez le bon numéro ! American Airlines et American Express.

American Airlines Cards

هنا من الأخبار



# ÉCONOMIE

SECTION B

Le Monde

20-21 Les ministres des paysans à Paris  
22-23 Les ministres des paysans à Paris

27 La reprise incertaine en Grande-Bretagne  
28-29 Les élections législatives

30 Marchés financiers  
31 Bourse de Paris

## BILLET

### Ne vois-tu rien venir ?

L'automne est là et les doutes sur la réalité de la reprise économique subsistent. La guerre du Golfe, qui a tant perturbé les achats des consommateurs et les projets de construction, a pris fin à y a sept mois, mais l'horizon ne s'est pas franchement éclairci. Anna, ma sœur Anna, ne vois-tu rien venir ? Aux États-Unis, l'administration ne cesse de réviser en baisse l'évolution de la production nationale au deuxième trimestre. La récession, qu'on avait d'abord jugée légère outre-Atlantique, prend maintenant des allures plus impressionnantes. Si un rebond d'activité a été à peu près certainement produit, les entreprises industrielles ayant reconstruit leurs stocks, rien ne dit que les résultats du dernier trimestre ne seront pas à nouveau décevants. Pour qu'il faudrait-il croire à une reprise durable, alors que le pouvoir d'achat ne progresse pas, que le chômage commence tout juste à se stabiliser, et que l'épargne des ménages a atteint des niveaux si bas qu'on ne voit pas comment elle pourrait encore diminuer pour « nourrir » plus de consommation ? Le seul espoir d'une reprise durable outre-Atlantique — à côté des progrès des ventes à l'étranger facilités par des gains importants de compétitivité — vient finalement du ralentissement des hausses de prix. Après des résultats assez inquiétants en 1989 (+4,8 %) et en 1990 (+5,4 %), le taux d'inflation pourrait être cette année nettement inférieur à 4 %. Certains experts avancent même possible un taux de 3,5 %. Si la désinflation est aussi forte, elle engendre des gains de pouvoir d'achat et garantit la poursuite de la baisse des taux d'intérêt à long terme. Tout cela est important en même temps qu'un peu tardif. En France, les mois se succèdent et avec eux remonte le moral des chefs d'entreprise. L'amélioration est visible au fil des enquêtes qu'effectue chaque mois l'INSEE auprès des industriels. A y regarder de plus près cependant, on s'aperçoit que ce qui fonde ce regain d'optimisme est probablement l'amélioration de la demande en provenance de l'étranger. Alors la question se pose : le marasme mondial touche-t-il bien à sa fin, en Grande-Bretagne notamment ? Ou bien nos industriels surestiment-ils la durée du boom allemand qui est déjà en train de se ralentir ? Une chose est sûre, en France comme aux États-Unis : l'offre reconvenue à augmenter mais la demande est toujours aussi faible, qu'elle provienne des ménages ou des entreprises. Il y a là une contradiction qui ne pourra longtemps se prolonger.

ALAIN VERNHOLLES

### Après les menaces de suppression de trois cents emplois

## Ouverture de négociations au Crédit agricole Pyrénées-Gascogne

TARBES

de notre correspondant

Dès négociations devaient s'ouvrir lundi 30 septembre, entre la direction du Crédit agricole Pyrénées-Gascogne et plusieurs centaines de salariés de la banque, qui en occupent le siège depuis mercredi à Tarbes, à son aggrégation de source syndicale. La direction avait fait savoir samedi aux syndicats, par l'intermédiaire du préfet des Hautes-Pyrénées, qu'elle exigeait l'évacuation des locaux en préalable à toute ouverture de négociations. Selon l'inter-syndicale FO-CDT, un accord est intervenu dimanche, aux termes duquel l'évacuation du siège social et l'ouverture des négociations en « terrain neutre » avaient lieu simultanément, lundi à 13 heures.

Appliquant à la lettre le nouveau statut d'autonomie, les caisses départementales du Crédit agricole des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlan-

tiques et du Gers avaient décidé de se fonder le 15 décembre 1990 en un seul et même organisme : la caisse régionale Pyrénées-Gascogne. Première conséquence de cette fusion des trois départements du Sud-Ouest, concrétisée le 1<sup>er</sup> juillet 1991 : 130 emplois sont, selon les syndicats, menacés de suppression et 150 concernés par des mouvements de mobilité imposés par les nouveaux objectifs de la banque verte.

Pour protester contre les effets de cette restructuration, à l'initiative de leurs syndicats CFTD et FO, les personnels de nombreuses agences sont mis en grève le 25 septembre, 1000 employés sur les 1700 de la caisse régionale occupant les locaux de l'épicerie de cette nouvelle caisse Pyrénées-Gascogne, à Tarbes. Inévitables retombées de ce mouvement social : de nombreuses agences, parmi les 130 que compte le Crédit agricole dans les trois départements, ont été fermées et des milliers d'opérations bancaires perturbées, occa-

sionnant des problèmes aux 400 000 clients du réseau, même si la direction de l'organisme bancaire a fait savoir que « toutes les dispositions avaient été prises afin qu'ils ne soient pas pénalisés par les retards éventuels, notamment dans les versements de salaires ».

La médiation entreprise par les responsables de la caisse régionale dont le directeur, M. Paquet, et les représentants syndicaux a donc finalement abouti après cinq jours de grève. Bénéficiant du soutien de nombreux élus des trois départements, les employés du Crédit agricole avaient pourtant envisagé de durcir l'action et de ne pas évacuer le siège de la banque, malgré une ordonnance du tribunal des référés de Tarbes prise dans ce sens. La poursuite de ce conflit aurait occasionné de multiples perturbations économiques, la nouvelle caisse régionale Pyrénées-Gascogne traitant annuellement 30 milliards de francs de capitaux.

JEAN-JACQUES ROLLAT

## Frappant 13,5 % de la population en 1990

## La pauvreté progresse fortement aux États-Unis

L'administration américaine annonçait, le 27 septembre, un produit national brut (PNB) final en repli de 0,5 % au deuxième trimestre 1991, à l'issue d'une seconde révision en baisse, parallèlement à une augmentation de près de 9 % des demandeurs d'emploi — deux statistiques qui confirment une économie pour le moins en état de trouble. Le même jour, le Bureau fédéral du recensement communiquait une série d'informations confirmant l'aggravation de la pauvreté aux États-Unis (Le Monde du 28 septembre).

NEW-YORK

de notre correspondant

Fin 1990, plus de deux millions d'Américains supplémentaires (2,1 millions, d'après le Bureau fédéral de recensement) sont venus grossir les rangs des pauvres (1), lesquels représentaient 33,6 millions de personnes ou 13,5 % d'une population totale évaluée de 253 millions à 255 millions d'habitants, selon les résultats du recensement effectué en décembre dernier et dont la publication continue à soulever un certain nombre de polémiques. Notamment du côté des grandes villes soumises à d'importants problèmes sociaux — telle New-York — qui se voient attribuer des chiffres qu'elles estiment infé-

rieurs à la réalité et qui leur privent d'une partie de l'aide que leur apporte l'État fédéral avec un peu plus de parcimonie chaque année. D'après le Bureau du recensement qui effectue régulièrement au mois de mars une enquête distincte du recensement général mené tous les dix ans, l'accroissement de la pauvreté a été surtout sensible, en 1990, parmi les hispaniques et les Blancs (alors que les Noirs apparaissent relativement épargnés) et ce sont les personnes âgées et surtout les enfants qui ont le plus souffert. Chez les enfants, le taux de pauvreté a atteint 20,6 % contre 19,6 % l'année précédente. D'une manière générale, ce sont l'est et l'ouest des États-Unis qui sont apparus les plus touchés (deux grandes régions au développement ralenti depuis 1983, puis par la récession, à partir de juillet 1990) alors que le centre du pays a bien résisté et c'est dans les zones métropolitaines que la pauvreté continue à faire le plus de ravages.

### La classe moyenne blanche touchée à son tour

Ce chiffre reste toutefois inférieur au taux de 15,2 % de la population enregistré en 1983 lorsque les États-Unis étaient frappés à la fois par une très forte inflation et par une grave récession, mais de nombreux observateurs soupçonnent une nouvelle aggravation en 1991, ce qui semble préoccuper la Maison-Blanche. « Vous pouvez inter-

préter les statistiques du Bureau de recensement de différentes façons, mais il ne fait pas de doute que le taux de pauvreté a progressé dans le pays, a confirmé M. Martin Fitzwater, porte-parole du président Bush. Mais nous nous sommes arrêtés ce processus ».

Cette aggravation n'est pourtant pas spécifique à l'année 1990. Le mouvement est plus ancien et résulte d'une croissance ininterrompue pendant près de neuf ans mais qui n'a pas profité à tout le monde, il s'en est suivi. D'après le Centre des politiques et des politiques budgétaires, un organisme de Washington qui se base sur les statistiques fournies par l'administration, le revenu, après impôts, des 1 % de contribuables américains figurant en haut de l'échelle, a progressé de 122 % durant les années Reagan. Dans le même temps, les 5 % figurant au bas du classement, ont subi une baisse de 10 %. Le fait nouveau, dans les statistiques de 1990 est qu'après les minorités noires et hispaniques, c'est au tour de la classe moyenne blanche (laquelle n'a pas réussi à s'enrichir et n'est pas assez pauvre pour bénéficier des prestations réservées aux catégories défavorisées) de faire les frais d'une pauvreté qu'elle réservait à d'autres.

SERGE MARTI

(1) Le seuil de pauvreté, revu chaque année, est estimé à la fin de 1990 à 13 339 dollars par an (soit environ 76 500 francs) pour un ménage de quatre personnes.

## Les réformes en Algérie

## Dévaluation de 22 % du dinar algérien

La Banque d'Algérie (banque centrale) a annoncé dimanche 29 septembre une dévaluation de 22 % du dinar algérien à compter du 30 septembre. Parallèlement, le taux de réescompte est augmenté d'un point, passant de 10,5 % à 11,5 % avec effet au 1<sup>er</sup> octobre. Le dollar cotait officiellement 17,3 dinars avant la dévaluation. La Banque d'Algérie n'a pas encore précisé les nouvelles cotations face aux devises étrangères, mais, en principe, le cours devrait être de 21,1 dinars pour un dollar.

Depuis 1990, la banque centrale algérienne a obtenu un renforcement de son rôle de régulateur des changes. La dévaluation de 22 % découle de l'accord passé en avril dernier par le précédent gouvernement de M. Moudoud Hamrouche et le Fonds monétaire international (FMI) qui prévoit qu'à terme le dollar doit passer à 28 dinars. Récemment, le FMI a accepté que la baisse du dinar s'effectue par paliers.

La dette de l'Algérie s'élève à 25 milliards de dollars, dont les trois quarts viennent à échéance à la fin de 1993. Le premier ministre, Sid Ahmed Ghozali, a qualifié cette situation de catastrophique. Les autorités ont mené des pourparlers

avec le FMI au sujet d'un crédit de soutien de 400 millions de dollars, accordé le 3 juin mais non encore débouqué. Toutefois, le prêt pour dix mois — 400 millions de dollars de la CEE, accordé en principe mais non encore débouqué, dépendait de l'accord global négocié actuellement avec le FMI.

Sur le marché parallèle, le dinar est coté à environ 0,14 franc, alors qu'il était officiellement coté à 0,33 francs à la mi-septembre. Il avait auparavant perdu la moitié de sa valeur officielle en un an de juin 1990 à juin 1991.

Cette dévaluation n'a pas de conséquences sur les exportations — constituées à 98 % d'hydrocarbures, vendus et libellés en dollars — mais devrait aggraver considérablement le coût des importations de matières premières et de semi-produits dont ont besoin les entreprises nationales. L'inflation pendant le premier semestre de 1991, selon les estimations, on l'évaluait de 40 % à 60 % sur douze mois. — (AFP, Reuters)

(nppnition) à son retour d'un voyage d'étude dans ce pays. Le Danemark est le seul pays de la CEE à s'opposer à la levée des sanctions contre Pretoria, bloquant ainsi la décision communautaire qui ouvrait la voie aux investissements en Afrique du Sud. — (AFP)

## Le FMI prêt à travailler «immédiatement» avec l'URSS

L'Union soviétique devrait demander « dans les prochains jours » un statut de membre associé au Fonds monétaire international (FMI), a indiqué un responsable du Fonds. Une fois cette demande déposée et le statut accordé, ce qui ne devrait faire aucune difficulté, le FMI est prêt à travailler « immédiatement ». Le statut, unique, de membre associé permettrait de déléguer non pas des aides financières mais une assistance technique. Le FMI ouvrira très rapidement un bureau à Moscou et va inviter une délégation soviétique lors des réunions annuelles du Fonds et de la Banque mondiale qui se tiendront à la mi-octobre à Bangkok.

Concernant l'Europe de l'Est, le FMI va débiter cette année entre 4 et 5 milliards de dollars pour cette région, permettant ainsi de « catalyser » une aide totale d'environ 25 milliards de la part des pays industrialisés et des organisations internationales (Banque mondiale, BERD...). « Cet effort devra être maintenu au cours des quatre ou cinq prochaines années », a affirmé le responsable du FMI. — (AFP)

Selon un conseiller de M. Silaev

## Les réserves d'or soviétiques seraient inférieures à 3 milliards de dollars

Selon M. Grigori Iavlinski, le principal conseiller économique du premier ministre M. Ivan Silaev, les réserves d'or de l'Union soviétique ont fondu et ne représentent plus que le huitième de ce qu'étaient les Occidentaux. Les autorités auraient pu considérablement dans le stock pour financer les importations et limiter la dette étrangère. Ces réserves ne seraient plus que de 240 tonnes, soit moins de 3 milliards de dollars (17 milliards de francs), selon M. Iavlinski.

Les estimations faites à l'Ouest portaient sur 5 ou 8 milliards de dollars. Le chiffre de 3 milliards, s'il était avéré, renforce la nécessité pour les autorités d'obtenir de nouveaux crédits et des délais de paiements pour le service de la dette étrangère supérieure à 70 milliards de dollars. M. Abalkin, autre économiste, qui fut conseiller de M. Gorbatchev, estime que « les paiements des intérêts de la dette rendent impossibles les achats de médicaments, de matières premières et de nourriture. Il faut parler de récession ».

## L'évolution des structures de consommation

## Les ménages consacrent 29 % de leur budget au logement

La hausse des prix de l'immobilier, les loyers élevés et le crédit cher commencent à faire sentir leurs effets sur la structure de consommation des Français : le poste « habitation » ébenrbeit, en 1989, le plus gros de leur budget des dépenses, s'élève à 29 % de leurs dépenses, chiffre qui monte à 40 % pour ceux ayant acheté depuis moins de quatre ans.

Les Français sont contraints de dépenser de plus en plus d'argent pour se loger. Dans le dernier numéro d'INSEE première, l'Institut de la statistique précise que les dépenses de logement ont augmenté de 12,2 % durant les années Reagan. Dans le même temps, les 5 % figurant au bas du classement, ont subi une baisse de 10 %. Le fait nouveau, dans les statistiques de 1990 est qu'après les minorités noires et hispaniques, c'est au tour de la classe moyenne blanche (laquelle n'a pas réussi à s'enrichir et n'est pas assez pauvre pour bénéficier des prestations réservées aux catégories défavorisées) de faire les frais d'une pauvreté qu'elle réservait à d'autres.

SERGE MARTI

(1) Le seuil de pauvreté, revu chaque année, est estimé à la fin de 1990 à 13 339 dollars par an (soit environ 76 500 francs) pour un ménage de quatre personnes.

rencontrées par les Français au début des années 80. Dans les « autres dépenses liées au logement », en progression jusqu'en 1989 elles occupaient 3,1 % (2,5 % dix ans plus tôt), il faut noter au passage l'explosion des dépenses téléphoniques (+80 %).

Evidemment, les ménages en caurs d'achat leur logement consacrent le plus gros effort, surtout s'ils sont de nouveaux occupants : les dépenses d'habitation passent de 41,8 % lorsqu'ils ont emménagé depuis moins de deux ans à 26,6 % quinze ans après. Et, selon l'INSEE, « il faut entre dix et quinze ans pour que le poids des dépenses de logement se réduise à celui de la moyenne des ménages ».

### Le coût du bricolage

En 1989, chaque ménage endetté (un quart des Français) remboursait en moyenne près de 3 000 F par mois (15 % de son budget). Mais 18 % d'entre eux bénéficiaient d'une aide personnelle au logement (APL) (12 000 F par an environ). Le poids de l'acquisition est d'autant plus lourd qu'elle s'accompagne de frais annexes : en moyenne, les nouveaux occupants dépensent plus de 10 000 F par an en maquettes, peintures, papiers peints ou plomberie (qu'ils se procurent à de nouveaux crédits). Et comme 70 % des nouveaux propriétaires ont des couples avec enfants, il n'est guère étonnant que 18 % des occupants avouent « arriver difficilement ».

Entre autres enseignements à tirer de cette enquête : les maisons individuelles coûtent 15 % plus cher que les appartements, mais ceci est dû à leur superficie plus grande (36 mètres carrés en moyenne de plus) et au fait que les ménages les occupant (généralement des propriétaires) bricolent deux fois plus que ceux des appartements (souvent locataires). Mais, à surface identique, un appartement revient plus cher : 540 F au mètre carré contre 470 F.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) L'INSEE parle d'unité de consommation, un ménage pouvant abriter une personne, deux personnes, des enfants...

## MBA BILINGUE DE L'ISA LE TREMPIN DES DECIDEURS EUROPEENS.



Vous avez décidé de donner un coup d'accélérateur à votre carrière. LISA vous propose, au sein du Groupe HEC, un MBA européen bilingue, en 16 mois. Cette formation supérieure au management sera votre passeport pour entrer dans le cercle très fermé des vrais décideurs. Chaque année, 1 300 postes de haut niveau sont offerts aux 120 diplômés ISA.

Réunions d'information : PARIS Jeudi 10 Octobre 1991 et Jeudi 28 Novembre 1991 à 18 H 30 Cercle France-Amérique, 1<sup>er</sup> étage 9, av. Franklin Roosevelt Paris 8<sup>e</sup>, Métro : Franklin Roosevelt

Admission sur dossier, tests, entretien. Conditions : diplôme d'enseignement supérieur et/ou expérience de cadre.



Pour tous renseignements, écrivez ou téléphonez : Groupe HEC Institut Supérieur des Affaires, Service des Admissions 78351 Jouy-en-Josas cedex. Tél. : (1) 39677379 ou (1) 39677382

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



## LA MANIFESTATION

## « Vive la campagne ! »

Deux cent mille agriculteurs ont participé au défilé organisé par la FNSEA et le CNJA

Le pas mal assuré, depuis des kilomètres, on le voyait pousser son Caddie, riche de tous ses biens : de vieilles bouteilles d'eau minérale, un coupon de moquette bleue qui devait lui servir de lit. Tout au long de la manifestation, il avait glané de nouvelles richesses. Le vieux clochard en avait plein les jambes, et passivement, avec un gros soupir, il s'était assis sur un banc. La nuit tombait. Au loin, on entendait les pétards de la fête finissante. Comme une bande d'écoliers sages revenant jayoux d'une excursion, une brochette d'agriculteurs se faisait vers son car et son Poitou-Charentes : « Eh, pépé ! Regarde-nous : si ça se trouve, dans quelques années, on sera comme toi ! »

Ce n'était ni méchant, ni désespéré : juste un constat, en passant. Pas de quoi entamer la bonne humeur, le plaisir d'avoir tourné en rond, des heures durant, selon un parcours savamment mis au point pour éviter les incidents annoncés et qui ne se sont jamais produits : Nation-Bastille-Voltaire-Nation, un triangle de 6 kilomètres, précédé et suivi d'innombrables attentions. « Mais vous avez entendu, à la radio, ils disent qu'on est deux cent mille. Deux cent mille, vous vous rendez compte ? » Et s'il ne restait, quand on est paysan, qu'une joie, celle de s'être ainsi serré les coudes, toute une journée durant, alors qu'on ne cesse de penser - et d'entendre - qu'on n'est plus qu'une race en voie de disparition ?

La matinée avait commencé par les « amuse-gueules » : jumelées avec les vingt arrondissements de Paris, les provinces avaient voulu faire du charme à la capitale. Dans le troisième, les Auvergnats avaient tourné l'alignement et distribué du roquefort. Dans la jolie cour pavée de la mairie du septième, la Normandie avait fait défilé de ses pommes et vendu son calva à 100 francs la bouteille. « Mangez normand, mangez gourmand. » Les petits enfants avaient touché une drôle de matière dorée qui piquait un peu, et découvrait la paille. Ils avaient, ces citadins, caressé parfois pour la première fois un veau et regardé une poule les yeux dans les yeux.

**Potiron et herbe synthétique**

Les parents s'étaient émus de l'émotion du petit, et avaient décrié que ces paysans qu'on leur avait décrits armés de fourches pouvaient, quand ils s'en donnaient la peine, être bien sympathiques. On avait dansé place de la Bourse, autour d'un panier géant dégorgeant de carottes, de potirons, et de choux-fleurs posés sur un carré d'herbe synthétique.

Quelques hommes politiques rôdaient : Jean-Claude Martinez, député européen du Front national, conseillait toujours à qui voulait l'entendre de « prendre la Bastille », et affirmait attendre de la belle et grande parade des terres

de France « un grondement plutôt qu'une manifestation folklorique ». Dans le quatrième, Valéry Giscard d'Estaing se résistait pas à un petit coup d'accordéon dûment enregistré par les caméras. Les Parisiens, peu nombreux, complétaient leur marché de produits du terroir. Sur les Champs-Élysées, devant le Virgin Mégastore, une touriste anglaise, à la recherche de « marmelade », se laissait séduire par un pot de gelée de pétales de fleurs de pisselits champenois à 20 francs. « Les gens ne s'intéressent pas trop à la situation de l'agriculture », s'étonnait la dame aux confitures.

Mais, bien vite, il fallut remballer et prendre la direction de la place de la Nation, pour passer aux choses sérieuses. D'abord, prendre des forces avant la longue marche. Car on s'était levé tôt, et souvent il avait fallu nourrir les bêtes avant de prendre la route de Paris, à moins que les épousées n'aient eu la bonté de rester pour s'en charger. Par dizaines de milliers, ils avaient saucissonné sur le cours de Vincennes, debout ou assis par terre, en un immense pique-nique, que l'on avait pour consigne de ne pas trop arroser.

Sous un dais blanc, les « personnalités politiques » de l'opposition croquaient, elles, dans un petit pain au saumon, une coupe de champagne à la main, prenant bien soin de marquer leur distance physique avec Jean-Marie Le Pen

(voir d'autre part). M. Giscard d'Estaing quittait la tente, pour suivi par une escouade de jeunes l'épénistes : « Le Pen, président ». En parisien, Jacques Toubon cherchait une banderolette, comme Alain Juppé. « Il faut que je défile avec quelqu'un. » Et puis on se mit en marche pour offrir aux Parisiens une leçon de géographie en chair et en os.

Une à une, les régions se levèrent, jusqu'à la Guyane et la Corse qui avaient traversé la mer pour battre le pavé de Paris. Pour l'image, il y avait un Michel Charasse déguisé en épouvantail à moineaux, et le corbillard fleuri des horticulteurs, « à la patrie reconnaissante ». Pour le son, il y avait les clairons des Savoyards, la ronde vosgienne de Socourt, avec accordéon et épinette, le raclement des bidons de lait, les pétards tirés en l'air au revolver. Et quelques chants, de ceux qui viennent à l'esprit les dimanches de fête : « Nini peu de chien, réquisitionnée à la Bastille. Ou, quand arrivèrent les Bretons de l'Ille-et-Vilaine, ils ont des chapeaux ronds... »

C'était un défilé des provinces : Jean-Paul Goude revisité - une marche des cantons, « canton de Talmont », « canton de Brillon ». Et des slogans bien sûr, mais presque timides et peu repris, haute, semblait-il, d'habitude, « Un agriculteur en moins, c'est un chômeur de plus », « Sans agriculteur, pas de blé, pas de bouffe ».

Slogans politiques aussi, plus agréables manifestement aux oreilles des passants : « Mitterrand, fous le camp », « Mermuz, l'es nase », « Edith passiste ». On marchait donc, puisque l'on était venu pour cela, bon café. Pas plus la Bastille que son Opéra, défendus par des barrières anti-émeutes et des canons à eau, d'étaient à prendre, contrairement aux présomptions du Front national.

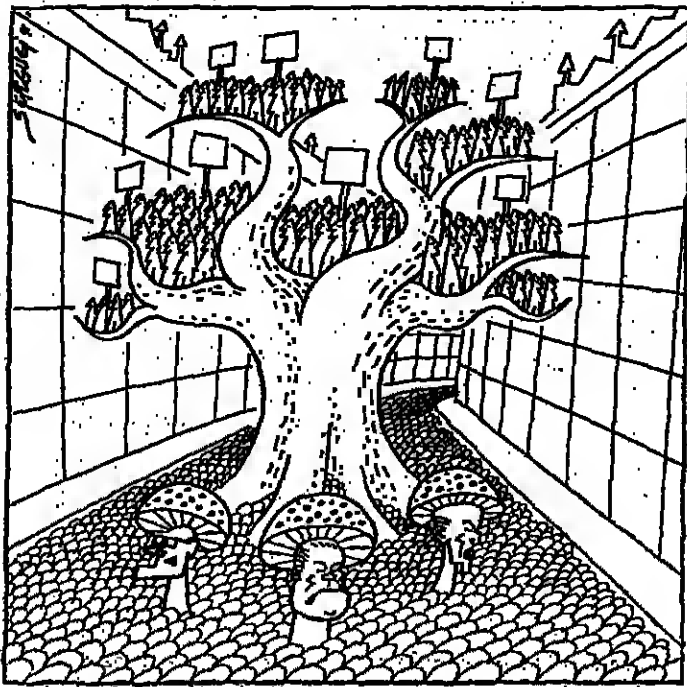
Noyés dans la masse, les hommes politiques évitaient les péroaisons. Philippe Séguin était pensif : « Il y a un problème d'aménagement du territoire, qui dépasse le problème ville-campagne. Je me disais en marchant qu'il y a quinze ou vingt ans le non-défilé à l'aménagement du territoire me serait venu immédiatement à l'esprit. Plus aujourd'hui. La décentralisation, c'est chacun pour soi. De toutes les crises, les banlieues, le monde rural, la plus importante est la

crise morale. On ne sait plus où on va. On cherche des valeurs refuges. Le Front national, il travaille bien. Les terres de France à la terre de France, il n'y a pas loin. »

Sans discrétion, à grand renfort de défilants, le « Le Pen-la terre », les militants du Front national avaient balisé le parcours. Des Parisiens à l'enthousiasme un peu forcé applaudissaient bruyamment les paysans. Eux soulevaient leurs casquettes de toile pour remercier ces citadins qui leur faisaient « chaud au cœur ». On aurait dit une claque, à la spontanéité douteuse. Certains étaient vécus pour participer « à tout ce qui peut nuire à Mitterrand ». Un autre conseillait de relire « des livres sur la guerre de Vendée, puisque tout découle de là ». Récupération, n'est-ce pas ? Les manifestants étaient nombreux à se sourire : « C'est sûr, ils rôdent pour essayer de foutre la merde. Mais je ne pense pas que les paysans se fassent avoir. » Le président de l'union laitière de la Meuse, M. Jean-Claude Lepage, l'affirmait : « Le Front national y a mis tout son cœur. Mais l'extrémisme, dans le milieu agricole, ça ne marche pas. »

Des trottoirs montaient aussi de vrais sourires, pour saluer les Bretons joyeux, presque tonitrueux, le long du boulevard Voltaire. Les Lorrains trouvaient les Parisiens un peu concrets : « Allé, bon dieu, applaudissez, c'est la Lorraine qui vous salue. » Un juriste se laissait gagner par l'enthousiasme : « Les paysans témoignent du malaise de notre société : c'est un combat moderne. » Aux balcons, une vache en peluche, une banderolette, encourageaient la ruralité en marche : « Bravo », « Vive la campagne ». Des fenêtres, on organisait le ravitaillement en eau, échangeant bouteilles pleines contre bouteilles vides.

Que la fête aurait été jolies s'il ne s'était agi que d'une fête ! Mais il y avait aussi les angloises de ceux qui se sentent disparaître dans l'indifférence, qui vivent avec 2 000 ou 3 000 francs par mois dans des villages qui se meurent. Comme Marthe Genetier, maire depuis 1977 de Nonant-aux-Frères en Meurthe-et-Moselle, cinq



grosses fermes du côté de Nancy, un bureau de poste défendu « bec et ongles » l'ao dernier : « Dans mon for intérieur, je pense que les hommes politiques ne sont pas vraiment intéressés par le monde rural. De cette manifestation, il ne sortira rien. » Au milieu du groupe venu du Gers - mille deux cents casquettes vertes et blanches - Virgile Cirio, soixante-dix-neuf ans, l'un des doyens de la manifestation, ne se faisait pas plus d'illusions : « On serait deux fois plus nombreux, c'est pareil. » Il avait participé à la manifestation de 1982 : « J'ai encore le texte intégral du discours de François Guillaume. Mais depuis, ça s'empire, ça s'empire. Mon gère a acheté 62 hectares en 1982. Il n'a fallu dix-sept récoltes pour les payer. Maintenant, il en faudrait trente. »

Peu à peu, le triangle avait été parcouru. Hormis les pétards, on n'entendait plus que les canettes qui roulaient à terre. Et les sermons : « Si rien ne vient, si le gouvernement ne comprend pas ce qu'on lui a dit aujourd'hui, dans le calme, si ce que l'on a fait n'a servi à rien, alors on remettra ça chez nous. Et on se rattrapera. »

Des trottoirs montaient aussi de vrais sourires, pour saluer les Bretons joyeux, presque tonitrueux, le long du boulevard Voltaire. Les Lorrains trouvaient les Parisiens un peu concrets : « Allé, bon dieu, applaudissez, c'est la Lorraine qui vous salue. » Un juriste se laissait gagner par l'enthousiasme : « Les paysans témoignent du malaise de notre société : c'est un combat moderne. » Aux balcons, une vache en peluche, une banderolette, encourageaient la ruralité en marche : « Bravo », « Vive la campagne ». Des fenêtres, on organisait le ravitaillement en eau, échangeant bouteilles pleines contre bouteilles vides.

Que la fête aurait été jolies s'il ne s'était agi que d'une fête ! Mais il y avait aussi les angloises de ceux qui se sentent disparaître dans l'indifférence, qui vivent avec 2 000 ou 3 000 francs par mois dans des villages qui se meurent. Comme Marthe Genetier, maire depuis 1977 de Nonant-aux-Frères en Meurthe-et-Moselle, cinq

CORINE LESNES  
et AGATHE LOGEART

## M. Mangin : « Le service n'est plus compris ! » M. Lacombe : « Les États-Unis veulent contrôler l'arme alimentaire »

La manifestation du dimanche des terres de France s'est achevée, en fin d'après-midi, par les discours de M. Philippe Mangin et de M. Raymond Lacombe, respectivement présidents du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) et de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

« On nous reproche de produire, tandis qu'à l'étranger, en Afrique, et en Asie se lèvent des peuples affamés », a déclaré M. Philippe Mangin, qui a ajouté : « Demandons à ceux qui nous gouvernent ce que coûtent les paysans qu'ils contemplent ou les chemins qu'ils empruntent. Ils n'en savent rien. Ils n'ont rien compris. Ce sont nous, les paysans, qui le faisons gratuitement. Mais aujourd'hui, nous disons : « Le service n'est plus compris. » Il n'est pas en s'adressant au président de la République on ces termes : « Vous aimez les arbres et vous vivez raison. Mais la

contemplation de la nature n'a de sens que si l'on sait aussi écouter ceux qui lui font vivre. »

Pour sa part, M. Raymond Lacombe s'est défendu de mener un combat d'arrière-garde. « Dans un monde qui semble avoir perdu ses repères, dans une urbanisation folle qui enferme les hommes dans leur individualisme et qui étale ses déchirures sociales, il est plus important que jamais de sauvegarder les valeurs de nos communautés rurales où les notions de solidarité et d'humanisme ont encore un sens. »

Le président de la FNSEA a conclu par une violente charge contre les États-Unis : « Leur objectif est simple : briser les reins des agriculteurs européens pour mieux conquérir des débouchés nouveaux et assurer leur pouvoir planétaire en contrôlant l'arme alimentaire. Pour mener à bien cette triste besogne, les Américains ont, hélas, trouvé des alliés au sein de cette Europe hésitante et divisée. »

## NOUS AVONS LANCÉ LA CLASSE AFFAIRES BIEN AVANT QUE LES HOMMES D'AFFAIRES AIENT PU VOLER.



POTTERIE "KINK", 164 BÉCLES

turc, même un médecin si cela est nécessaire. Sans besoin de mentionner la bibliothèque pour les littéraires et un jeu d'échecs pour ceux qui ne le sont pas. Et tout cela gratuitement !

Maintenant, imaginez comment nous pourrions servir un homme ou une femme d'affaires voyageant avec nous aujourd'hui. Ou, peut-on vous suggérer que la prochaine fois que vous preniez l'avion pour la Turquie depuis un des centres d'affaires du monde ou que vous ayez besoin des meilleures correspondances aériennes possibles, vous réserviez votre billet et découvriez notre Classe Affaires pour vous-même. Alors vous pourrez voir que cela fait une grande différence de savoir ce qu'était « la classe affaires » bien avant que les hommes aient des ailes.

BUSINESS CLASS

TURKISH AIRLINES



Le Monde







**Madame, Monsieur,**  
**Nous n'aimons pas parler de nous,**  
**mais quand d'autres le font...**



**Paribas : Corbeille d'Or 1991**  
**du meilleur gérant de SICAV**

Ce prix a été décerné à la Banque Paribas par la revue "Mieux-Vivre".  
 Il récompense l'ensemble des performances de ses Sicav, gérées  
 par sa filiale Paribas Asset Management.

**PARIBAS**

Paribas Asset Management Group - 34, avenue de l'Opéra, 75002 Paris - Tél. : 42.98.08.04 - 42.98.13.77

**S O P H I A**

le financement sage

**SITUATION AU 30 JUIN 1991**

Le Conseil d'Administration réuni le 19 septembre sous la présidence de Bernard Fraigneau a pris connaissance de l'activité de la Société depuis le début de l'année et examiné les comptes intermédiaires au 30 juin.

• **Activité :**

- Chiffre d'affaires .....	832 MF
- loyers de location simple .....	97 MF
- redevances de crédit-bail .....	735 MF
- Production financière .....	1.136 MF
- crédit-bail industriel et commercial .....	700 MF
- crédit-bail équipements de services publics .....	436 MF
- Investissements patrimoniaux .....	124 MF
- 3.000 m <sup>2</sup> rue du Louvre à Paris 1 <sup>er</sup>	
- 49% de Neuilly stationnement SA	

• **Résultat :**

Le bénéfice courant de la période est en hausse de 13,4% et le bénéfice net s'établit à 155 MF. Ce résultat, associé au faible impact sur 1991 de l'imposition du bénéfice liée à l'évolution du statut Sicom, laisse augurer, sauf événement imprévisible, un prochain dividende en hausse par rapport à la dernière distribution (37,50 F). Il est rappelé que la Société a renoncé à son statut de Sicom et reporté sur sa filiale à 100% - Sophia-Bell - l'activité correspondante.

• **Vie du titre :**

- Emission de 7.939 titres souscrits par les salariés et les détenteurs d'obligations convertibles portant le capital à 717.617.800 F.
- Cotation au Règlement Mensuel fixée au 25 octobre 1991 par les autorités boursières.

**AGF** Groupe des  
Assurances  
Généralistes de France

SOPHIA : 18, rue de la Ville l'Evêque  
Paris 75008 - Tél. : 47.42.52.53.

هكذا نحن النصح

**CDME**

COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

**RÉSULTATS SEMESTRIELS :**

Chiffre d'affaires consolidé : 4,6 milliards de francs (+ 16,3 %)  
 Bénéfice net (part CDME) : 85,9 MF (- 5,4 %)

Le Conseil d'Administration réuni le 24 septembre 1991, sous la Présidence de M. Serge WEINBERG, a arrêté les comptes du premier semestre 1991, dont les principaux éléments sont :

(en millions de francs)	30/06/91	30/06/90 (1)	Variation (retraité)
C.A. consolidé	6.631	5.701	+ 16,3 %
Résultat net (part CDME)	85,9	90,8	- 5,4 %
MBA	162,4	150,1	+ 8,2 %

(1) Les comptes au 30 juin 1990 ont été retraités de façon à tenir compte des nouvelles règles comptables applicables dans le Groupe PINAULT. Le retraitement a porté essentiellement sur le mode de comptabilisation de la provision pour congés payés.

La progression des ventes à structure constante est de 4 %. L'activité internationale représente 28,0 % du C.A. contre 21,1 % en 1990.

Les résultats du premier semestre 1991 traduisent un ralentissement de la progression de l'activité sur la plupart des marchés, plus spécialement en Amérique du Nord et en Espagne alors que l'Allemagne a connu une croissance particulièrement forte.

Pour faire face à l'incidence négative de ce ralentissement sur les marges d'exploitation, un effort significatif de réduction des charges a été entrepris.

Les chiffres d'affaires réalisés durant les mois de juillet et d'août s'inscrivent dans la tendance observée les mois précédents.

**GROUPE PINAULT**

**35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS**  
 lisent **le Monde**.

**Le Monde est leur premier**  
**quotidien d'informations générales.**  
 (IPSOS 91)

**COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX**

**Attribution gratuite**  
**d'une action nouvelle**  
**pour dix anciennes**

Sur proposition du Président Guy Dejouany, le Conseil d'Administration, dans sa séance du jeudi 26 septembre 1991, a décidé de procéder à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix actions anciennes.

Cette opération débutera à la fin du mois de novembre 1991. Les actions nouvelles étant créées porteront jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

En conséquence, le Conseil d'Administration a décidé de suspendre, à partir du 18 octobre 1991, pour une durée de deux mois maximum, l'exercice des bons de souscription et celui du droit de conversion des obligations de juillet 1990.

A l'issue de l'opération, les bases de conversion des obligations et des bons de souscription d'actions seront ajustées selon les modalités prévues aux contrats d'émission.

Informations - Actionnaires - 05 05 85 66 - 3616 CLIFF

**Le Monde**

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements :  
**46-62-72-67**

Les **NOTES BLEUES**, hebdomadaire du Ministère de l'économie, des finances et du budget, consacrent un numéro spécial au projet de loi de finances 1992.



**DANS CE NUMÉRO VOUS TROUVEREZ :**

- LES CHIFFRES-CLÉS
- LES GRANDS AXES DU BUDGET
- LES DISPOSITIONS FISCALES

- ☐ Je désire recevoir exemplaires du numéro spécial "Projet de loi de Finances" (Prix du numéro : 30 F)
- ☐ Je désire un abonnement d'un an aux NOTES BLEUES (54 N°) (Tarif : 400 F - Tarif étudiants : 250 F)

Adresser le bulletin et votre règlement, libellé à l'ordre de :  
 CEDEF-IN, à : LES NOTES BLEUES - TELEDUC 536 -  
 182, rue de Bercy - 75 572 PARIS CEDEX 12 - Tél. : 40 24 88 56

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
 Société : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_



# Le Monde

## CHAMPS ECONOMIQUES

### Prague et la transition de velours

Le passage à l'économie de marché est finalement plus progressif que ne l'avait annoncé le très thatchérien ministre des finances Vaclav Klaus

**«A**PRÈS quarante-trois ans d'interruption involontaire, les propriétaires de la pâtisserie de l'avenue Novohrad de Prague sont heureux de vous annoncer la réouverture prochaine de leur commerce. Affiché sur la porte du magasin, le panneau est signé Jan Paukert. Ayant récupéré, grâce aux lois sur la restitution, la boutique qu'étaient nationalisées les communistes en 1948, la famille Paukert va ainsi reprendre son activité, dans un cadre privé. Partout, Prague est en ébullition.

Deux ans après la « révolution de velours » qui avait écarté du pouvoir les communistes, la transition d'une économie centralisée planifiée vers une économie de marché est amorcée. Petits commerces privés, capitalistes sans complexes et grands hôtels internationaux en sont les premiers signes. Sur la place Venceslas, les finances immobilières proposent la vente de petits châteaux de Bohême ont remplacé les affiches politiques. Les prix y sont indiqués indifféremment en couronnes, en dollars ou en deutschemarks.

#### Une politique très prudente

Mais, malgré l'eultra-libéralisme de dirigeants comme le président du Forum civique Vaclav Klaus, président du Parti démocratique civique, la Tchécoslovaquie s'est engagée dans la voie des réformes avec une grande prudence. Dans un environnement extérieur très défavorable, elle est sans doute aujourd'hui moins avancée sur le chemin de la transition que la Pologne. Et elle souffre d'un handicap supplémentaire : la libéralisation en cours affecte beaucoup plus durement la République slovaque - la partie est de la fédération (5,3 millions d'habitants) - que la République tchèque (10,3 millions de personnes), situation alimentant les velléités séparatistes de Bratislava.

Après une longue année 1990 de réflexion, les dirigeants de Prague ont donc lancé le 1<sup>er</sup> janvier 1991 leur propre révolution économique.

Thérapie de choc radicale donnant immédiatement aux mécanismes de marché tous leurs droits ? C'était l'ambition de Vaclav Klaus, un thatchériste affiché. La réalité est plus modeste. Menant une politique conjoncturelle très prudente - trop restrictive selon certains.

Le pouvoir central a certes bien engagé quelques réformes de structure (les prix, la monnaie, la limitation des subventions...). Mais du retard a été pris dans de nombreux domaines (le droit des sociétés, les faillites, les privatisations, les institutions financières...), au point que certains se demandent si le véritable choc n'est pas encore à venir.

Premier aspect de la stratégie de transition adoptée par Prague, les mesures de libéralisation entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1991 ont, pour l'instant, été bien absorbées par l'économie du pays. Premier succès : l'inflation semble maîtrisée. « La libéralisation - brutale - des prix en début d'année a certes provoqué un relèvement général de leur niveau, explique Karel Dyba, ministre tchèque pour la politique économique et le développement. Mais elle n'a pas entraîné de spirale inflationniste. »

« Depuis trois mois, les prix sont pratiquement stables », ajoute le ministre. « Sur ce plan, nous sommes désormais dans la même situation que les autres pays européens », déclare-t-il fin août Vaclav Klaus lors du séminaire organisé à Prague par le groupe britannique d'information de Michael Lafferty sur les réformes financières à l'Est.

Ce succès a été obtenu malgré l'existence de nombreuses situations de monopole permettant à des entrepreneurs d'Etat de maintenir des prix élevés, et malgré la suppression de nombreuses subventions. Une politique des revenus limitant très strictement les bases de salaires autorisées y a largement contribué. En clair, la population a connu une forte contraction de son pouvoir d'achat, de près de 30 % selon certaines estimations. La favorite familiale reste plus qu'à l'ordinaire au garage, le prix de l'essence ayant fortement augmenté.

Second succès dont se prévalent les dirigeants du pays : la stabilisation du taux de change, avec l'ins-

tauration, comme l'on dit désormais à l'Est, d'une convertibilité « interne » de la couronne. Fortement dévaluée en 1990 - de 100 % par rapport aux devises occidentales - la monnaie tchèque a désormais un taux de change relativement stable, déterminé par rapport à un panier de cinq devises occidentales et « très proche des cours du marché noir » selon Josef Tosovsky, le président de la Banque centrale.

Difficile d'ailleurs aujourd'hui de trouver, même autour de l'hôtel

le 1<sup>er</sup> janvier intégralement co dévises) et le ralentissement économique occidental. Grâce à une forte diminution de ses achats à l'étranger, le pays connaît finalement aujourd'hui une situation externe modeste que prévoit. Le gouvernement avait envisagé, dans le cadre de ses accords avec le Fonds monétaire international (FMI), un déficit des comptes courants de 2,5 milliards de dollars pour 1991. Il a été limité à 350 millions au premier semestre, amenant à escompter un déficit

firmes d'Etat ont, jusqu'à présent, fermé leurs portes ou licencié du personnel. Nombreuses sont celles qui continuent à vivre en se faisant mutuellement crédit.

« Il y a actuellement un phénomène d'hyperendettement généralisé des entreprises qui pose un grave problème aux dirigeants du pays », explique le professeur Marie Lavigne, directeur de l'Institut for East-West Security Studies à l'occasion d'un colloque organisé, à la mi-septembre, par cet institut, à Strin, près de Pra-

« Il y a dix possibilités différentes pour les grandes privatisations (vente directe, offre publique... ), nous explique M<sup>re</sup> Kivacova, conseillère du ministre tchèque des privatisations, avant de préciser : « Et puis, il y a notre méthode des coupons », un véritable rébus tchécoslovaque conçu par les grosses têtes du pays.

Informé dans les rues par des prosélytes du mécanisme, les Tchécoslovaques apprennent ainsi qu'ils pourront acheter, à faible prix (1 000 couronnes), un carnet de coupons leur donnant droit à des actions. Ils devraient pouvoir acquérir ainsi entre 20 % et 25 % de l'ensemble des actifs qui seront privatisés, le reste étant destiné aux grands capitalistes locaux et étrangers. Le processus devrait démarrer réellement l'an prochain.

#### Des risques financiers

Autre domaine où Prague connaît un certain retard par rapport à ses voisins : les réformes financières et fiscales. En 1990, une première loi bancaire a certes conduit à l'écatement de la banque unique en un institut d'émission et une série de banques commerciales. Mais les services bancaires restent de qualité médiocre. Et il n'y a pas encore de véritable marché des capitaux.

La réforme fiscale globale, qui devrait se traduire par l'introduction de la TVA, n'est prévue que pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Conséquence de ces retards, les investisseurs étrangers restent jusqu'à présent hésitants. La Banque centrale affirme que la Tchécoslovaquie aura finalement accueilli 600 millions de dollars en 1991, l'équivalent tout de même de 3 % ou 4 % du PIB national.

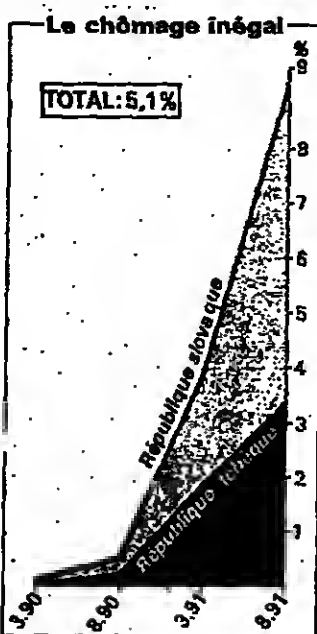
Dans sa mutation, la Tchécoslovaquie a un handicap supplémentaire. Le choc libéral divise le pays. La Slovaquie, où sont concentrées les usines d'armement, l'industrie lourde et une agriculture moins efficace, souffre beaucoup plus que la Bohême et le Moravie. Le taux de chômage y est déjà deux fois plus fort.

« Le prix de la séparation en termes économiques serait très élevé », s'inquiète Karel Dyba. « Un écartement du pays provoquerait une fuite des investisseurs occidentaux et retarderait nos discussions pour l'association avec la CEE », ajoute Miroslav Zamocnik, jeune conseiller économique du président Vaclav Havel.

Après la « révolution de velours », la Tchécoslovaquie vit en définitive une « transition soft ». La rupture avec l'ancien système n'est pas encore totalement consommée. Malgré une direction économique ultra-libérale, Prague n'a pas encore véritablement franchi le point de retournement décisif. Il devrait l'être, l'an prochain, avec les privatisations. Le choc, notamment social, pourrait alors être difficile à supporter.

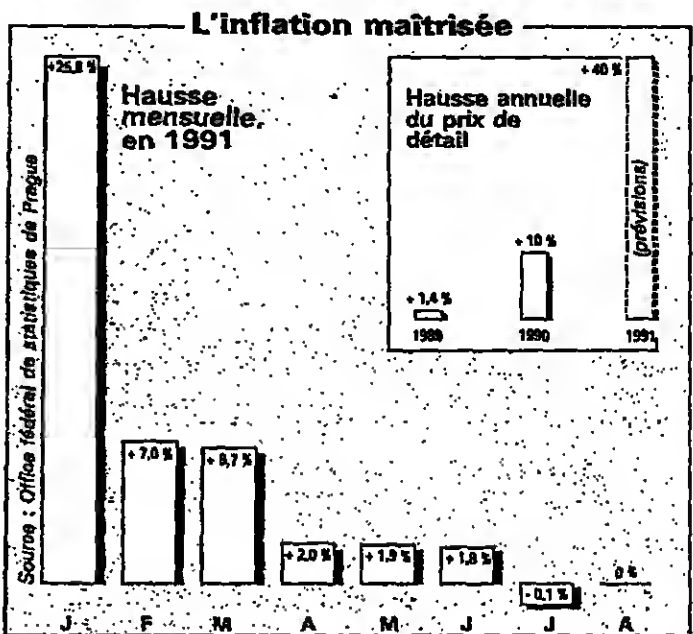
« Après quarante-trois ans d'interruption involontaire », le capitalisme n'est pas encore assuré d'un retour facile sur les rives de la Vltava.

de Prague  
ERIK IZRAELWICZ



Europe, sur la Venceslas, quelques opérateurs actifs. Les petits commerçants du pont Charles acceptent indifféremment du dollar ou de la couronne. Autre signe de confiance, les Tchèques reconstituent leur épargne en monnaie nationale.

La libéralisation du commerce extérieur n'a pas provoqué, non plus, de catastrophe. Prague souffre pourtant d'un environnement extérieur très défavorable, avec la disparition des marchés soviétique, est-allemand et irakien, le réajustement brutal de l'énergie importée (payée depuis



limité à 1,3 milliard pour l'année. La dette reste donc modeste (8,7 milliards de dollars). Si Prague désespère de pouvoir récupérer les 4,7 milliards de dollars que lui doit Moscou, elle peut afficher des réserves extérieures reconstituées, dépassant trois mois d'importations - mieux qu'au début de 1991.

« Du côté de l'économie réelle, la situation est bien sûr moins favorable », reconnaît Karel Dyba. Comme dans les autres pays de l'Est, cette stratégie s'est naturellement traduite par une forte chute du PIB (10 % au premier semestre), et plus encore de la production industrielle (17 %). Chercheur devenu ministre, Karel Dyba se méfie de ces chiffres. « La chute de l'économie est surstimée », explique-t-il. En période de changement, les statistiques ne traduisent pas très fidèlement la réalité. »

#### Le danger du chômage

Le chômage ? Il commence à se développer : fin août plus de 400 000 personnes étaient sans emploi, 5,1 % de la population active. « Un tiers des chômeurs ont des revenus dans des activités parallèles », estime-t-il, reconnaissant cependant que le chômage devrait s'amplifier dans les mois à venir.

En cette période de transition difficile, les autorités fédérales ne ménagent-elles pas une politique trop restrictive ? L'interrogation, soulevée notamment par l'ancien vice-premier ministre Václav Klaus, s'appuie sur plusieurs éléments : le pays dispose d'un budget excédentaire, de réserves en devises non négligeables, d'un endettement extérieur qui reste faible et d'une capacité d'emprunt forte. Ce fait, le gouvernement a d'ailleurs déjà un peu lâché la bride.

La Banque centrale a réduit les taux d'intérêt « pour donner le signal de la fin de la récession ». Le gouvernement a diminué certains impôts, notamment les taxes sur les importations. Il a augmenté les dépenses publiques, notamment en matière d'éducation, de logement et d'infrastructures. Pas question de forcer l'allure et de provoquer des déséquilibres insupportables. Le FMI doit approuver cette prudence.

La contraction actuelle est-elle alors l'occasion d'une restructuration de l'offre ? Pour l'instant, le pari n'est pas encore gagné. Tout un pan des réformes structurelles annoncées tend à être mis en œuvre. Le droit de propriété a été redéfini, mais les débats sur la restitution des actifs nationalisés entre 1948 et 1990 a freiné les changements. Les citoyens avaient jusqu'au 30 septembre pour réclamer leurs biens. Le code de commerce n'a pas été renouveau.

Dans l'industrie, l'ajustement n'a pas encore eu lieu. Adoptée cet été, la loi sur les faillites ne doit entrer en vigueur qu'au 1<sup>er</sup> octobre. Peu de

### Vente aux enchères à l'Eden...

L'Eden, la maison de la culture du 10<sup>e</sup> arrondissement de Prague, n'a assurément rien à voir avec l'hôtel Drouot, à Paris. Et pourtant. Dans l'une des salles de l'édifice, l'après-midi, l'atmosphère est celle d'un grand salon de vente de la capitale parisienne. Ici, dans cette vaste banquette pragoise, l'Etat met aux enchères son patrimoine : six commerces sont à vendre aujourd'hui. Comme à Paris, tout le monde veut donner l'impression d'avoir une longue habitude de ce jeu.

A la tribune, le commissaire-priseur amateur, un grand gaillard barbu et très élégant, Jiri Franc, employé de banque dans la civil, fait, au micro, l'article en faveur d'un débit de boissons-pâtisserie de 705 mètres carrés du quartier. Dans la salle, la tension monte. Le niveau des prix, aussi. La bataille psychologique bat son plein.

Les regards se croisent. Trois copains, au look très rocker, sont en concurrence avec un sixième d'Etat. L'Etat tchécoslovaque organise ainsi tous les week-ends des enchères publiques où sont mis en vente boutiques, restaurants et petites entreprises industrielles. Pour l'ensemble de la République, plus de 10 000 entreprises seraient déjà été vendues. L'objectif est de rendre au secteur privé 100 000 unités économiques. Cette vaste braderie, qui vise à améliorer rapide-

ment la qualité des services et la vie quotidienne dans le pays, se heurte à de nombreuses difficultés.

Le processus souffre d'abord de l'opposition des gestionnaires du secteur d'Etat aux petites privatisations, explique M<sup>re</sup> Kivacova. Les dirigeants des grandes firmes publiques - des chaînes de magasins, de restaurants ou de brasseries - se comportent en fait comme « des propriétaires et veulent éviter d'abandonner, dans le cadre des petites privatisations, certaines millions de leur société. » Ils refusent de remplir les formulaires, ils les remplissent mal, ils violent les stocks. « Les managers des sociétés d'Etat cherchent aussi à profiter d'une frontière qui reste floue entre la petite privatisation et la grande.

#### Faiblesse de l'épargne

La vente des petites boutiques - soit du fonds de commerce pour une période limitée de deux ans, soit des murs et du fonds - se heurte ensuite à la faiblesse de l'épargne locale. Pour éviter que les commerces et la petite industrie ne passent tout entiers dans des mains étrangères, la loi réserve le premier tour des enchères aux citoyens tchécoslovaques. Les étrangers ne peuvent se porter acquéreurs qu'à l'occasion d'un second tour, pour les affaires n'ayant pas trouvé preneur. Cette discrimination, à laquelle les experts étrangers du ministère de la privatisation s'étaient opposés, fait naturellement l'objet d'un détournement généralisé.

Les Tchèques fortunés sont peu nombreux. Ils peuvent, certes, emprunter auprès des banques, mais celles-ci leur

demandent des garanties. Conséquence : ce sont en fait des étrangers - bien souvent des émigrés tchèques de retour au pays - qui achètent avec l'aide de citoyens locaux, des prête-noms. L'acquéreur récent d'une petite brasserie pour 71 millions de couronnes a expliqué à la presse et en toute impunité qu'il avait été aidé par une firme américaine.

Plus de 65 % des achats seraient effectués pour le compte d'étrangers, illégalement donc - l'estimation est donnée... au ministère tchèque de la privatisation, par le porte-parole du ministre. « Si on a la preuve que l'acheteur n'est que le prête-nom d'un étranger, on peut annuler la vente », explique le commissaire-priseur, Jiri Franc. Il avoue qu'en fait personne ne cherche jamais d'où proviennent les fonds.

Interrogé sur l'origine des 13,1 millions de couronnes qu'il va devoir verser à l'Etat dans les trente jours, l'acquéreur du débit de boissons-pâtisseries du 10<sup>e</sup> arrondissement de Prague - qui gagne, officiellement, autour de 4 000 couronnes dans l'entreprise d'Etat où il travaille - nous déclare « n'être pas autorisé à répondre » Il aura glissé, incidemment, que c'est la seconde boutique qu'il achète.

Au fond de la salle, des hommes habillés à l'occidentale - les véritables acheteurs ? - valent, la mallette à la main. « Vous savez, après plus de quarante ans de communisme, expliquent l'un d'entre eux, les acquéreurs possibles sont soit les anciens apparatchiks, soit les hommes de la mafia locale... soit les étrangers. » Une belle base pour le petit capitalisme tchécoslovaque local !

E. I.

**l'ISG ...**

**... 25 ans de présence mondiale**

**ISG**

**INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION**

Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

Batiment d'enseignement supérieur technique privé

6/8, rue de Lota - 75116 Paris Tél. (1) 45 53 60 00



## CHAMPS ECONOMIQUES

Évolution et révolution en URSS

## Le retour de la société

La population subissait un monde politique qu'elle ignorait, mais elle se développait indépendamment

par Alain Blum

L'ÉVOLUTION actuelle de l'URSS marque le retour de la société sur les devants de la scène. Le politique en redévoit l'expression. Pendant plus de cinquante ans, depuis la fin des années 20, la sphère politique soviétique avait perdu tout contact avec une société qui continuait à se développer de façon autonome. Le monde politique vivait comme un microcosme, l'on ne voyait le pays qu'à travers ce monde, son langage, ses stratégies, ses changements ou son inertie.

Lorsque les mesures sociales répressives (sur le divorce, l'avortement, etc.) sont prises en 1936, par exemple, elles sont justifiées par un langage idéologique qui n'a plus aucun rapport avec la réalité ; elles ont perdu toute trace d'une analyse du social qui, prenant ses racines dans la fin du dix-neuvième siècle, s'était prolongée, voire étendue, au début des années 30. À la place des textes mettant en avant les facteurs sociaux du recours à l'avortement, comme ceux de Gernet, les ouvrages parus en 1936 parlent d'une loi entrant dans l'histoire du pouvoir soviétique et son souci de la santé des femmes et des enfants, etc.

Cette dissociation, qui apparaît au

début des années 1930, atteint son point extrême quand le chiffre même de la population totale de l'URSS sera décidé par Staline. Alors que le recensement de 1937 aboutissait à 162 millions d'habitants, Staline parle de 170 millions d'habitants, annule le recensement, et lorsque le directeur de la statistique vient le voir pour lui demander l'origine de ce chiffre, il lui répond qu'il « sait parfaitement quel chiffre lui indiquer ». Le chiffre était devenu enjeu de comparaison entre socialisme et capitalisme ; la croissance démographique devenait argument idéologique.

## Une inversion de sens

Le discours devient dorénavant si éloigné de la réalité sociale du pays qu'il n'a plus prise sur ce qu'il voulait modifier. La société avait renoncé à s'inscrire dans un monde qu'elle ignorait. Elle le subissait, mais elle se développait indépendamment. Cette dissociation entre les deux mondes vient de prendre fin avec éclat.

Le futur de l'Union ne peut alors s'envisager qu'en cherchant à comprendre si la société soviétique, ou plutôt les sociétés de ce que fut l'URSS, sont capables, ou non, de fonctionner et de guider les changements actuels, de les orienter et non de les subir. Faut-il reconstruire complètement un tissu social qui puisse

servir de base à l'économie de marché, ou les structures existantes sont-elles au contraire suffisantes ?

Question fondamentale à laquelle on aurait tendance, à première vue, à répondre négativement. Le pouvoir soviétique avait profondément bouleversé les rapports sociaux, ne laissant subsister qu'une société atomisée et passive. Mais, en développant de telles conclusions, on tombe dans le piège des catégories qu'a construites l'idéologie soviétique, sans que ces catégories reflètent des changements réels. À partir de la fin des années 30, cette société est, en général, décrite dans les ouvrages statistiques, comme simplement envasée d'ouvriers, de paysans et d'employés.

L'Humanité en 1936 écrit : « Ce recensement [le recensement de 1937] doit donner un tableau statistique exact des changements inouïs qui se sont produits dans les rapports entre les dizaines de millions d'habitants de l'URSS. (...) La catégorie sociale des « patrons occupant des ouvriers salariés » a disparu, et, dans les questionnaires nouveaux du recensement, l'expression même de « classe » a disparu, car ce recensement a lieu au seuil de la société sans classes. » Remarquable inversion de sens, qui fait d'un changement de catégories d'analyse produites par l'appareil administratif un changement de société ! Cette description va se

enserrer dans les recensements de l'après-guerre et va conduire à faire croire à l'homogénéisation de la société soviétique.

Derrière ce cadre descriptif étroit et homogène se cache une société tout autre, variée et, surtout, qui a continué à évoluer indépendamment du pouvoir politique. On a voulu croire que le politique s'était confondu avec le social. Il n'en a jamais été si éloigné. Loin de tendre vers le *Nous autres* de Zamyatin ou vers 1984 d'Orwell, on peut montrer, à travers de nombreux indicateurs, que les réseaux sociaux de base sont restés là qui permettent sans doute de se dégager de l'économie centralisée, planifiée à l'extrême, d'État.

## Le piège des mots

L'analyse sociale et démographique montre avec clarté cette autonomie du social. Les disparités géographiques des comportements, expression des différences culturelles, se sont conservées. La législation était la même dans toute l'URSS : la Lituanie catholique ne connaît pourtant jamais un développement important du divorce et de l'avortement. L'Église protestante se saisit, au contraire, de la législation libérale qui suivit la mort de Staline pour continuer une tradition qu'elle n'avait pas abandonnée dans sa période d'indépendance.

Coupée en théorie du monde scandinave, l'Estonie est malgré tout un des pays connaissant la natalité hors mariage la plus élevée : la proportion de naissances illégitimes dépasse les 30 % en zone rurale dans ce pays. Loin de s'être éloignée de la Scandinavie, ou même de s'être figée dans une situation qu'elle aurait conservée de l'avant-guerre, la société estonienne a donc continué à suivre la voie de la société scandinave.

Même constatation dans les pays d'Asie centrale ou dans le Caucase, où la fécondité se compare à celle de l'Iran pour l'Ouzbékistan, de la Turquie pour l'Azerbaïdjan, et non à celle de la Russie. Elle commence à baisser fortement en Azerbaïdjan à la fin des années 60, comme en Turquie. Elle ne diminue qu'à partir de 1975 en Ouzbékistan, comme dans plusieurs pays à tradition islamique.

La juxtaposition de deux mondes se retrouve quand on observe la similitude des comportements des Russes en Ouzbékistan et en Russie. Loin de se fonder dans les régions d'immigration, les Russes conservent la même mortalité, la même fécondité, les mêmes pratiques de mariage, qu'ils vivent en Russie ou en Asie centrale. Preuve extrême d'une société de type colonial, dans laquelle la fusion n'existe guère.

Même géographie pour les structures sociales, bien que les preuves manquent encore. Pourquoi découvrir, derrière ce qui était le Parti communiste soviétique (PCUS), une variété de groupes économiques ou politiques ? N'imaginons pas que ces groupes sont apparus brusquement, à la suite d'un coup de baguette magique de l'enchanteur Mikhaïl Gorbachev. Il est clair que les conditions sociales, même d'après la révolution, ne pouvaient simplement s'exprimer qu'à travers le filtre destructeur du langage et de la pratique officielle. Le PCUS n'était qu'une coquille sémiotique, la variété de la société s'y fondait sans être détruite. Sa disparition ne devrait que concrétiser cette variété, la montrer au grand jour.

On doit alors nuancer le discours soviétique, mais aussi occidental, qui montre un pays en décomposition. Décomposition d'un empire d'abord, avec les revendications nationales ; décomposition d'une économie ensuite, avec ces queues devant des magasins vides. Or on ne doit pas tomber à nouveau dans le piège des mots, on ne doit pas prendre une situation transitoire effective comme difficile pour une tendance à la décomposition. Les difficultés présentes peuvent être vues comme la douloureuse mais nécessaire adaptation d'une société en voie de solidification.

Dans cette logique, il faut se méfier de conclusions trop vites tirées de la libération de la parole. On nous parle de cette montée irrésistible de la criminalité, par exemple. Les articles sont nombreux dans les *Nouvelles de Moscou*, *Argumentis* et *Faits*, d'autres journaux encore, traitant de ce sujet. On se sert de cela pour tenir un discours catastrophiste sur le devenir des composantes de l'Union. Mais on ne peut pas oublier que le fait divers qui avait un sens tout autre dans le passé, qui devait être l'expression d'un phénomène alarmant, est redevenu fait divers.

On ne peut nier une montée de la criminalité : 2,1 millions de délits ont été enregistrés en 1985, 2,5 millions en 1989. Mais le fait qu'on en parle et qu'elle existe ne signifie pas qu'elle est devenue un des phénomènes majeurs de la société ; son ampleur est multipliée par le fait que l'on n'en parlait pas du tout auparavant. Il y a surtout transformation de sa structure, il y a montée d'une petite délinquance, touchant l'individu : de 27 % de délits concernant des biens individuels en 1985, on est passé à 41 %. Cette montée est donc d'autant plus perçue par tous.

De la même manière l'impression d'une décomposition du pouvoir en Asie centrale et d'un retour aux pouvoirs familiaux et patriarcaux est en grande partie illusion. La description homogène de la société communiste avait fait croire à un changement exemplaire de ces pouvoirs. Or il est clair que le langage s'était le plus souvent adapté aux structures existantes, que la structure du pouvoir communiste dans ces régions était souvent un masque appliqué aux structures patriarcales : les structures locales du Parti reproduisaient en fait les structures traditionnelles du pouvoir des clans. On a plutôt l'impression d'une décolonisation lente, qui revêt l'apparence d'un pouvoir qui, bien que toujours présent, s'était fondu dans une description qui ne lui appartenait pas.

Un dernier exemple de cette toute-puissance du social, et de la nécessité d'une analyse qui rende à une partie des régions que comptait l'URSS une

dimension européenne, peut être tiré de l'examen des tendances migratoires que l'on peut attendre dans le futur. L'URSS est de toujours un pays de migrations. Malgré le système des *propaganda*, ces autorisations de séjour intérieur qui limitaient les possibilités de mobilité, les flux inter et intra-Républiques ont toujours été importants.

Apparences migrations intérieures, ces flux ont plus le profil de migrations internationales, au sein d'un pays aussi divers que l'État l'Union, et permettent d'imaginer le devenir des migrations en Europe autrement qu'on ne l'a couramment entendu ces derniers temps. On aurait tort de ne percevoir les changements futurs que comme un déversement d'une population d'Europe de l'Est et de l'URSS vers l'Europe occidentale. Cette répartition de la société, fait au contraire penser l'Europe comme « régénérée » des flux migratoires divers rappelant peut-être ceux qui se dessinaient dans l'entre-deux-guerres.

Deux aspects essentiels vont dans ce sens. D'une part, le processus de décolonisation en cours en Asie centrale et moyenne, déjà bien engagé, devrait conduire au développement important de migrations de ces régions vers la Russie. Comme la France, qui a vu se renforcer les mouvements migratoires en provenance du Maghreb dès après la décolonisation, la Russie a déjà vu les flux s'inverser, et ce, dès le début des années 70.

Entre 1961 et 1970, la Russie a perdu plus de 1 million d'habitants au profit des Républiques voisines ; entre 1979 et 1988, elle en a gagné près de 1,8 million au détriment de ces mêmes Républiques. À l'inverse, l'Ouzbékistan, qui avait gagné 250 000 habitants au détriment des autres Républiques, essentiellement de la Russie, entre 1961 et 1970, en a perdu 507 000 entre 1979 et 1988, avant même les premiers conflits ethniques, le retour de peuples déportés ou l'émigration de certaines nationalités ; pour l'Asie centrale dans son ensemble, les chiffres sont respectivement de 460 000 et 1,1 million.

## De longues racines

Expression remarquable de l'antériorité de l'évolution sociale par rapport à son expression politique, la décolonisation, qui a vu, depuis deux ans, un remplacement rapide des cadres politiques dirigeants, se concrétise maintenant dans une revendication d'indépendance. Les flux migratoires préfigurent déjà un devenir qui fera de la Russie un pays receveur de main-d'œuvre. La jeunesse des populations d'Asie centrale devrait contribuer à renforcer ces flux.

Si l'on peut certainement s'attendre à des migrations vers l'Europe occidentale, celles-ci seront aussi amplifiées au sein même de la Russie, et dans ses bordures élargies aux Républiques occidentales comme l'Ukraine ou les pays baltes, ainsi que vers certains pays de l'Est. On peut s'attendre à une renaissance de flux anciens, tels ceux connus dans l'entre-deux-guerres, qui ont permis l'implantation d'une population d'origine russe, ukrainienne ou balte, restée attachée à sa terre d'origine, ou, en tout cas, servant de point d'ancrage à des migrations futures.

On observera non pas un « déversement », terme qui joue trop sur une analogie avec deux réservoirs dont on ouvrirait les vannes, mais le développement de flux orientés dans diverses directions et pouvant conduire, plus qu'à un déséquilibre, à la reconstruction d'une Europe équilibrée. Ces flux ne seront d'ailleurs pas seulement migratoires, mais sans doute beaucoup plus caractérisés par une croissance rapide des échanges économiques et par une mobilité temporaire.

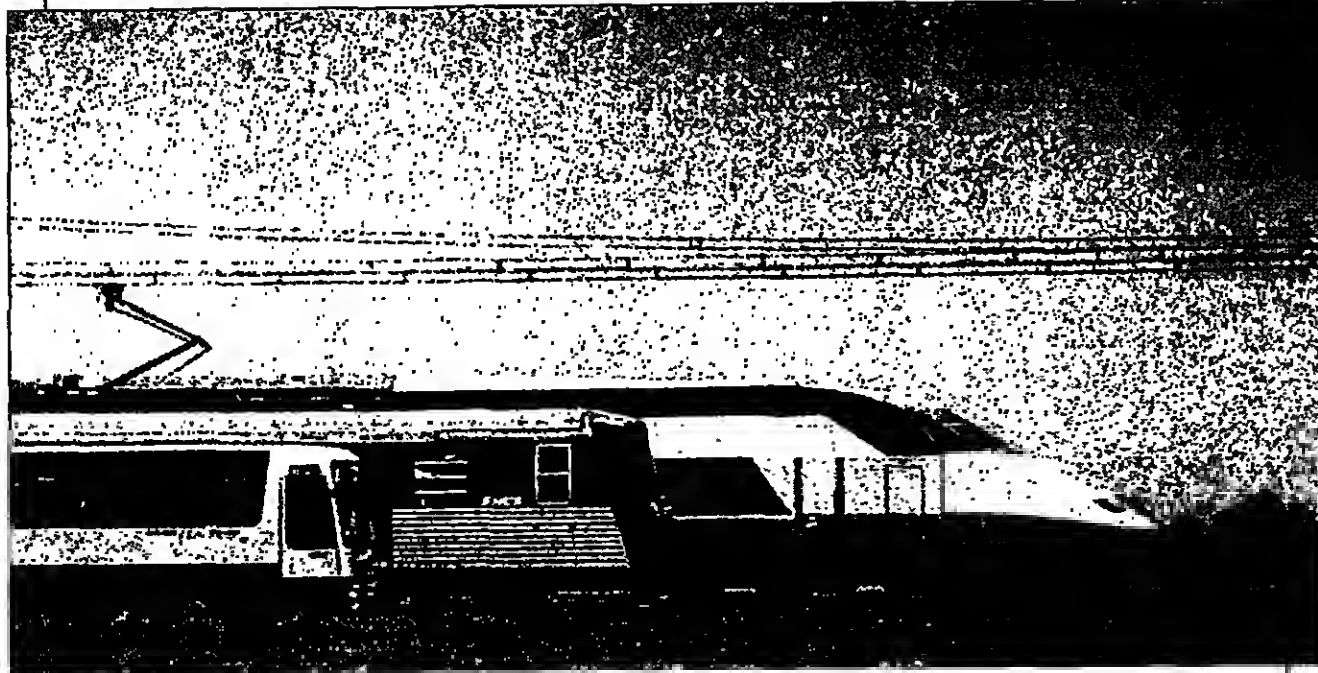
Il est donc à la fois intrigant et fascinant, dans une perspective historique, d'observer que, malgré les ruptures dramatiques qui ont vu dans les années 30 des générations entières sacrifiées (la famine de 1933 qui fit doubler le nombre de décès, la « dékoulakisation », les années de répression et de déportation) et ont conduit à 26 millions de décès supplémentaires pendant la seconde guerre mondiale, la société semble avoir continué à évoluer, à exister, à garder ses racines dans l'histoire longue. Elle ne s'est pas non plus figée, elle s'est construite et modernisée. Nous ne devons comprendre les enjeux actuels qu'en comprenant cette continuité et cette mobilité, qu'en nous dégageant d'une vision par trop marquée par des événements dramatiques.

► Chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEPTEMBRE 1991

## La SNCF émet un nouvel emprunt d'un montant minimum de 2,8 milliards de francs



Emprunt 9 % mars 1991-2003

Pour le financement de son programme d'investissement, la SNCF lance un nouvel emprunt assimilable à sa ligne 9 % mars 1991-2003. Cette ligne est notée respectivement AAA et Aaa par les agences Standard and Poor's et Moody's.

Accroissement de la liquidité de l'emprunt

Le montant de l'émission pourra être porté de 2,8 à 3,36 milliards de francs en fonction de la demande. L'encours de la ligne atteindra après assimilation de cette nouvelle tranche un volume de l'ordre de 12 milliards de francs.

Internationalisation du placement

Pour la première fois, une partie de l'émission est réservée aux investisseurs non résidents. Pour obtenir toutes précisions complémentaires et pour souscrire, contactez votre établissement financier habituel.

## FINANÇONS LE PROGRÈS

DIRECTION FINANCIÈRE: 17 RUE DE LONDRES, 75009 PARIS

Une fiche d'information (vies COB n° 96-365 en date du 25 septembre 1991) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. BALO du 30 septembre 1991.

SNCF



## CHAMPS ECONOMIQUES

Evolution et révolution en URSS

# Un système à séculariser

Rendre à la population le patrimoine confisqué ;  
opérer une décolonisation comme dans le reste du monde

par Gérard Duchêne

L'OCCIDENT a du mal à se passer de l'URSS. A peine éteints les lampions des déclarations d'indépendance des Républiques que l'on multiplie les encouragements à maintenir l'Union soviétique. L'URSS est morte, vive l'URSS ! Pour des raisons de sécurité d'abord. Qui gèrera l'arsenal nucléaire ? Qui appliquera les traités de désarmement ? Plus tard, qui maîtrisera les Iran, les Irak et les Koweït d'Asie centrale et du Caucase ? Qui portera la dette ? Mais l'Occident a en plus un vieux souci de démocratie : oublié, le totalitarisme impérial ! Disparaît l'Union, et ce serait la porte ouverte à la dictature coloniale de la Grande Russie, la profération des mini-totalitarismes, avec en prime l'abandon des perspectives de transition ordonnée au marché. Défense intégrée, marché commun, monnaie unique ! Tel est le slogan crié à l'unisson de Mikhaïl Gorbatchev par l'Occident (à défaut de le réaliser dans l'Europe des Douze, appliquons-le là-bas). Est-ce réaliste et qu'est-ce que cela implique ?

Monnaie commune ? On oublie trop souvent que la monnaie n'a de sens que pour échanger des biens ou des services entre propriétaires légitimes. On ne peut plus aujourd'hui que jamais, car si la propriété privée est reconnue dans son principe, la légitimité des propriétaires concrets (Etat fédéral, Républiques, coopératives, mafieuses, apparatchiks responsables ou irresponsables) est de plus en plus contestée. Préférer faire jouer au rouble le rôle de monnaie commune relève donc de la plaisanterie, si cette expression ne cachait bien autre chose que des préoccupations monétaires.

### Un ensemble très intégré

Force est de reconnaître que les réformateurs russes qui parlent dans le contexte actuel de « marché commun » entre Républiques, abusent consciemment ou inconsciemment d'un terme connoté positivement pour signifier en fait « accord entre nouveaux pouvoirs autonomes sur les livraisons mutuelles des principaux produits, si possible en maintenant ces livraisons à leur niveau antérieur ». Mieux vaudrait donc parler de « planification commune ».

Quelle peut être l'attitude de chaque République par rapport à un tel accord ? L'appréciation des relations économiques entre les Républiques – comme d'ailleurs toute mesure de l'activité économique en URSS – est rendue très difficile par l'absence de signification des prix. Il est donc nécessaire d'utiliser les prix mondiaux comme étalon de mesure (en utilisant le coût réel des facteurs pour les services non échangeables) ; on peut alors présenter de la structure de l'économie soviétique le bilan suivant (1).

L'URSS tout entière a un PIB à peu près égal à celui de la France (pour une population cinq fois supérieure). Mais ce PIB est consacré à la consommation des ménages pour 40 % (France : 60 %), ce qui implique que le niveau de vie moyen des Soviétiques équivaut à 14 % de celui des Français : les gains moyens d'une personne active représentent un panier de biens et services marchands et non marchands de 1 400 F par mois environ.

La majeure partie du produit soviétique va donc à l'investissement (38 %) et aux dépenses militaires (16 %). Ces données contrastent avec celles qui sont comptabilisées officiellement, au moyen du système de prix intérieur à l'URSS : la consommation des ménages représente alors 60 % du PIB, l'investissement, 33 %, et les dépenses militaires, 9 %.

L'URSS a un degré d'ouverture extérieure relativement faible : les exportations et les importations représentaient chacune, jusqu'au krach du COMECON, 10 % du PIB, contre 22 % en France ; depuis, ce taux s'est encore réduit, autour de 7 %. En revanche, les relations entre Républiques au sein de l'URSS sont nettement plus intenses.

En moyenne, le taux d'ouverture des Républiques hors Russie est de 55 % ; il est plus faible pour la Russie (35 %), à cause de sa dimension (le PIB russe représente 61 % du total de l'Union pour une population de 51 %). Tous ces taux indiquent une forte dépendance

mutuelle des Républiques, même de la Russie.

La cause paraît donc entendue : l'URSS est un ensemble fortement intégré à l'intérieur et relativement isolé de l'extérieur ; une telle configuration dicte le maintien de liens politiques, et éventuellement l'instauration d'une monnaie commune. Pourtant, une analyse plus approfondie du dossier montre que le problème est beaucoup plus complexe.

Il y a tout d'abord des différences importantes, outre la taille, entre la Russie et les autres Républiques. La « grande sœur » est nettement plus productive : en termes de PIB par tête, toujours mesuré aux prix internationaux, la Russie fait presque 50 % de mieux que n'importe quelle autre (y compris les pays baltes). Elle est également la seule à être excédentaire commercialement, et de beaucoup (9 % de son PIB, un record mondial).

La Russie concentre sur son territoire des secteurs qui rendent une forte valeur ajoutée aux prix mondiaux (pétrole et gaz, minerais et métaux, armement, qui sont en même temps les secteurs exportateurs, encore que le dernier cité soit maintenant bien menacé). Elle est plus faiblement implantée dans les secteurs à faible valeur ajoutée (industries légère et alimentaire, agriculture).

Le paradoxe est que, aux prix intérieurs, la Russie « vend » son pétrole et ses matières premières bon marché aux Républiques, et leur « achète » relativement cher leurs produits. Aussi les Républiques croient-elles être excédentaires par rapport à la Russie, alors qu'elles sont en fait – en devises – subventionnées par cette dernière. En brandissant la menace de l'indépendance de la Russie, Boris Eltsine contraindrait les nouveaux pouvoirs républicains, tentés par l'indépendance sur le plan politique, à réviser un accord économique, le mal-nommé « marché commun ».

Cette situation paradoxale trouve ses racines dans l'histoire commune de la Russie et des autres Républiques. Le caractère très décentralisé de l'URSS, sa volonté de produire de tout au mépris du coût, et surtout son incurie séculaire à l'égard des activités jugées non prioritaires, laissent en héritage de très nombreux secteurs économiques non rentables aux prix internationaux, et cela dans toutes les Républiques.

Ces secteurs sont donc de fait subventionnés par les autres, l'ensemble étant (si l'on peut dire) à peu près équilibré. Impossible dans ces conditions de recourir au marché, sauf à un marché limité aux frontières de l'URSS par un tarif extérieur commun très élevé (à l'importation comme à l'exportation) et très différencié selon les produits, une solution qui a fait la preuve de son inefficacité, comme d'ailleurs la planification centralisée qui n'en est qu'un substitut muséifié.

La situation est si grave que certaines activités – dans l'industrie alimentaire ou la chimie entre autres – ont une valeur ajoutée négative, c'est-à-dire que leur production a un coût matériel (hors salaires et amortissements) plus élevé que la valeur de ce qui est produit : leur contribution au PIB est en fait une ponction. Fermer des entreprises – même en continuant à payer les personnels congédiés – ferait paradoxalement remonter immédiatement la production totale. Une solution aux fronts, mais qui implique d'importer les produits en question, ou de cesser de les utiliser.

Tout cela pose le problème de la finalité de la production de la nouvelle URSS. La structure et le volume des « échanges » inter-Républiques, la forte interdépendance des Républiques, sont la conséquence d'une politique de développement – l'industrialisation stalinienne-breznevienne – prolongée par quelques années supplémentaires d'accélération gorbatchévienne – qui a fait son temps.

L'URSS se trouve en quelque sorte devant le problème inverse de la France socialiste en 1982 : celui de la « logique de rupture avec le capitalisme », qui devient « rupture avec le communisme ». Faut-il, au nom de la solidarité nationale, préserver ou renforcer les droits acquis par certaines régions ou certaines catégories sociales et renoncer aux avantages du commerce international en instaurant des barrières protectionnistes et une réglementation plus contraignante de la vie économique ?

La solidarité nationale ne recouvre jamais que des intérêts spécifiques, encore faut-il savoir les

quels. En URSS, ce sont ceux d'une entité fort discrète mais omniprésente dans les relations inter-Républiques : le fameux « centre », le « un » du projet de traité « neuf plus un », le pré carré du Parti-Etat déchu. On assimile trop souvent le centre à une bureaucratie dérangée abstraite ou policière (le Kremlin, l'appareil, le Gosplan, le KGB, etc.), qui est actuellement en déroute. Mais le centre est, en outre, une véritable République supplémentaire – la plus importante – sans territoire officiel.

### Le cœur du centre

Sur le plan économique, il est officiellement constitué des ministères fédéraux, qui regroupent sous l'égide du premier ministre de l'URSS – dont les fonctions sont assurées par Ivan Silaev, l'ancien premier ministre de Russie – l'industrie lourde et de défense, mais aussi l'administration centrale, la recherche-développement, les forces armées, le commerce extérieur, etc. ; sa totalité une quarantaine de millions de salariés.

Le « cœur du centre », sa raison d'être, c'est le complexe militaro-industriel (CMI), qui regroupe plus de 8 millions de salariés de l'industrie, produisant la quasi-totalité de l'armement, de l'aéronautique, du spatial et de l'électronique, mais aussi bon nombre de matériels purement civils. La fonction stratégique du CMI n'a été entamée ni par la reconversion limitée engagée depuis 1989 ni par la participation de son ex-patron au putsch ; et sa reconversion, qu'envisagent certains responsables, en secteur civil de pointe ouvert sur l'Occident risque de prendre un temps considérable.

L'économie soviétique, toutes Républiques confondues, a été pendant des décennies au service du centre, le centre au service du CMI, et le CMI au service des ambitions de puissance de l'URSS. Chacune de

ces poupées gigognes versait sa contribution – en nature, sous forme de production de biens de consommation – à la population, mais l'ensemble fonctionnait au bénéfice du Parti-Etat.

Cette orientation de tout un système social vers une finalité qui ne correspond pas aux intérêts individuels – quelle que soit l'appréciation que l'on peut porter sur le degré d'adhésion collective de la population aux objectifs nationaux de l'URSS – ne pouvait qu'engendrer des forces centrifuges plus ou moins maîtrisées. La corruption, les mafias, l'économie parallèle, couvées par Leonid Brejnev et éclosées sous Mikhaïl Gorbatchev, doivent être considérées comme des réactions inévitables à un système qui ne pouvait accepter aucune forme de contre-pouvoir légal, sous peine de disparaître.

Mais les forces centrifuges ont pris leur véritable essor avec l'émergence de la question nationale. La réaction spontanée des Républiques (ou de collectivités plus petites), une fois acquis le minimum d'autonomie politique dans le chaos grandissant, est double (et apparemment contradictoire, comme l'a été souvent dans les problèmes de décolonisation) : revendication d'un accroissement de l'assistance centrale, d'une part ; refus de la dépendance imposée par le centre, d'autre part.

La réponse du centre – dont Mikhaïl Gorbatchev fut l'inséparable défenseur – aux revendications contradictoires des Républiques fut, jusqu'au putsch, le projet de traité « neuf plus un » : établir des relations acceptables entre les Républiques « acceptant » et un centre légèrement réduit (rationalisation des dépenses militaires), assurant la défense de l'Union, la sécurité des Républiques et leur représentation internationale. Le centre aurait disposé pour ce faire des ressources assurées par les profits des secteurs

« stratégiques » (métaux précieux, pétrole et gaz, CMI, nucléaire) dont il aurait conservé le contrôle, et par les contributions des Républiques (à négocier).

Il est clair qu'un tel projet renforçait encore la dépendance des Républiques (y compris de la Russie) par rapport au centre puisqu'il ne laissait à celles-ci que les activités non rentables. Il aurait donc été ou tard, malgré les appréhensions des putschistes, conduit à la restauration du système traditionnel (y compris dans sa dimension de puissance internationale), et aurait enfermé Boris Eltsine dans le rôle d'un président de région.

### Des idées révolues

L'après-putsch inverse les statuts des deux dirigeants de l'URSS, mais ne change guère au fond les données du problème. Le centre et le CMI sont installés partout, mais principalement en Russie (celle-ci abrite 66 % des effectifs industriels du centre et 71 % de ceux du CMI, l'Ukraine en ayant pour sa part respectivement 19 % et 17 %) ; près de 60 % du PIB russe est produit par le centre.

Il est de l'histoire politique de Boris Eltsine de l'annexer, sous une forme ou une autre, quitte à recommander aux autres Républiques un comportement identique. Le pouvoir fédéral pourrait se réduire alors à la défense et aux affaires étrangères – mais dans une dépendance financière complète à l'égard de la Russie.

Mais que faire de ce lourd héritage ? La même chose qu'avant, la Russie succédant à l'URSS avec un traité qui pourrait s'appeler « neuf dont un » ? Ce serait paradoxalement la solution de facilité, et, malgré les protestations des Républiques, la Russie aurait les moyens de les faire passer par ses fourches Caudines. On retrouverait alors la tradi-

tionnelle économie de subventions, relativement fermée à l'Occident et imperméable au marché intérieur, une économie orientée vers la puissance d'un Etat et non vers les besoins de sa population.

La voie difficile passe au contraire par l'ouverture au monde extérieur : elle suppose pratiquement une restructuration considérable du tissu industriel, l'abandon à la fois du centre et des ambitions de l'URSS (ou de la Russie) en tant que puissance militaire mondiale. Cette voie semble plus accessible par des Etats réellement indépendants (ce qui ne les empêcherait nullement de commercer les uns avec les autres) que par le maintien de l'ancienne Union (allégée de quelques membres).

Comme à la veille de 1917, la Russie se trouve « grosse de deux révolutions » (selon le mot de Lénine). La révolution « bourgeoise », qui avait été faite en février 1917, mais annulée en octobre, reste à faire aujourd'hui ; elle consisterait essentiellement à rendre en toute propriété à la population soviétique le patrimoine qui a été accumulé et géré en son nom, mais en fait confisqué, par le Parti-Etat.

L'autre révolution à faire est celle de la décolonisation, opérée par le reste du monde entre 1945 et 1960, et de l'exploration de nouvelles formes de coopération entre Etats de divers niveaux de développement. Ce n'est qu'au prix de ces deux renoncements à des idéaux révolus que la Sainte Russie pourra se séculariser et entrer enfin dans l'ère de la modernité.

(1) Les données présentées ici sont le résultat d'une expertise réalisée par l'auteur sur Claude Sémis-Leygonie, et sont en partie publiées dans le recueil *La Grande Transition. Economie de l'après-communisme*, à paraître aux Editions Cujas.

► Professeur à l'université Paris-XII, chercheur au CREST-Ecole polytechnique.

## SICAV. UNE FOIS ENCORE, AXA ASSURANCES CONFIRME SA PREMIERE PLACE.

Aujourd'hui plus que jamais, avant de placer son argent, il faut savoir où placer sa confiance.

Grande compagnie d'assurances et important groupe financier, AXA Assurances se voit remettre cette année encore, le prix du magazine Mieux Vivre : prix de la compagnie d'assurances ayant obtenu les meilleures performances en matière de Sicav.

Les meilleures performances, 4000 Agents Généraux à votre écoute, un solide groupe financier... Avec AXA Assurances, votre épargne est bien placée.



L'ENGAGEMENT D'ETRE DIFFÉRENT



## CHAMPS ECONOMIQUES

## CHRONIQUE

PAUL FABRA

Il y a quelques années, on ne pouvait assister à un colloque d'économistes sans que l'un au moins des exposés fût consacré à la crise de la pensée économique ou à quelque thème approchant. Ce stade paraît dépassé aujourd'hui. Non pas qu'aux graves questions qui avaient suscité le sentiment qu'on butait sur d'innécessaires contradictions dès qu'on essayait de passer à une représentation dynamique du marché — correspondant d'évidence à la réalité — en partant du modèle théorique, et étatique, connu sous le nom d'équilibre général (fondé sur l'hypothèse d'une concurrence parfaite et parfaite); non, mais, dis-je, qu'à ces difficultés de véritables solutions aient été apportées.

A l'occasion du quinzième congrès de l'Association française de science économique (AFSE), on pouvait entendre l'écho de ces graves interrogations de naguère, lesquelles sont encore celles d'aujourd'hui pour les plus exigeants ou les moins blasés. A en croire Vivien Lévy-Garboua (travaillant pour la BNP), «... un nombre croissant d'économistes ressentent une malaise dans les techniques et les modèles de prévision. Beaucoup parmi les meilleurs esprits se détournent de l'analyse macroéconométrique, pour explorer de nouvelles pistes théoriques, et l'un des leaders de la nouvelle génération des économistes a même invité à une «révolution copernicienne» dans ce domaine. Le paradigme (1) de la synthèse néoclassique serait dépassé, sans qu'un substitut ait pu encore lui être trouvé...» Pour que nul n'en ignore, précisons ici que cette «synthèse», faite par le célèbre professeur du MIT (2), Paul Samuelson (prix Nobel), prétend marier la construction néoclassique de l'équilibre général de plein-emploi avec la théorie de Keynes fondée sur l'idée qu'il peut exister, et qu'il existe généralement, des équilibres de sous-emploi. On peut imaginer l'acrobatie pour combiner les deux approches.

Ce n'est pas en reprenant ce débat que les nombreux participants du congrès réunis à Paris la semaine dernière ont apaisé leur inquiétude. Ils ont prouvé, d'une manière plus simple, qu'on pouvait retrouver une certaine sérénité sans avoir résolu tous les grands problèmes. Bref, ils sont revenus sur terre, où, comme le disait Bergson qui voyait là un motif d'«optimisme empirique», l'humanité juge la vie bonne dans son ensemble, sans avoir pour autant trouvé une réponse au scandale de la souffrance. Le retour parmi les mortels ordinaires des économistes «dans leur ensemble» mérite qu'on s'y arrête. L'important est que, pour faire bonne mesure, ils recommencent aussi à poser des

questions qui sont susceptibles d'intéresser tout le monde.

La raison de cet heureux événement, elle tient certainement pour beaucoup au choix qu'avait fait le président sortant de l'AFSE, Jean-Claude Millon, pour le sujet du colloque: «Les métiers de l'économiste au service de la décision». Écoutez le directeur général de l'INSEE, dans le discours qu'il prononça à la clôture, justifier ce thème et la formulation qu'il lui avait donnée: «Les métiers... Pour être, il y a vingt ans, aurait-on parlé des «techniques» plutôt que des «métiers» de l'économiste; on aurait ainsi visé la recherche opérationnelle, les techniques de la prévision, la comptabilité nationale, l'économétrie, etc. Si nous avons délibérément retenu le mot «métier», c'est pour faire référence à un certain savoir-faire, en complément du savoir tout court ou de la technique pure.»

Serait-ce forcer la note que de voir dans cette désignation comme un vaste maïs, d'une certaine façon, plus modeste programme, emprunté tout à la fois de pragmatisme et d'ambition contenue pour le travail théorique, sommé de ne pas perdre pied avec la réalité ambiante? Osait-on ajouter qu'un tel programme sonne un peu comme une invite faite à la science économique de se rappeler qu'elle avait pu être grande et respectée quand elle se prenait autant pour un art que pour une construction intellectuelle, se contentant du nom d'économie politique? C'est un fait que, sur le terrain — je veux dire dans les différents ateliers où, deux jours durant, eurent lieu des sessions de travail sur des thèmes en prise avec les problèmes posés aux «décideurs» de ce pays et d'ailleurs, privés et publics, — l'exercice se révèle probant.

On eut l'impression que, une fois redevenus artisans, les économistes retrouvaient sans peine non seulement la main, mais aussi la plume faculté de leur jugement et des moyens d'expression donnés par la langue française (sans oublier pour cela les mathématiques) pour éclairer l'action. Une telle démonstration de professionnalisme — le mot fut prononcé à bon escient — pourrait, avec un peu de chance et beaucoup d'application, marquer une nouvelle étape dans l'évolution de la société française vers une meilleure appréciation du caractère spécifique des questions économiques. Il serait bon, il serait urgent, comme cela se fait cou-

ramment aux États-Unis, que les théoriciens français s'expriment pour le public, dans un langage accessible, sur les enjeux cachés derrière la conduite des affaires tant publiques que privées: le comportement des grandes entreprises intéresse le citoyen. «La vision suivant laquelle il y aurait les «savants» et les «vulgarisateurs» appartient au passé», devait encore dire Jean-Claude Millon.

Entendre parler Patrick Massarlin (professeur à l'Institut d'études politiques de Paris) sur «les règlements anti-dumping» et la part que les lobbies jouent, en convainquant les autorités communautaires à Bruxelles, en tirer pour mettre en échec les lois sur la concurrence, est de nature à alimenter opportunément un débat politique. Neuf fois sur dix, Bruxelles tranche à l'insu de tout contrôle de l'opinion. Il n'est, en tout cas, pas mauvais a priori de connaître la liste des vingt-trois grosses sociétés «devenues des utilisatrices régulières des procédures anti-dumping», et d'où émanent la plupart des plaintes formulées contre la concurrence des firmes situées hors du territoire de la Communauté (surtout, mais pas seulement, en Asie). Cinq sont françaises (toutes nationales), sept allemandes, trois italiennes, trois néerlandaises, deux britanniques, etc.

PARÉILLEMENT utile est l'analyse qu'ont présentée Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre (enseignants à l'École polytechnique et à la London School of Economics) de la politique de concurrence appliquée en France depuis la réforme introduite par Edouard Bellet. Des progrès importants ont été accomplis, même si nos deux économistes déplorent à juste titre que les concentrations échappent à la compétence du Conseil de la concurrence; le ministre reste seul compétent pour les décider et les contrôler, ses pouvoirs ayant été en fait renforcés dans la matière. La politique peut ainsi continuer, pour favoriser les fusions d'entreprises (toutes n'ont pas été heureuses dans le passé, il s'en faut de beaucoup), à s'inspirer d'une théorie qu'il s'est bricolée lui-même et qui s'éloigne fort de l'analyse économique des situations concurrentielles. Il y aura toujours des secteurs trop «essentiels» à l'économie nationale pour qu'on y laisse le marché jouer son rôle régulateur. Un peu naïve est en revanche la réaction de nos auteurs quand ils pensent s'étonner du fait que la jurisprudence,

s'appuyant sur des arguments tirés du seul droit, en arrive le plus souvent à prendre des arrêts conformes à la logique économique. La rigueur des raisonnements juridiques vaut bien celle de maintes théories économiques modernes.

Fidèle au souci exprimé tout au long du colloque de répondre aux interrogations et aux préoccupations des utilisateurs, Pierre Melgrange, du CNRS, pose la question: la modélisation pour quoi faire? Il plaide non coupable pour cette dernière, mais en reconnaît les limites. Tel est aussi le point de vue de Fabrice Hanem, chargé de mission au Commissariat du Plan. Bernard Bobe applique au management de la recherche et du développement (R&D) les résultats des plus récentes analyses économiques sur la «compétition technologique», un domaine où, contrairement à ce que le profane pourrait croire (et espérer), la réflexion des théoriciens modernes de l'économie est particulièrement pauvre ou vague. Le facteur technologique n'est envisagé que sous son aspect d'innovation de procédés (de fabrication) et traité comme un «résidu» expliquant la partie de la croissance qu'on n'a pas pu expliquer autrement.

Des travaux plus récents, d'origine américaine, montrant que la R&D, pour rendre la meilleure d'elle-même, ne doit pas rester enfermée sur l'entreprise. Il convient qu'une partie de ses résultats soient livrés à la circulation. Si la firme se les approprie tous, on peut arriver à une situation paradoxale. La recherche et le développement risquent alors de «devenir des obstacles au changement». Pour qu'il en soit autrement, la firme doit pouvoir réaliser «au synchronisme du not-invented-here» («je n'ai inventé ni moi-même, ni pour cela même, rien sans autre forme de procès»). D'où l'idée que la R&D doit être conçue comme remplissant non seulement une fonction d'innovation, mais aussi une mission d'absorption (d'appropriation) de toutes les connaissances disponibles à l'intérieur sur le sujet. Cela implique l'acceptation d'une certaine appropriation collective des travaux de chacun.

L'auteur conclut: «... Les points s'établissent mieux entre l'économiste et le manager, dans ce domaine des investissements en R&D, dès lors que l'on abandonne les hypothèses de concurrence pure et parfaite et qu'on s'engage dans un cadre de concurrence imparfaite. Cela tient à la finitude des

dépenses encourues. Des découvertes de ses chercheurs, la firme attend de tirer ce qu'on appelle un avantage concurrentiel. L'objectif est de se tailler, au moins pour un certain temps, une position monopolistique en étant seule à offrir un produit présentant telle ou telle caractéristique.

LES marchés financiers occupent une place prépondérante dans la réflexion des économistes contemporains: pour notre malheur, les théoriciens, depuis Walras (le plus célèbre des économistes français de l'ère moderne, mort en 1910), voient dans la Bourse le modèle le plus parfait d'un marché concurrentiel (3). Le colloque se devait de consacrer une de ses sessions aux «dimensions financières de la décision». Le professeur André Orléan (École polytechnique, CNRS) se livra, s'appuyant sur de récentes études — dont les siennes, — à une critique en règle de la théorie dite des marchés efficients, selon laquelle, à chaque moment, le cours d'une action représente la meilleure évaluation possible de la valeur intrinsèque d'une société cotée. Avec un peu de chance, je veux dire grâce à un tel enseignement, et à la faveur d'un dégonflement commencé — un processus de longue haleine — de la «bulle financière», les futurs polytechniciens ne chercheront pas, au nom de la rationalité supposée des marchés de l'argent, à se convertir en «golden boys».

Beaucoup d'autres sujets furent abordés dans d'autres «communications» de qualité (ressources humaines, «situation territoriale des pays européens», pour les investisseurs japonais, par un professeur de Tokyo, etc.), épisodiquement gâtées par des expressions jargonneuses, telle celle-ci: «Une décision irréversible correspond à une perte de flexibilité décisionnelle». Comparée à l'importance du thème traité par les auteurs, la défense de l'environnement, on a scrupule à relever cette négligence.

- (1) Paradigme: pris dans le sens d'ensemble conceptuel qui forme la vision scientifique dominante d'une époque.  
(2) Massachusetts Institute of Technology, université Harvard.  
(3) Les économistes classiques (Adam Smith, David Ricardo) considéraient la qualité de «concurrentiel» aux marchés où l'offre n'était pas une quantité limitée (hypothèse correspondant à la notion moderne de marché avec «free entry»). Dans le très court terme, l'offre est toujours limitée (même si elle est si grande qu'elle paraît infinie). C'est particulièrement vrai sur les marchés de litres (où, au contraire, la demande est susceptible, dans certaines circonstances, de se multiplier quasi instantanément par deux, trois ou davantage...).

## Les métiers de l'économiste

reprise incertaine

Observateur  
ENTREPRISES  
TELECOMMUNICATIONSMESSAGERIE  
VOCALE

C'est l'indispensable complément de tout système de communication, mais attention aux pièges!  
Nos conseils pour vous équiper efficacement.

## SPECIAL JAPON

Les nouveaux outils de conquête des marchés, méga réseau, TVHD, télébureau, téléphone miniaturisé.

L'avenir selon NEC, NTT, CANON et FUJITSU.

EN VENTE DANS LES GARES, LES AEROPORTS  
ET PRINCIPAUX POINTS DE VENTE.

Le Monde  
Voyage avec Colomb

NUMÉRO HORS SÉRIE  
Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

INSEE  
la référence au bout des pages...

ECONOMIE  
&  
STATISTIQUE

• Chaque mois, une analyse rigoureuse de l'actualité économique et sociale.  
• Abonnement 1 an (11 n°s) 390 F  
INSEE - CNGP - BP 2718 - 92027 AMIENS Cedex

3 FORUMS LE MONDE - LE MANS

**COMMENT PENSER L'ARGENT?**

Intervenants: J. ANDREAU, G. de BOISSIÈRE, H. BOURQUINAT, P. CHAUDRU, D. DUMEN, A. GOTTI, G. COTTEAU, J. DEFLASSI, J. DERRIDA, P. FABRA, J. GUÉTIÉ, B. GUÉRIOT, J. GUÉRIOT, M. GUILLAUME, J. M. HENRY, D. KESSLER, J. L. LECOURT, R. LION, B. MARIS, J. M. MEMARD, A. de MIOJOLLA, J. V. NGUYEN QUOC, J. ORSENI, F. RACHLINE, J. M. SERVET, M. SHELL, M. C. TAYLOR, J. M. THIVÉAUD, M. UZAN, J. L. VIELLEARD-BARON

LUNDI 28, MARDI 29, MERCREDI 30 OCTOBRE 1991  
PALAIS DES CONGRÈS  
ET DE LA CULTURE - LE MANS

organisé par:  
FORUM LE MONDE - LE MANS  
Palais des Congrès et de la Culture  
CITE CENDRARIENNE 72000 LE MANS  
tel.: (01) 43 21 22 44  
télécopie: (01) 43 28 33 66

Le Monde

(Publié)

CONSEIL  
REGIONAL  
DE BOURGOGNE

**MARCHÉ NÉGOCIÉ D'ÉTUDE**

**AVIS DE RECENSEMENT  
DE BUREAUX D'ÉTUDES**

**APPEL DE CANDIDATURES**

**PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHÉ**  
Conseil régional de Bourgogne  
Renseignements: 80-44-34-09

**OBJET DU MARCHÉ**  
Marché d'étude de définition en application de l'article 313 bis du Code des marchés publics. Sur la base d'un même cahier des charges, 3 à 5 concurrents choisissent la procédure de sélection décrite ci-dessous se verra confier un marché d'étude de définition. Ce marché a pour objet la détermination des modalités de réalisation de la réactualisation du schéma prévisionnel des formations, adopté en 1988, des lycées, des collèges et établissements assimilés afin de l'adapter aux évolutions démographiques, pédagogiques, économiques et régionales. Chacun des candidats retenus percevra une rémunération de 15 000 F.

**PROCÉDURE DE SÉLECTION**  
Le conseil régional de Bourgogne procédera à l'examen des dossiers de candidature reçus, 3 à 5 équipes seront admises à présenter une offre.

**SUITE POUVANT ÊTRE DONNÉE À LA CONSULTATION**  
Conformément à l'article 314 du Code des marchés publics, l'auteur de la solution retenue se verra confier sous forme d'un marché négocié, la réactualisation du schéma prévisionnel des formations des lycées, collèges et établissements assimilés bourguignons.

**DOSSIER DE CANDIDATURE À REMETTRE**  
- Note de 3 pages l'écrit succinctement présentant le mode de fonctionnement et l'organisation du bureau d'études, ainsi que ses moyens humains et matériels;  
- liste des références et expériences;  
- exemple d'étude de ce type dont la conception a été réalisée par le candidat.

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES**  
JEUDI 17 OCTOBRE 1991.

**ADRESSES OÙ ELLES DOIVENT ÊTRE TRANSMISES**  
- Par lettre recommandée:  
Conseil régional de Bourgogne  
17, boulevard de la Trémoille - BP 1602 - 21035 Dijon Cedex  
- Par dépôt: Conseil régional de Bourgogne  
Service des marchés et de la maîtrise d'ouvrage  
16, boulevard de la Trémoille - Res-de-chaussée - Bureau 412  
L'enveloppe devra obligatoirement porter le mentio de l'opération concernée ainsi que le cachet de l'entreprise.  
Date d'envoi à la presse: 20 SEPTEMBRE 1991





## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Signes contradictoires outre-Manche

# La reprise incertaine alimente les débats électoraux en Grande-Bretagne

Plusieurs indices donnent à penser que la reprise de l'économie britannique commence à se manifester. Mais les communiqués de victoire officiels doivent être relativisés : avant les élections, l'annonce de cette reprise constitue le cheval de bataille électoral du Parti conservateur. D'autant qu'il y a une ombre de taille : le cours du chômage continue à être préoccupant.

LONDRES

de notre correspondant

Tout le monde en parle, certains dressent la liste des signes annonciateurs, mais, en réalité, la reprise de l'économie britannique se fait encore désirer. Certes, à écouter les communiqués de victoire du premier ministre M. John Major, et du chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, la récession est terminée, et la croissance reprend le dessus. Il y a du vrai, mais aussi une large part d'auto-persuasion, comme si, avant de convaincre les électeurs, il fallait se convaincre soi-même.

Le gouvernement conservateur est d'ailleurs tellement persuadé de la fragilité de cette période de convalescence qu'il vient de renvoyer au lendemain des élections (prévues en novembre ou au printemps prochain) l'application d'une décision tout aussi inflationniste que peu populaire, du moins pour la majorité des Britanniques : il s'agit d'augmenter très fortement les salaires d'environ 2 000 « privilégiés » de la fonction publique (judges, hauts fonctionnaires, officiers), afin de les aligner sur ceux du secteur privé.

Plusieurs indices semblent pourtant justifier l'optimisme officiel, notamment une assez forte croissance des exportations (+2,5 % au cours des trois derniers mois), ainsi qu'une augmentation du volume des importa-

tions (+4,5 % en août), la première depuis le début de la récession, qui s'explique par une reprise de la demande intérieure.

### La victoire sur l'inflation

Au cours de la même période, les gains de productivité de l'industrie ont été de 2,3 %, ce qui, selon M. Lamont, « tend à montrer que l'économie britannique est maintenant beaucoup plus flexible et adaptable, et donc capable de répondre à des conditions économiques difficiles, de façon plus rapide et efficace ». D'autre part, un surplus commercial des produits manufacturés de

plus de 128 millions de livres (1,2 milliard de francs) a été dégagé, ce qui constitue une première depuis 1982. La bonne tenue des exportations est cependant due à une forte progression des ventes d'automobiles, qui, en augmentant de près de 47 % l'année dernière, ont probablement été l'élément déterminant de ce début de reprise économique. Ces ventes devraient cependant connaître une baisse sensible dans les prochains mois, notamment les exportations.

L'Office central des statistiques note enfin un ralentissement dans la baisse du PNB (produit national brut) : le déclin a été limité à

0,6 % au cours du deuxième trimestre de cette année, contre 1,1 % lors du premier trimestre. L'amélioration est d'autant plus significative que l'année budgétaire 1990-1991 a été marquée par le second plus grave récession (en 1979-1980, le PNB avait chuté de 4,9 %) que la Grande-Bretagne ait connue depuis l'après-guerre. Mais le vrai signe encourageant est la victoire remportée sur l'inflation : d'un taux de plus de 10,5 % il y a un an, celle-ci se stabilise à 4,7 % en moyenne annuelle, soit son plus bas niveau depuis trois ans, et devrait probablement ne pas dépasser 4 % avant la fin de l'année. Si c'est le cas, ce sera la première fois depuis vingt ans que le taux d'inflation de la Grande-Bretagne passera au-dessous de celui de l'Allemagne, mais il est vrai que celle-ci paie le prix de la réunification.

### L'ampleur du chômage

Conséquence directe de cette détente sur le rythme d'inflation, la Banque d'Angleterre a baissé les taux d'intérêt de 1,1 % à 10,5 % (la septième baisse depuis le début de l'année), une nouvelle baisse n'étant d'ailleurs pas exclue avant les élections. S'agissant des agents économiques, un climat de relative confiance semble se manifester, notamment dans les milieux industriels, bien que le sentiment général soit que la véritable reprise ne se fera sentir qu'au début de l'année prochaine. Des indications contradictoires sont d'ailleurs perceptibles : ainsi, les ventes de détail ont enregistré une baisse sensible (1,4 %) en août, par rapport au mois précédent, alors que les analystes de la City prévoyaient une baisse très faible.

Les financiers restent cependant préoccupés par l'ampleur du chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 59 200 en août, ce qui porte leur nombre total à plus de 2,4 millions (8,5 % de la main-d'œuvre),

soit le chiffre le plus imponent depuis trois ans. Le gouvernement estime cependant que dans ce domaine aussi la tendance est à la baisse : l'augmentation mensuelle du nombre de chômeurs s'établirait en moyenne à 60 000 depuis quatre mois, en baisse de 30 % par rapport aux quatre mois précédents.

Mais, outre que cette amélioration est niée par l'opposition, il est peu probable qu'elle se renouvelle à moyen terme, si l'on en

juge par le nombre d'entreprises qui ont d'ores et déjà annoncé leur intention de faire des économies sur leur masse salariale.

Le tableau de l'économie britannique reste donc très contrasté et il est probable que les bons et les mauvais résultats de l'économie seront utilisés comme argument électoral tout autant par le gouvernement conservateur que par l'opposition travailliste.

LAURENT ZECCHINI

## Moins de Rolls Royce...

LONDRES

de notre correspondant

Le marché des voitures de luxe résiste mal à la crise économique : Rolls Royce doit prendre des mesures drastiques pour faire face à la chute continue de ses ventes. Le constructeur britannique, qui avait supprimé 800 emplois (soit un quart de sa main-d'œuvre), au début de l'année, et doit aujourd'hui réduire davantage sa production. Les ouvriers de son usine de Crewe, qui travaillent actuellement trois jours par semaine, devront s'enrôler deux semaines supplémentaires en décembre. Les ventes, qui avaient atteint 3 300 unités (Rolls et Bentley) en 1990, plafonneront à moins de la moitié en 1991.

Au Royaume-Uni, 432 véhicules ont été vendus au cours des huit premiers mois de l'année, ce qui représente une baisse de 48,4 % sur l'année dernière. Aux États-Unis, il est probable

que moins de 600 Rolls et Bentley seront vendues, soit moitié moins qu'en 1990. Dans les deux cas, la récession économique est responsable, ainsi que l'augmentation des taxes sur les marchandises de luxe aux États-Unis. Au Japon, en revanche, qui est le troisième marché pour le constructeur britannique, il faut surtout incriminer le climat de scandales financiers : les hommes d'affaires japonais hésitent désormais à acquiescer des biens de consommation luxueux et voyants. Les ventes au Japon ont ainsi baissé de 64 % en août.

Les mauvais résultats de Rolls Royce ont une incidence directe sur le groupe Vickers, dont elle est une filiale. Vickers enregistre des pertes de 4,3 millions de livres avant impôt (soit 43 millions de francs) au premier semestre contre 39,8 millions de livres de profits l'an dernier.

L. Z.

## orientations SERVICE

### Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle

Adresse

Code postal

Ville

Age

Niveau d'études 90-91

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires                  | <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel         |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques           | <input type="checkbox"/> Electronique                      |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion    | <input type="checkbox"/> Expertise Comptable               |
| <input type="checkbox"/> Préparer un MBA                        | <input type="checkbox"/> Formation en Alternance           |
| <input type="checkbox"/> 3 <sup>e</sup> Cycle de Gestion        | <input type="checkbox"/> Formation Continue                |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale       | <input type="checkbox"/> Gestion Financière                |
| <input type="checkbox"/> Verbs, Commerce, Distribution, Gestion | <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel              |
| <input type="checkbox"/> Architecture                           | <input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration          |
| <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur               | <input type="checkbox"/> Informatique                      |
| <input type="checkbox"/> Arts Graphiques                        | <input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile |
| <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle        | <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste                |
| <input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique    | <input type="checkbox"/> Journalisme                       |
| <input type="checkbox"/> Assurance                              | <input type="checkbox"/> Logistique Production             |
| <input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie                    | <input type="checkbox"/> Paramédical                       |
| <input type="checkbox"/> Communication et Culture               | <input type="checkbox"/> Probatoire Dentaire               |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise        | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique            |
| <input type="checkbox"/> Communication, Publicité               | <input type="checkbox"/> Relations Internationales         |
| <input type="checkbox"/> Complément                             | <input type="checkbox"/> Risque et Baccalauréat            |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS           | <input type="checkbox"/> Sciences Politiques               |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po   | <input type="checkbox"/> Sténotypie/Communication          |
| <input type="checkbox"/> Danse                                  | <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil                 |

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement)

ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

EB

MARINI SLOGAN D'ETRE  
AVIS DE RECENSEMENT  
DE RELEVÉ D'ETUDES  
APPEL DE CANDIDATURE



Minitel 36 29 00 59. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

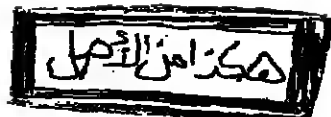


... il est parfois utile d'examiner son bilan.

Pour accéder à la totalité des 1 950 000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France et donc savoir à qui vous avez à faire dans les affaires, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accédez instantanément aux bilans comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.

**MINITEL 36290059. TOUS LES COMPTES ET BILANS DE TOUS LES GREFFES DE FRANCE.**





STRUCTURER, GERER, OPTIMISER

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER**

Avec près d'1 Md de CA, vous serez en charge de l'ensemble des activités administratives et financières de la filiale. Vous serez responsable de la gestion globale de la filiale et de la coordination des activités administratives et financières. Vous serez également responsable de la gestion des ressources humaines et de la gestion des équipements. Vous serez enfin responsable de la gestion des relations avec les autorités locales et nationales.

A 40 ans environ, de formation grande école de commerce, vous avez une expérience de 10 ans en tant que directeur administratif et financier d'une filiale d'un groupe industriel diversifié. Vous avez également une expérience de 5 ans en tant que directeur administratif et financier d'une filiale d'un groupe industriel diversifié.

Nous recherchons beaucoup d'importance à votre expérience et à votre capacité de gestion. Vous devez être capable de travailler dans un environnement international et de gérer des équipes multinationales.

Merci d'envoyer votre dossier (CV, lettre de motivation, références) à HayManagers, 26-28 rue Marquis Adrien, 92000 Nanterre, tél. 01 09 22 11 11.

**HayManagers**

HayGroup 181 CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

**DIRECTEUR  
GENERAL  
Agro-alimentaire**

Strasbourg - Cette société, à taille humaine (110 personnes, 120 millions de francs) filiale d'un groupe industriel diversifié de tout premier plan, s'est spécialisée dans la production et la commercialisation de produits alimentaires de luxe. Présente sur les circuits traditionnels et en grande surface, elle développe par ailleurs une forte activité exportatrice. Poursuivant une croissance soutenue sur un marché en plein essor, elle recherche son nouveau directeur général. Homme de terrain, communicant et rigoureux, il sera le principal instigateur de la politique commerciale, industrielle,

humaine et financière de l'entreprise. Il s'investira personnellement dans certains domaines stratégiques comme les achats. Cette opportunité de tout premier plan, évolutive et bien rémunérée, saura convaincre un professionnel de l'entreprise, diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou commercial), disposant d'une expérience convaincante en milieu agro-alimentaire à des niveaux de direction. Ecrire à M. GOMEZ en précisant la référence A/6914M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67080 STRASBOURG Cedex - Tél. 83.22.01.54.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage**LABORATOIRES SARBEC****FUTUR DIRECTEUR  
INDUSTRIEL**

Avec nos 160 MF de CA, nous sommes le premier fabricant indépendant de produits de haute technologie et de pointe de la grande consommation sous licence de la CORNE DE FUMÉE et de l'INSTRUMENT. Nous sommes une entreprise innovante, dynamique et flexible, basée en région parisienne. Nous recherchons un futur directeur industriel et commercial, âgé de 35 à 45 ans, avec une expérience de 10 à 15 ans dans le domaine de la grande consommation et de la grande distribution. Vous devez être capable de travailler dans un environnement international et de gérer des équipes multinationales.

Votre mission : la poursuite de la mise en place de la S.P.A.O. et la certification qualité, la conduite budgétaire, l'optimisation des achats et des processus. Vous aurez la charge de la Direction. Vous serez également le maître de l'élaboration et de la mise en œuvre de notre nouveau site industriel.

A 35 ans environ, vous avez une formation supérieure Grande Ecole (ESPE) en CHIMIE (PARIS) et une expérience de 10 à 15 ans en tant que directeur industriel et commercial d'une entreprise innovante, dynamique et flexible, basée en région parisienne. Vous devez être capable de travailler dans un environnement international et de gérer des équipes multinationales.

Merci d'envoyer votre dossier (CV, lettre de motivation, références) à HayManagers, 26-28 rue Marquis Adrien, 92000 Nanterre, tél. 01 09 22 11 11.

**HayManagers**

HayGroup 181 CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

**Directeur Europe  
des Opérations Techniques  
Réseau Tymnet**

BRITISH TELECOM est un des plus grands OPERATEURS DE TELECOMMUNICATIONS dans le monde. N°1 mondial du réseau de transmissions de données par paquets. Nous offrons des solutions globales de télécommunications à l'international.

B.T. TYMNET est un fournisseur international de valeur ajoutée dans le monde du réseau.

B.T. TYMNET, par l'étendue de ses prestations, coordonne l'activité de communication des entreprises à travers le monde.

UNE MISSION D'ENVERGURE : Garant de la qualité du développement de nos opérations en Europe : • vous managez à Paris un staff de 50 personnes : architecture de réseaux et logistique, évolution des normes et des installations, centre de contrôle permanent, support technique, nouveaux projets • vous améliorez sans cesse l'efficacité de ce staff dans son rôle de support auprès des équipes locales de chaque pays d'Europe.

VOUS : • vous avez au moins 35 ans, une formation d'ingénieur et de management • vous êtes bien intégré dans l'univers des réseaux de télécommunications avec une expérience d'au moins 5 ans dans des postes d'encadrement en 1<sup>ère</sup> ligne • vous parlez couramment l'anglais • vous êtes reconnu comme ayant un fort charisme personnel • dans un contexte en perpétuelle mutation, vous savez vous adapter en maintenant le cap sur les objectifs de fond • vous savez écouter, négocier, convaincre.

NOUS : • nous sommes un groupe international de très grande envergure sur un marché d'avenir, très évolutif • nous avons de très fortes capacités d'investissement à la hauteur de nos ambitions • nous vous confions un très haut niveau de responsabilités et nous attendons que vous en ayez une très grande maîtrise.

Pour un entretien individuel avec la société le 22/10/91. Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 7 ter, rue de la Porte de Buc 78000 VERSAILLES. Fax : (1) 39 49 51 94 en indiquant la référence 4566 sur la lettre et sur l'enveloppe.

La Défense

**BT**GROUPE D'INGENIERIE DE DIMENSION INTERNATIONALE,  
nous recherchons pour Paris le**Responsable**

de nos  
activités  
chimie et  
environnement

Sous l'autorité immédiate de la Direction Générale du Groupe, vous aurez pour mission d'assurer le développement de nos activités CHIMIE et ENVIRONNEMENT.

Ajouté à votre formation d'ingénieur, votre passé professionnel sera le meilleur gage de votre réussite.

Vous avez :

• dirigé un centre de profit important

• assuré le management de grands projets

• pratiqué des relations commerciales de haut niveau

Vous avez également une solide expérience internationale.

ORHUS, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, sous la référence JMP/31, au 25, rue Michel Salles 92210 SAINT-CLOUD.

**ORHUS**  
INTERSEARCH  
EN FRANCE**36 15  
1 M**

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.

FINANCE DI  
INTERNATIONAL

SÉLEC



## Carrières Européennes en Entreprises

### FINANCE DIRECTOR INTERNATIONAL FASHION PLC

LONDON/PARIS

EXCEPTIONAL BENEFITS PACKAGE

This International PLC is well known for its branded range of fashion and casual wear. The company has its own manufacturing base and markets and distributes its products worldwide, either directly or through licensing arrangements. Sales in 1990 were over £100 million.

As a member of the main board you will be responsible for all aspects of financial management and, with the Chairman, for the group's relationships with bankers, financial institutions and other professional advisers. The post will be London based but in the early months you will need to spend a large part of your time in Paris where the finance function is currently located.

Probably in your mid 30's to 40's, you will be a graduate chartered accountant, or equivalent, with excellent financial experience gained at a senior level in an international corporation renowned for the excellence of its management controls. Previous experience of the textiles or clothing industries is of no particular significance. Whatever your country of origin, you must be a European at heart and be able to conduct business in English and French. Further language skills would be a considerable asset.

This is an outstanding opportunity for an exceptional individual, and remuneration is unlikely to be an obstacle.

Please send a comprehensive résumé, salary details and day time telephone number, quoting reference 3106, to Neil Cameron, Touche Ross Executive Selection, 1st Floor, Hill House, 1 Little New Street, London EC4A 3TR. Telephone: + 44 71 836 3000.

Touche  
Ross

MANAGEMENT  
CONSULTANTS

36 15  
LM

3615 LM vous permet de consulter  
un mois d'offres d'emploi  
parues dans *Le Monde*.  
Les annonces  
présentes sur 3615 LM  
sont mises à jour quotidiennement.

Formation Supérieure Scientifique plus Formation Economique

## Jeunes Diplômés Européens,

## Votre Carrière

## Dans La

## Finance

## Début

## à Paris.

La COMPAGNIE BANCAIRE, premier groupe européen spécialisé dans les services financiers, offre son équipe multinationale de jeunes cadres pour accompagner son expansion dans différents pays européens. Afin de bien appréhender notre culture, vous travaillerez en France pendant 2 ans environ. Durant cette période, vous affirmerez votre sens de l'initiative et prendrez en charge des missions à haut niveau de responsabilité.

- **Planification** : Elaborer des prévisions pour préparer les décisions stratégiques de la Direction Générale, notamment financières, en tenant compte des taux d'intérêt, des contraintes du marché...
- **Développement international** : suivre et développer l'activité de nos filiales européennes ; mener des études marketing, financières, économiques et apprécier la faisabilité de nouveaux projets.
- **Informatique avancée** : gérer des projets dans un environnement matériel de pointe (réseau de stations de travail, UNIX, X11, SAS, USP, Smalltalk...) ; intégrer une équipe réputée pour la qualité de ses travaux (systèmes experts opérationnels en Europe...).

Jeunes Diplômés de formation scientifique supérieure, vous avez complété vos connaissances par une formation économique et souhaitez valoriser vos compétences. Vous bénéficierez d'opportunités d'évolution au sein de nos filiales européennes. Bien entendu la maîtrise de la langue française est indispensable pour réussir dans ces fonctions. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous ref. 954 à Béatrice PLANTUREUX - Service Recrutement - Compagnie Bancaire - 5 avenue Kléber, 75116 PARIS, FRANCE.

COMPAGNIE BANCAIRE

1<sup>er</sup> GROUPE EUROPÉEN SPÉCIALISÉ DANS LES SERVICES FINANCIERS

## Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

### appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt

MOUFFETLAND-TOURNEFORT  
Studio 30 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> arrdt. Cuisine  
entrée, salle, s. de bain.  
Rénov. récent. Pierre  
de taille.  
Tél. 43-25-43-48  
mme S. A. 30 et apte 19 h.  
Agence à domicile.

11<sup>e</sup> arrdt

11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT  
Rue Feller, proche 3 mètres.  
2/3 P., 84 m<sup>2</sup>, immeuble  
1970, 5<sup>e</sup> arrdt, sur rue calme  
et jardin, double living et  
chambre, dressing, chauff.  
eau individuel.  
Cave, Parking.  
Prix : 1 000 000 F.  
Tél. le soir 43-55-31-53.  
Tél. le week-end  
30-55-05-02

15<sup>e</sup> arrdt

CHODD-HERVET  
L'unique 7<sup>e</sup>, Petit immeuble.  
10 appart. Rén. par / hour, vitrines  
de studio au 3<sup>e</sup> F. duplex + terrasse.  
L'unique location 1981  
Nécessite CD / CCL Commercial.  
AVCO : 45-66-99-09

91 - Essonne

A VENDRE  
L'UNIQUE  
Centre ville, Pres. une com-  
modité. Entrée, séjour,  
3 chb., cuisine, et s.d.b. dou-  
bles. Cave. Parking couvert,  
+ asc. Part. ch. et.  
Tél. 84-45-44-71

92

HAUTE-SEINE  
PART. VEND. APP. 75 m<sup>2</sup>  
ASNIÈRES (pr. gare Colombes)  
3 chb., cuisine, 2 s.d.b., vitr.  
T. ext. Dou. 1<sup>er</sup> 2<sup>e</sup> gr. ch. Dress.  
Cuis. équip. et s.d.b. neuve  
Pte lat. app. cov. asc. park. int.  
RSD 000 F. Tél. 40-55-05-83

Province

ANNÉCY  
A vendre, tout type F3, 63 m<sup>2</sup> +  
terrasse + 10 m<sup>2</sup> de balcon, s.d.b.  
cuis. aménag. s/veranda, 2 chb.,  
vit. s.d.b. + cave. Part. ch. et.  
dans petite commune. Garde-  
meublé et résidence. Vue dégagée  
sur le lac.  
P. 700 000 F. 100 000 F. ch. et.  
T. 21 h. au 100 000 F. 35-12

### locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE  
3, av. de Messine 75008 Paris  
recherche APP. 2  
DE GRANDE CLASSE  
VIDES ou MEUBLES  
HOTEL PARTIC. PARIS  
ET VILLAS PARIS-EST  
Tél. : (1) 45-62-30-00

locations  
meublées  
demandes

Paris

DE FONCIÈRE DE SERIE  
rech. studio et 2 P. 2 P. 3 P.  
même V. GARANTIE ASSURÉE  
Tél. : 42-55-23-15

RÉSIDENTIE CITY

URGENT rech. pour clients  
étrangers d'importantes person-  
nalités - LUXE - LUXE  
APPARTS 1 A 2 ANS  
LOYERS GARANTIS  
Tél. : (1) 45-27-12-19

villas

ANTONY

NEUF - PROXIMITÉ REP  
Résidence Totale - Chaud  
Quartier calme et vitr.  
4 villas d'écouter  
en 3 appartements standing  
du 3 au 5 P. duplex

Part. ch. et. Jardin.

Pour tous renseignements :

ELIA IMMOBILIER

Tél. : 46-87-41-83

pavillons

PARTICULIER vend PAVILLON  
OSORN-LA-FERRIÈRE (77)  
F.A. Cuisine aménagée,  
séjour, salle à manger,  
2 chb., W.C., s.d.b. de bain.  
CHÈMÈRE, GARAGE, JARDIN  
Prix : 220 000 F.  
Tél. : 60-82-82-46

### appartements achats

EMBASSY SERVICE

rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APP. 2  
DE HAUTE CLASSE  
PARIS, RÉSIDENCE  
Tél. : (1) 45-62-16-40

Rech. URGENT 100 à

120 m<sup>2</sup> Paris préf. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>,  
14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>,  
COMPTANT : 45-75-48-07.

### CÔTE D'AZUR

DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT

Votre propriété de grand standing avec piscine et  
jardin paysagé, dans un domaine classé, privé, gardienné  
toute l'année, face aux Iles d'Or et à 30 mn de Saint-Tropez.

PRIX : 7 947 000 F TTC

Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui

même votre carte de visite à : PADINIA-Espace-Mandelieu  
154, av. de Cannes - 06210 MANDELIU - Tél. 92 97 03 00 - Fax 92 97 17 76

### propriétés

RECHERCHONS

Pour notre clientèle  
européenne, propriétés,  
domaines, châteaux.  
Expertise gratuite,  
discrétion assurée.

Demander personnellement

SIMILE GARCIN  
Tél. : (1) 80 52 01 50  
Fax : (1) 80 52 30 57  
TELEX 432 483 F.

### bureaux

Ventes

NATION 1 056 m<sup>2</sup>

Imm. neuf. Parking.

GENIAU CONSEILS

46-23-20-20

Locations

SIÈGE SOCIAL

Dans locaux de services  
Démarches R.C. - R.M.  
GODEC SERVICES  
CHAMP-ÉLYSÉES 47-23-05-47  
NATION 43-61-01-01

800 m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée.

RUE ROYALE

725 m<sup>2</sup> d'habitat.

PROXIMITÉ TROCADERO

800 m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée.

RUE ROQUEPINE

2 423 m<sup>2</sup> + parking  
div. à partir de 372 m<sup>2</sup>.

FRANKLIN-ROOSEVELT

51 m<sup>2</sup> rénové.

BIR-HAKEIM

2 600 m<sup>2</sup> divisibles  
à partir de 200 m<sup>2</sup>.

PORTE D'ITALIE

2 950 m<sup>2</sup> divisibles  
à partir de 400 m<sup>2</sup>.

AVENUE DE SUFFREN

4 500 m<sup>2</sup> divisibles  
à partir de 1 500 m<sup>2</sup>.

47-59-23-30

boutiques

Ventes

A SAISIR FC BOUTIQUE

C.C. CHAMPS-ÉLYSÉES  
Tél. 47-59-57-85

### bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

19<sup>e</sup> CHAMPS-ÉLYSÉES

ou AVENUE VICTOR-HUGO

Bureaux, appart., 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100 m<sup>2</sup>.  
Domicile : 182 1 339 71 76  
CDE 47-23-84-21.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - SAS - SARL

Constitution de sociétés,  
démarches et services.  
Formalités administratives.

43-55-17-50

BOURSE 500 m<sup>2</sup>

Imm. rénov. Parking.

GARE DU NORD

Imm. rénov. Parking.

GENIAU CONSEILS

46-23-20-20

fonds  
de commerce

Ventes

MARTINIQUE FWI

A vendre

Projet hôtelier en cours  
d'achèvement, ouvert fin 10/91

DÉFISCALISABLE

Lot de 100 m<sup>2</sup>, rec. pour 80

Ar. 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100 m<sup>2</sup>.  
Loyer : 2 500 F/mois.  
Tél. : (1) 80-42-48-09  
(le soir après 20 heures).

Part. vend. droit au bail

Tous commerces : 380 000 F.

ADJ-EN-PROVENCE

(trous de vitr.) : 80 m<sup>2</sup> ;  
Loyer : 2 500 F/mois.  
Tél. : (1) 80-42-48-09  
(le soir après 20 heures).

## MARCHÉS FINANCIERS

## L'avenir du Loto

## Le ministère de l'économie ne souhaite pas introduire de nouveaux actionnaires privés dans la Française des jeux

Récemment, M. Gérard Collé, l'ancien conseiller en communication du président de la République, avait créé une certaine sensation en annonçant son intention d'ouvrir le capital de la Française des jeux (Loto), dont il est le président, à l'actionnariat populaire. Ainsi cet homme proche du pouvoir s'engouffrait-il dans une brèche ouverte par M. Mitterrand, la privatisation partielle d'entreprises nationales. Et surtout il semblait-il, prospecter par ce biais des fonds nouveaux et accroître l'assise de ses supporters davantage enclins à jouer dans une entreprise dont ils deviendront actionnaires. L'occasion était judicieuse également pour orchestrer le lancement de plusieurs nouveaux jeux et alors que le chiffre d'affaires du Loto saute comme celui du PMU, l'un et l'autre en vive concurrence actuellement, surtout sur les jeux à petite mise et à gros rapport.

L'initiative de M. Collé ne pourra très probablement pas se concrétiser faute de l'aval des ministères concernés. En effet, interrogés à ce sujet, les directions du budget et du Trésor ont répondu sans aucune ambiguïté : « L'entrée de capitaux privés dans la société Française des jeux ne peut être envisagée ». Elle semble incompatible avec ses statuts et la finalité qui régit les jeux en France dans leur nature et dans leur nature. Ceux-ci ont été autori-

sés par la loi du 2 juin 1991 à la condition expresse de servir l'intérêt général sans but lucratif et de ne pas dégager de bénéfices. A l'époque, il s'agissait, dans un souci de moralisation et de défense de l'ordre public, d'une parade vis-à-vis des bookmakers, un souci qui revient d'actualité à la veille de l'ouverture du marché européen en 1993. Les pouvoirs publics peuvent d'autant moins transiger sur les principes que plusieurs procès opposent actuellement la société de bookmaking anglaise Ladbrokes au PMU pour concurrence déloyale. Ils sont actuellement en instance devant la Cour européenne de Bruxelles. L'aide de l'Etat aux sociétés de courses est mise en cause.

Enfin, il faut souligner que la Française des jeux est une société d'économie mixte dont la majorité des capitaux appartient à l'Etat mais dont les associations d'anciens combattants (par l'ex-Loterie nationale), des courtiers et certains salariés possèdent des parts. Depuis deux ans, elle a dégagé un solde positif de l'ordre de six milliards de francs par exercice environ qui, conformément à ses statuts, est affecté directement au budget de l'Etat. Les joueurs récupèrent environ 52 % de leurs mises. Les frais de courtage et de gestion (un gros budget de publicité) sont de l'ordre de 13 %.

GUY DE LA BROSSE

## Olivetti est dans le rouge pour la première fois depuis treize ans

L'année 1991 est décidément un mauvais cru pour l'informatique européenne. Olivetti, le constructeur italien d'ordinateurs et d'équipements bureautiques a enregistré, sur les six premiers mois de l'année, des pertes avant impôt de 73,7 milliards de francs (366 millions de francs). Les premières en treize ans. Durant cette période, le chiffre d'affaires du groupe a diminué de 5,4 % tombant à 3 943 milliards de francs (19 milliards de francs) par rapport au premier semestre 1990. Le groupe attribue ces mauvais résultats à la guerre des prix qui fait rage dans

le secteur informatique ainsi qu'au ralentissement général de l'économie.

Dans la lettre adressée aux actionnaires, le 27 septembre, M. Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, invoque également « la perte de compétitivité du système italien ». Au début de cette année, le groupe transalpin, se disant victime de la « crise forte » et d'une hausse annuelle de 10 % de ses coûts globaux, avait menacé de délocaliser une partie importante de ses activités de production dans le Sud-Est asiatique.

## Dépôt de bilan évité pour la mine d'or de Salsigne (Aude)

Les actionnaires des Mines et Produits Chimiques de Salsigne (MPCS) ont débouqué, samedi 28 septembre, 41 millions de francs, permettant ainsi à la plus grande mine d'or d'Europe occidentale, située dans l'Aude, de surseoir au dépôt de bilan, d'après des sources syndicales.

Cette décision, en discussion depuis plusieurs semaines (le Monde du 13 septembre), a été prise à Paris au cours d'une réunion du conseil d'administration de l'entreprise. Le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM), principal actionnaire, a débouqué 12 millions, Coffa-

mines, filiale du BRGM, 10 millions de francs, la société minière sud-africaine GENMIN, qui fait son entrée dans le capital à cette occasion, 10 millions, et M. Marc Rich, négociant en matières premières, 9 millions, a précisé un délégué syndical.

Un audit réalisé récemment à la demande de la chambre de commerce de Carcassonne avait fixé le passif des MPCS à 270 millions de francs, la perte nette cumulée sur les 5 dernières années à 140 millions et les impayés aux fournisseurs et organismes sociaux à 38 millions de francs. (AFP)

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

19 septembre 1991

Total actif	661 477
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	133 215
Eca	68 122
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 456
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	80 988
Concours au Trésor public	26 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	50 980
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	838
Effets privés	96 868
Effets en cours de recouvrement	20 171
Total passif	661 477
dont	
Billets en circulation	261 235
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	54 541
Comptes courants du Trésor public	27 543
Reprises de liquidités	9 233
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirages anticipés	8 722
Faux à l'étranger	59 470
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

## TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 6 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

## WASHINGTON

Fin de la conférence annuelle de l'OICV

La septième conférence annuelle de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières (OICV) qui se tenait cette année à Washington, à l'invitation de M. Richard Breeden, secrétaire de la Securities and Exchange Commission (SEC), s'est achevée jeudi 26 septembre. La Commission des opérations de bourse (COB) a réaffirmé son engagement à la surveillance des principes qui doivent présider aux accords administratifs conclus au vu d'échanges des informations utiles à la surveillance des règles de transparence et d'équité des marchés financiers. Par ailleurs, en matière de ratio de capital des intermédiaires de marché, l'OICV est convenue de proposer des règles minimales applicables à tous les intervenants, banques et courtiers. Enfin, la conférence a examiné les questions que posent les émissions réalisées en plusieurs étapes par les entreprises financières en termes d'information donnée aux investisseurs et de modalités de détermination de prix d'émission.

## FAITS ET RÉSULTATS

1. RVI : recul de 95 % du bénéfice semestriel. - Renault Véhicules Industriels (RVI), filiale du constructeur automobile Renault, continue à subir de plein fouet la chute du marché mondial du poids-lourd : son bénéfice impossible à calculer puisqu'il est en baisse de 95 % au premier semestre, à 38 millions de francs. Avant impôts, RVI avait été bénéficiaire de 217 millions de francs au premier semestre 1990, mais avait perdu 9 millions sur l'ensemble de l'exercice, rappelle la société dans un avis au bulletin de ses résultats obligatoires (RVI) publié lundi 30 septembre.

2. Marceau : hausse de bénéfice et nouvel actionariat. - Marceau Investissements a annoncé vendredi 27 septembre avoir enregistré un bénéfice net de 111,4 millions de francs pour l'exercice clos le 30 juin dernier, en progression de 18,9 % par rapport au précédent (193,8 millions de francs) et après action des modifications de l'actionnariat de Marceau préparées par M. Georges Pélissier, selon un communiqué publié à l'issue du conseil d'administration. Un nouveau holding, Indra Finance, va devenir actionnaire à 97 % de Marceau. Six grands actionnaires, déjà présents dans le capital de Marceau, posséderont chacun un peu moins de 10 % d'Indra : le groupe américain F.T.T., le Long Term Credit Bank japonaise, l'assureur britannique Eagle Star (filiale du groupe BAT), la Bayerische Hypothek und Wechselbank et, pour la France, RVI, Autisme et le Crédit Lyonnais. Marceau a aussi décidé de céder ses participations dans les sociétés holding de contrôle d'Acto (au bénéfice de Novaliance) et dans Sofitour.

3. Peller : résultat net semestriel en baisse de 36,3 %. - Le groupe cimentier Peller, dont le chiffre d'affaires a été en hausse de 3,4 % au premier semestre 1991 avec

## PARIS, 30 septembre

## Manque de tonus

Décidément, la Bourse de Paris manque de tonus. Après la petite reprise enregistrée vendredi en dernière minute, elle rechute lundi dans un marché apathique qui cherche en vain l'élément susceptible de lui donner un nouvel élan.

Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 s'affaiblit, de 0,08 %. Une baisse qui devait s'accroître au fil des cotations pour atteindre vers 14 heures 0,26 %.

Une fois de plus, lors de l'appel d'offres de lundi, la Banque de France a maintenu ses taux d'intérêt aux niveaux actuels. Il n'y a donc rien à attendre de ce côté-là, soupire un investisseur, gagné peu à peu par la lassitude.

Des Etats-Unis les encouragements tendent également à venir. Avant la réunion de Singapour, le FMI vient de dresser un bilan de la situation. L'Amérique devrait éviter une rechute dans la récession, estime un membre de cette organisation. Toutefois, ajoute-t-il, la reprise restera la plus faible jamais observée après une récession depuis la seconde guerre mondiale. Et, selon les experts, le PIB américain devrait reculer de 0,5 % pour l'ensemble de l'année.

Dans ce contexte de reprise modeste, le France aura du mal à faire des exploits, estime un analyste parisien qui s'attend néanmoins pour 1992 à une certaine amélioration des bénéfices de grands groupes industriels. Les résultats pourraient progresser de 15 % en moyenne, notamment pour les entreprises qui ont lancé cette année des programmes de réduction des coûts.

Dans ce cas, et si ces hypothèses sont vérifiées, le marché parisien n'est pas très éloigné de la cote de Londres, Frankfurt ou New-York. Mais il lui manque la petite étincelle pour déclencher une nouvelle vague de hausse.

Les investisseurs étaient satisfaits, lundi, qu'il n'y ait pas eu de débordements lors de la manifestation paysanne de dimanche.

## TOKYO, 30 septembre

## Légère baisse

Tendance hésitante lundi 30 septembre à la Bourse de Tokyo qui, après une ouverture placée sous le signe de la hausse, a subi des prises de bénéfices obligeant un repli de 0,2 % de l'indice Nikkei, qui a terminé à 23 918,44 yens soit 53,03 yens.

Dans la matinée, le Nikkei augmentait d'un point progressif de 32,2 yens, à 24 001,59 yens. De son côté, le Topeï gagnait 1,89 point pour terminer la séance de la matinée à 1 850,00. Selon les opérateurs, les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

Les investisseurs étaient encouragés par l'annonce du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3730	3730	Imtech. Financ.	625	640
Amstel Assurances	288	288	Intern. Computer	157 50	157 50
B.A.C.	130	130	LPJ.M.	82	82
Banque Paribas	823	823	Loisirs Invest.	245	252 30
Bolton (L)	260	260	Locam.	74	74
Bouygues (L)	112	112	Mines Comm.	108 20	110
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	918	901	Milieu	148 10	148 10
Calsonic	400	400	PdF (Fipac)	405	405
Carif	891	895	Réal	600	600
C.E.G.E.P.	137	138	Rhône-Alp. (L)	321	321
C.F.P.L.	289	280 40	S.H.M.	187	187
CALM	980	942	Soltech Invest (L)	102 80	88 50
Coderec	280	273 60	Stabil	385	387
Confiance	883	883	S.M.T. Group	130	130
Crédit	180	178	Sopar	289	280 20
Dauphin	425	418 50	T.F.I.	276	273 50
Dalme	1230	1214	Thomson H. (L)	367	367
Darmstadt Werra Co.	380	380	Unilog	304	305
Dassault	901	888	Val de Ch.	80	80
Deville	300	288	V. St-Laurent Group	676	685
Difol	152	150			
Edisons Belland	248	254			
Erop. Production	278	275			
Financ.	138 90	138 90			
Financière	125	125 80			
GFF (group. L)	106	107			
Grand Line	440	438			
Gravogry	195	195 80			
Grande Origny	740	740			
Géral	980	980			
I.C.E.	228	227			
Idreco	119	117 10			

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 27 septembre 1991

Nombre de contrats : 46 850

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jan. 92
Dernier	106,82	106,82	107,84
Précédent	106,78	106,78	106,86

Options sur notation	Options d'achat	Options de vente
Prix d'exercice	Déc. 91	Mars 92
106	1,13	0,82

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 884,58	1 884,58	1 889,58
Précédent	1 876,58	1 872	1 905

CHANGES	Dollar	5,6665 F
---------	--------	----------

BOURSES	PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)
26 sept.	122,20
27 sept.	122,80
28 sept.	115,10
29 sept.	114,70</



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 30 SEPTEMBRE

## Règlement mensuel

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (selection)[illegible]

— : sans données - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
46-62-72-67



# CARNET DU Monde

## Avis de messe

Le cycle supérieur d'études politiques de l'IEP vous invite à assister ou à vous associer, en prière ou en pensée, à la messe qui sera célébrée le lundi 14 octobre 1991, à 17 heures, en l'église Saint-Isidore, 33, rue de Sévres (métro Sévres-Babylone), à la mémoire de

Françoise KEMPF,  
décédée le 5 septembre.

---

- A la mémoire du  
Père André VERNY.

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs, sa paroisse, 91, boulevard du Montparnasse, à Paris-6<sup>e</sup>, le samedi 12 octobre, à 17 heures.

**Services religieux**  
- il y a un an

**Elisabeth (Lisa) BRASSEUR**  
quittait les siens.

Un service à sa mémoire et pour le repos de son âme est célébré en l'église orthodoxe russe Saint-Serge de Paris.

---

- Un hommage sera rendu au

docteur William Gardner DAVIES,  
décédé à Paris le 1<sup>er</sup> août 1991, ven-  
dredi 4 octobre, à 12 heures, en l'église  
St-Etienne, 17, rue Beaune, Paris 2.

M = Frisch-Davies,  
1 E, boulevard Franklin-Roosevelt,  
92500 Rueil-Malmaison.  
Tél. : 47-51-37-86.

### **Soutenances de thèses**

**Révisé de nouveau**

### Decès du peintre Edouard Mac Avoÿ

Né à Bordeaux le 25 janvier

1905, Etouard Mac Avoy est l'abord l'élève de P. A. Laurens à l'académie Julian et expose dès 1927 au Salon d'automne: Dès l'entre-deux-guerres, il doit l'essentiel de sa célébrité à ses portraits de grands

rommes. Alors que l'art du portrait n'est plus guère pratiqué par ses contemporains, il apparaît ainsi comme l'un des derniers praticiens susceptibles d'exécuter une effigie

thiétique et publique dans un style très figuratif, mais convenablement «modernisé». Sa technique se fonde sur un dessin appuyé, généralement anguleux et dur, qui esquisse les volumes et contient fermement les

Au nombre de ses modèles figurent la plupart des écrivains français de ce siècle : Gide, Montherlant, Jouhanneau, Mauriac, Cocteau et

moins attendu, Pablo Picasso et Salvador Dali. Edouard Mac Avoy avait publié en 1988, sous le titre *Le plus clair de mon temps*, un volume de souvenirs.

Ph. D.

---

Ancien président  
du conseil général du Tarn

## Lucien Guichard est mort

M. Lucien Goebard (UDF-DS) qui s'était démis, l'odit 3 septembre, de ses fonctions de président du conseil général du Jura (*Le Monde* du 24 septem-

L'intérim de Lucien Guichard  
la présidence de l'assemblée  
départementale est assuré par

André Jourdain, RPR, sénateur. Le nouveau président sera élu après l'élection cantonale parallèle qui sera organisée dans un délai maximum de trois mois pour pourvoir le siège laissé

(Né le 1<sup>er</sup> mars, 1922 à Champplitte (aute-Saône), Lucien Guichard, diplômé de l'école de notariat de Dijon (Côte-

... avait exercé la profession de  
... dans le Jura, de 1951 à 1959 à  
... Saint-Laurent-en-Grandvaux, puis jus-  
... en 1984 à Saint-Amour. C'est dans  
... dernière commune qu'il avait été  
... conseiller municipal en 1965 avant  
... devenir le maire en 1983. Avant

Richard, qui avait occupé des responsabilités départementales et régionales professionnelles, avait été élu conseiller général de Saint-Amour en 1986. Il avait succédé à la tête de l'assemblée départementale, le 30 octobre 1989, à Pierre Fontenot (UDF-CDS) et s'est investi dans

...précédent.]

27

2

01

~~Handwritten signature~~





Confrontée à de nouvelles et graves tensions au Nicaragua

## Mme Chamorro vient demander l'aide de Paris

La première visite officielle en France de Mme Violeta Chamorro, présidente du Nicaragua, au pouvoir depuis avril 1990, devait commencer mardi 1<sup>er</sup> octobre par un entretien avec M. Roland Dumas, puis un déjeuner avec M. François Mitterrand. M. Antonio Lacayo, ministre de la présidence (équivalent de premier ministre), qui devait accompagner Mme Chamorro à Paris puis à Rome, a décidé de renoncer à ce voyage, en raison d'« importants problèmes économiques » et de la menace que font peser les anciens de la Contra qui ont repris les armes.

Avec un chômage qui touche plus de 40 % de la population active, un revenu par habitant qui a considérablement diminué depuis 1980 et une dette extérieure de 9 milliards de dollars, le Nicaragua, en convalescence après dix années de guerre civile, n'est pas sorti de l'ornière. Pourtant, dans l'entretien téléphonique

que qu'il nous a accordé, M. Lacayo, homme fort du pays, ne s'est guère étendu sur ces « problèmes économiques ». Le plan de redressement qu'il a mis sur pied continue, selon lui, de donner des résultats encourageants - dans la lutte contre l'inflation surtout - et le Nicaragua a pu, le 13 septembre, rembourser la totalité de ses arriérés (360 millions de dollars) à l'égard des institutions internationales, grâce aux prêts consentis en mai dernier par le Venezuela, le Mexique et l'Espagne notamment.

Le ministre de la présidence s'est dit « très préoccupé par le problème de la Recontra » (nom donné aux anciens membres de la Contra qui ont repris les armes depuis l'assassinat, en février dernier, de leur principal dirigeant, Enrique Bermudez). M. Lacayo estime que leur nombre ne dépasse pas quatre cents personnes (ils seraient plus du double, selon d'autres sources), soit 2 % des contras démobilisés.

« Le problème de la Recontra n'est pas militaire mais social : la guerre nous a divisés, et nous sommes seulement une minorité qui luttons contre cette polarisation », dit M. Lacayo. Nous avons entamé en juillet dernier des conversations avec [leurs] représentants. D'autres y ont vu un excès de laxisme de notre part. Du coup, sont apparus des bonis de grand chemin, persuadés de leur impunité, qui ont organisé des vols de bétail.

parmi d'autres actes de délinquance. Sans rompre le dialogue avec la Recontra, nous avons décidé de faire preuve de plus de fermeté.

D'après les évaluations de ses services, entre 30 000 et 80 000 armes seraient encore entre les mains de civils, et Mme Chamorro demandera à la France, de même qu'aux Etats-Unis, au Canada et à l'Espagne, une aide de 5 millions de dollars pour le rachat de ces armes. Ne s'agit-il pas là d'un échec pour le général Humberto Ortega (frère de l'ancien président Daniel Ortega), qui avait précédemment été maintenu dans ses fonctions de chef de l'armée par Mme Chamorro pour récupérer les armes détenues par les civils ? « Ce n'est pas un échec car nous avons évité les affrontements », répond M. Lacayo. Il meurt aujourd'hui moins de personnes au Nicaragua qu'au Guatemala où, durant les années qui ont suivi les guerres civiles aux Etats-Unis et en Europe d'autres époques. L'armée a fait un travail méritoire. Ses effectifs sont passés de 80 000 en avril 1990 à 21 000 actuellement, et cela, grâce au général Ortega et à son état-major. Malgré tout, l'armée doit continuer à changer, pour être non plus au service d'un parti, mais à celui de la nation, et ce processus est engagé.

Outre le limogeage du général Ortega et celui de plusieurs responsables militaires de la police à l'été par trop « revencheur », la Recontra réclame l'abolition des lois

adoptées entre les élections de février 1990 et l'investiture de Mme Chamorro en avril de cette même année, qui légalisaient les transferts de biens aux amis du régime sortant. Le Parlement, contrôlé par la formation de la présidence, l'Union nationale d'opposition (UNO), a adopté en août un texte expropriant quelque 6 000 sandinistes. Invokant le caractère antidémocratique de cette loi, Mme Chamorro a mis son veto sur la plupart de ses articles. « Il faut trouver », estime M. Lacayo, une solution qui respecte la Constitution et fasse consensus. Nous venons de nous entendre avec les syndicats, les chefs d'entreprise et les partis, en vue de la création d'une commission administrative chargée de réviser les attributions de propriétés effectuées durant la période de transition.

M. Lacayo - qui est le gendre de la présidente - est un vaillant convaincu que son gouvernement continuera d'avoir « l'appui ferme de la France ». Mme Chamorro parlera notamment à Paris d'un projet hydroélectrique, celui de Montegrande, évalué à 100 millions de dollars. Il sera aussi question d'un projet plus ambitieux de dérivation des eaux du lac Nicaragua pour alimenter Managua en eau potable et irriguer de vastes étendues de terres agricoles.

BERTRAND DE LA GRANGE et MARTINE JACOT

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## On n'est pas des bœufs

Un petit blanc et un fromage de tête, un ! Devenir le maitre de mon quartier, merci l'Auvergne, on saucissonnait gratis hier sur le coup de midi. Un peu pompette, je m'approche d'un groupe d'agriculteurs pas colère pour deux sous, tout sourire au contraire. C'est quoi, votre slogan ?

- Sous les pavés, la terre !

- Et ça veut dire ?

- Qu'on en est réduit à les bouffer, leurs racines, aux Parisiens. Silos humains, désert rural, halle à l'extermination !

- Et vous voulez le rétablir comment, l'équilibre ? En transportant les viles à la campagne ?

- Oui, enfin, non... En y implantant des usines, en développant le tourisme, en permettant aux jeunes de rester aux champs.

- Quels jeunes ? Je croyais que, sortis des Mauricermes, vous ne trouviez pas de femmes pour accepter d'en produire, des vœux à votre image. Et à la nôtre. Citadins ou paysans, on fait tous partie du même troupeau, là, aujourd'hui.

- Peut-être bien. Sauf que

nous, à défaut de nanes, on a des vaches. Et nos vaches, si on double leur prime à l'abattoir, elles se feraient moins prier pour aller au trou. Au lieu de quoi, on laisse entrer des clandestines, des immigrées venues de l'Est. C'est pas qu'on soit raciste, mais elles sont moches, malades, accro à la drogue, et...

- Oui, on sait, c'est des passoirs, nos frontières. N'empêche, vous pourriez en profiter. C'est le moment où jamais de vous vendre à l'étranger. Au lieu d'importer du blé, ils veulent acheter du foin français et allemand, là maintenant, les Russes. Il s'en dit l'autre jour à Francfort, le maire de Saint-Petersbourg. Pareil que la tsarine Catherine dans le temps.

- Et on nous transporterait comment ? En battifolles ?

- Probablement, oui. Vous verrez, ce sera super. On va vous engraisser sur des terres en jachère, des pâtures bien herbeuses et bien grasses. Histoire de permettre aux Russkoffs de raffler enfin toutes les médailles dans les comices agricoles.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Un entretien avec M. André Glucksmann..... 2

## Les élections régionales en Allemagne

Percée de l'extrême droite à Brême..... 3

## Les mesures de désarmement nucléaire aux Etats-Unis

..... 4 et 6

## M. Mitterrand répond à M. Giscard d'Estaing

Les « combattants pour l'égalité » invités à se manifester « vigiliants »..... 10

## La lutte contre le racisme

Réunion de plusieurs maires de grandes villes, de droite et de gauche..... 10

## Un entretien avec M. Laurent Cathala

Le secrétaire d'Etat à la famille plaide pour une politique « globale »..... 11

## Sports

Grand Prix d'Espagne de formule 1 : 100 kilomètres de Milau : Masters de Paris..... 13-14

## Théâtre : « Putzi » de Francis Huster

Une vision de Gustav Mehl, écrite, mise en scène et interprétée par Francis Huster..... 16

## Cinéma

Le Festival de Biarritz

La cinéma ibérique et latino-américain à la veille de l'année Colomb..... 16

## Coopération spatiale franco-soviétique

Poursuite des projets, malgré les bouleversements en URSS..... 32

## SECTION B

## La pauvreté aux Etats-Unis

Une forte progression..... 19

## Conjoncture américaine

« Ne vois-tu rien venir ? »..... 19

## CHAMPS ECONOMIQUES

« Prague et la transition de velours » Evolution et révolution en URSS : un système à séculariser • Le retour de la société : La chronique de Paul Fabre 23 à 26

## Services

Abonnements..... 2

Annuaire classés..... 28-29

Cartes..... 32

Lois et Loto sportif..... 32

Marchés financiers..... 30-31

Météorologie..... 33

Mots croisés..... 32

Radio-Télévision..... 33

Spectacles..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 29-30 septembre 1991 a été tiré à 520 911 exemplaires.

## La France lève sa réserve sur les importations de viande des pays de l'Est

La France a décidé de ne plus faire obstacle à l'ouverture des marchés européens à la viande bovine et ovine en provenance de pays d'Europe de l'Est, a annoncé lundi 30 septembre à Bruxelles le ministre français des affaires étrangères M. Roland Dumas. Cette réserve de la France constituait depuis plusieurs semaines le principal obstacle aux négociations menées par la CEE en vue d'associer au Marché commun la Tchecoslovaquie, la Hongrie et la Pologne.

« Nous avons pu donner notre accord sur un texte global qui répond à nos préoccupations », a notamment déclaré M. Dumas.

## HAÏTI : quinze morts et une centaine de blessés

## Une révolte de militaires menace le gouvernement du Père Aristide

La France « condamne par avance toute aventure » qui mettrait en péril la démocratie en Haïti, a déclaré lundi 30 septembre en milieu de journée, un porte-parole du Quai d'Orsay qui n'a pu ni confirmer ni démentir les informations selon lesquelles un coup d'Etat était en cours.

## SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant Les fusillades continuaient lundi 30 septembre au fin de motinée à

Port-au-Prince, où une unité de l'armée est entrée en rébellion contre le gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide. Selon la direction de l'hôpital général de Port-au-Prince, qui a lancé un appel à tous les médecins, quinze personnes ont été tuées et plus d'une centaine blessées depuis le début de la tentative de coup d'Etat, dimanche soir.

Le ministre de l'infirmerie, M. Marie-Laurence Lassgues, a annoncé sur les ondes de la radio nationale qu'un groupe d'hommes armés avait attaqué le ministère de l'Intérieur du président Aristide à Tabar, à une dizaine de kilomètres au nord de la capitale.

Dès l'annonce de rumeurs de coup d'Etat, des milliers de jeunes ont commencé à ériger des barricades de pneus enflammés dans tous les quartiers de la capitale. Selon plusieurs témoins, des civils armés circulant en voiture ont tiré sur les partisans du président Aristide.

JEAN-MICHEL CAROIT

Palmarès des Festivals de Biarritz et de Saint-Sebastien. Voici le palmarès du 13<sup>e</sup> festival de cinéma ibérique et latino-américain de Biarritz : premier prix (makila d'or) : Cabeza de Vaca du Mexicain Nicolas Echegaray. Prix spécial du jury : Le Roi ébahi, d'Imanol Uribe, également prix du public. Prix d'art et d'essai : Confession à Laura du Colombien Jaime Osorio Gomez (lire nos informations page 16). Voici, d'autre part, le palmarès du Festival international de Saint-Sebastien : grand prix : Les Ailes du papillon, premier long métrage de l'espagnol Juanma Bajo Ullas. Prix spécial du jury : Vie Voennichets du Soviétique Sergueï Shnezhkin, histoire du coup d'Etat. Prix du meilleur réalisateur : Highway 61, du Canadien Bruce Mac Donald.

## EXIGEZ "LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE" !

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous hantent. Voyages, livres, sports, sorties, sollicitent assez votre "budget-plaisir". Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent.

Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. La Mode qui laisse votre budget intact ou presque...

A partir de 30 F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ELYSEES PARIS

## Hostiles au compromis sur les exportations d'armes

## Les nationalistes flamands se retirent du gouvernement belge

En désaccord avec les autres partis de la majorité sur un compromis permettant de sauver l'industrie wallonne de l'armement, la Volksunie, formation nationaliste flamande, s'est retirée du gouvernement, dimanche 29 septembre.

## BRUXELLES

de notre correspondant

Depuis plusieurs jours, les ministres du Parti socialiste flamand et de la Volksunie, invoquant une récente loi sur le commerce des armes, refusaient l'octroi de licences d'exportation à deux entreprises wallonnes, notamment la Fabrique nationale d'Herstal, contrôlée par le groupe français GIAT-Industries (le Monde daté 29-30 septembre). Représentant une idée lancée par M. Guy Spitaels, président du Parti socialiste francophone, le premier ministre, M. Wilfried Martens, a sorti alors de son chapeau un compromis typiquement belge : puisque deux compagnies de la majorité avaient des « problèmes de conscience », le gouvernement se déchargeait de sa compétence en

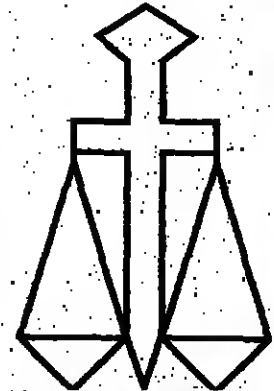
la matière et la déléguait à des « comités ministériels régionaux » créés pour la circonstance. Sans plus attendre, dimanche soir, le ministre du commerce extérieur, M. Robert Urbain, et deux autres ministres wallons signaient les licences en litige.

La Volksunie n'a pas accepté ce tour de passe-passe qui la privait de certains moyens de pression pour obtenir ultérieurement ce qui était un des buts de son obstruction : une accélération et un clarissement du processus de régionalisation permettant à la Flandre de se détacher encore plus de la Wallonie.

Seus deux représentants dans la coalition gouvernementale, MM. Hugu Schiltz, vice-premier ministre chargé du budget, et André Geens, ministre de la coopération, n'avaient plus qu'à donner leur démission. Ils ont été remplacés respectivement par M. Wivina Demester, du Parti social-chrétien flamand (comme M. Martens), qui était secrétaire d'Etat aux finances, et M. Erik Derycke, un socialiste flamand, secrétaire d'Etat à la politique scientifique.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Nul n'est censé ignorer la dernière édition des codes



Dalloz - Les indispensables